



EDMOND  
DE ROTHSCHILD

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
Rapport annuel 2023

# Sommaire

- 3 Message de l'actionnaire
- 4 Message du Comité exécutif

## 6 Gouvernement d'entreprise

- 6 Introduction
- 7 Structure du Groupe et actionnariat
- 10 Structure du capital
- 12 Conseil d'Administration
- 22 Direction générale
- 30 Rémunérations, participations et prêts
- 33 Droits de participation des actionnaires
- 35 Prise de contrôle et mesures de défense
- 36 Organe de révision
- 37 Politique d'information

## 38 Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Rapport de gestion

- 38 Chiffres-clés
- 39 Résumé exécutif du rapport de durabilité 2022
- 41 Rapport du Conseil d'Administration
- 47 Rapport de l'organe de révision
- 49 Bilan consolidé
- 51 Compte de résultat consolidé
- 52 État des capitaux propres consolidés
- 53 Tableau des flux de trésorerie consolidé
- 55 Annexes aux comptes consolidés

## 91 Adresses

# Message de l'actionnaire

Dans une année 2023 marquée par une situation internationale troublée et par un retour à la normale sur les marchés financiers, Edmond de Rothschild a connu des succès remarquables, portée par une dynamique très positive dans l'ensemble de nos métiers, qui témoignent de l'attractivité de notre positionnement.

Sur le plan international, nous sommes définitivement entrés dans une période d'incertitudes géopolitiques à laquelle nous devons faire face avec courage et réalisme. Les tensions internationales - en Europe ou au Proche Orient - et les incertitudes sur la croissance en Europe sont devenues une réalité avec laquelle il faut désormais compter. Cela ne doit en aucun cas affecter notre confiance dans l'avenir - car nous vivons dans un monde où les révolutions s'accélèrent. Ce contexte évolutif nous impose de rester nous-mêmes en mouvement et inventifs.

Sur le plan économique et financier, la maîtrise de l'inflation est à mettre au crédit de l'action des banques centrales - notamment de la Réserve Fédérale. Les marchés financiers ne s'y sont pas trompés : les performances boursières ont été bonnes sur l'année - particulièrement au dernier trimestre 2023. Elles reflètent l'optimisme des marchés quant à la perspective prochaine d'une baisse des taux et leur confiance dans les opportunités immenses que promet la diffusion de l'intelligence artificielle dans nos économies.

La mission d'Edmond de Rothschild n'est pas d'être spectateur de ces évolutions, mais au contraire de les intégrer pour guider de manière positive notre action. C'est ce que fait ma Famille depuis près de 250 ans. J'attache une attention particulière à la poursuite de notre engagement en faveur d'une finance au service de l'économie réelle et du progrès. Lorsque nous travaillons pour l'agriculture durable, le développement du capital humain, la limitation de l'étalement urbain ou luttons contre la déforestation, nous répondons à de vraies problématiques posées au développement de nos sociétés. J'ai à cœur qu'Edmond de Rothschild soit l'exemple de cette démarche. Le déménagement de notre Siège à Genève dans l'écoquartier de l'Etang, annoncé cette année, est pour moi un symbole fort de cet engagement sociétal. Il incarne mon ambition de rassembler toutes les équipes en un lieu unique pour plus de transversalité, d'efficacité et de créativité afin de concevoir ce que seront les investissements de demain

Cette année a été marquée par des résultats remarquables pour Edmond de Rothschild. Nous sommes très fiers d'avoir remporté 23 prix pour la qualité de nos expertises, meilleure preuve de notre excellence. Nos performances de gestion ont été au rendez-vous des attentes de nos clients investisseurs. Notre collecte record de plus de 11 milliards de CHF témoigne de l'excellence de nos services ainsi que de la désirabilité de notre Marque. Nos résultats financiers pour 2023 sont extrêmement solides, fruits d'un travail collectif au service de nos clients. Ils nous permettent de continuer à préparer l'avenir et à être ambitieux dans nos projets de développement. Nous le devons aux nouvelles générations qui nous observent. Au Vietnam, nous avons annoncé cette année un partenariat stratégique avec BIDV, un acteur de référence afin de créer, dans un objectif de développement local, la première banque privée du pays.

Je tiens à remercier nos clients, privés et institutionnels, qui, en nous confiant la gestion de leurs actifs, se retrouvent dans notre Vision de l'investissement. La solidité de ce que nous avons construit ensemble et la pertinence de notre positionnement me rendent pleinement confiante dans notre capacité à appréhender l'avenir.



**Ariane de Rothschild**  
Chief Executive Officer Group

# Message du Comité exécutif

L'année 2023 a été une année de retour à la normale sur les marchés financiers.

D'un point de vue macroéconomique, les banques centrales - en particulier la Réserve fédérale - sont parvenues à juguler l'inflation, renforçant ainsi leur crédibilité. La réduction de leur bilan est une bonne nouvelle pour la stabilité financière à moyen terme car la politique des taux négatifs était un facteur d'instabilité, d'incertitude et d'inégalités. En ce sens, 2023 a été une année de retour à la normale sur les marchés financiers.

Les actions ont connu des performances positives marquées cependant par des disparités importantes tant sur le volet géographique que thématique. A cet égard, les « 7 Magnifiques », titres liés à l'Intelligence Artificielle, ont contribué à près de 70 % de la performance annuelle du S&P 500. De leur côté, les obligations ont été un moteur de performance contrairement à ce qu'il s'est passé en 2022.

La dynamique commerciale d'Edmond de Rothschild s'est amplifiée sur ses deux métiers principaux avec une croissance exceptionnelle de ses activités de banque privée et de gestion d'actifs dans toutes ses zones géographiques. Cette performance confirme la pertinence du positionnement stratégique d'Edmond de Rothschild. Grâce à la dynamique commerciale et la reprise des marchés financiers, les encours sous gestion ont progressé de + 5 %, dépassant ainsi les CHF 163 milliards, malgré l'appréciation du franc suisse.

En Asset management, l'année 2023 a été marquée par de nombreux succès, malgré l'environnement incertain, la forte volatilité et le manque de lisibilité des marchés. Le secteur de la gestion d'actifs a été confronté à des défis majeurs, notamment dus à la concurrence des produits d'épargne rendus plus attrayants par des taux d'intérêt élevés, et plus généralement, face à la tendance à la réduction des risques dans les portefeuilles. Malgré tous ces vents contraires, nos expertises d'asset management ont tiré leur épingle du jeu et affichent une résilience exceptionnelle en 2023. La collecte est venue de segments de clientèle variés et de différentes zones géographiques, confirmant la pertinence de notre stratégie commerciale.

Les expertises actions et Fixed Income terminent l'année avec une collecte nette largement positive. La stratégie « Big Data » atteint désormais près de 2 milliards d'euros d'encours. Elle est portée notamment par une collecte nette avoisinant les 230 millions d'euros en 2023, sans compter le mandat remporté auprès d'un important acteur institutionnel asiatique à hauteur de 600 millions d'euros. Ce succès traduit le fort intérêt des investisseurs pour la thématique, ainsi que pour la performance du fonds depuis sa création. D'autres stratégies actions comme « Euro Sustainable Equity » ou notre stratégie sur la thématique de la santé terminent l'année avec une collecte significative. Plusieurs mandats institutionnels actions ont également contribué au bon résultat de la collecte sur cette classe d'actifs.

Du côté des stratégies obligataires, la collecte est à mettre à l'actif des stratégies à échéance et de notre fonds spécialisé sur les stratégies obligataires hybrides. Plusieurs récompenses obtenues en 2023 (H24, AGEFI, Mieux vivre votre argent) confirment par ailleurs la qualité et la robustesse de nos performances d'investissement.

La plateforme des marchés privés, quant à elle et malgré un contexte difficile marqué par la remontée des taux, est parvenue à poursuivre son développement en 2023, avec une actualité dynamique concernant les trois métiers que sont l'immobilier, le private equity et la dette d'infrastructure. Edmond de Rothschild Private equity a notamment poursuivi activement sa croissance, dépassant la barre des 4 milliards d'euros d'encours sous gestion, avec une collecte brute de près de 610 millions d'euros. Parmi les nombreux succès, citons les levées sur Pearl, Amethis Europe Expansion I, Amethis 3, Kennet VI, PeakBridge II et Privilege 2021 ainsi que le lancement commercial du FCPR Edmond de Rothschild Private equity Opportunities. Les valorisations du portefeuille se sont maintenues dans un contexte de marché délicat, portées par nos thématiques de long terme, une création de valeur opérationnelle au niveau des actifs et un levier modéré dans les portefeuilles.

De son côté, l'activité de la banque privée a été portée par une collecte dynamique et par de nombreuses initiatives. La banque privée a ainsi poursuivi le déploiement de solutions d'investissement socialement responsables et fait évoluer sa proposition de valeurs pour mieux répondre aux attentes de sa clientèle (mandat de gestion ISR, thématiques d'investissement, produits structurés). Elle a également continué à développer des expertises de niches pour nos clients les plus fortunés. C'est ainsi que le Wealth Planning a reçu le prestigieux prix de la meilleure Banque privée européenne en Ingénierie Patrimoniale dans le cadre des Global Private Banking Awards de The Banker (Financial Times). Notre équipe dédiée au Corporate finance, après une année record en 2021, a également confirmé sa dynamique en réalisant plus de 60 transactions au cours de l'année 2023 dans un marché français du M&A Small & Mid cap en net recul par rapport à l'année précédente. En 2023, nous avons continué à investir de manière soutenue dans nos systèmes d'informations afin de renforcer la digitalisation de nos processus, notre efficacité et la qualité de service rendue à nos clients. Enfin, en matière d'expansion géographique, convaincus du potentiel de croissance au Moyen-Orient, l'ouverture récente de notre bureau à Dubaï marque une nouvelle étape de notre engagement dans cette région. En Asie, nous avons initié un partenariat stratégique avec Bank for Investment and Development of Vietnam (BIDV), l'une des banques les plus importantes et les plus réputées du Vietnam, afin de créer la première banque privée du pays.

En 2024, les données macroéconomiques devraient être rassurantes. D'une part, les autorités chinoises ont décidé de supporter l'activité économique grâce à des aides à la consommation et des baisses de taux d'intérêt. D'autre part, du fait de la situation régionale, le développement des échanges entre les Etats-Unis et l'Asie hors Chine devrait s'accélérer.

Les marchés financiers demeurent constructifs malgré une volatilité qui pourrait s'intensifier en raison des risques latents liés à la croissance en Europe et au contexte politique potentiellement très changeant (quarante élections sont prévues cette année dans le monde). La sélectivité et la réactivité demeureront donc fondamentales au niveau des actions. Côté obligations, le contexte macroéconomique et financier devrait rester favorable, en particulier pour les obligations souveraines et celles des entreprises les mieux notées. Le processus de normalisation amorcé en 2023 devrait donc se poursuivre au premier semestre 2024, soutenu par une économie américaine résiliente et des perspectives de taux moins élevés.

Nous abordons 2024 avec confiance. Confiance car nous sommes convaincus de la pertinence de notre positionnement, de la solidité de notre bilan, et de l'excellence de nos équipes.

Nous remercions nos équipes pour leur engagement, ainsi que nos clients pour la confiance et la fidélité qu'ils nous accordent.

#### **Le Comité exécutif**

# Le gouvernement d'entreprise

## Introduction

La présente section de notre Rapport annuel a été rédigée en conformité avec les exigences légales et réglementaires, notamment le Code suisse des Obligations et la Circulaire FINMA 16/1 « Publication – banques » du 28 octobre 2015 et son Annexe 4 « Gouvernance d'entreprise » (Circulaire FINMA 16/1 « Publication »). Cette Annexe 4 détermine quelles informations doivent être publiées par les banques en matière de gouvernance d'entreprise. La présente section s'inspire également du Code suisse de bonne pratique de la Fédération des entreprises suisses, Economiesuisse, dans sa version révisée de 2023, qui contient des standards en matière de gouvernement d'entreprise.

Les principales préoccupations à l'origine des réglementations susmentionnées sont liées à la limitation des risques économiques, ainsi qu'à la réputation et à la responsabilité de l'entreprise. La gouvernance d'entreprise est composée d'un ensemble de principes visant à assurer la transparence, la clarté de l'information et l'équilibre entre la Direction et le contrôle de l'entreprise à l'échelon le plus élevé, tout en respectant le pouvoir décisionnel et l'efficacité.

Les principales informations requises par la Circulaire FINMA 16/1 Publication figurent aux pages suivantes ainsi que dans d'autres chapitres du présent Rapport, qui renvoient au cadre réglementaire interne d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., notamment aux Statuts\* (les « Statuts ») accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III](http://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III),

---

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III](http://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III).

# 1. Structure du Groupe et actionnariat

## 1.1. Structure du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (le « Groupe »)

### 1.1.1. Présentation de la structure opérationnelle du Groupe

#### Conseil d'Administration

**Président**

Yves Perrier<sup>1</sup>

**Vice-Président**

Philippe Perles<sup>1</sup>

**Secrétaire**

Jean Laurent-Bellue

**Membres**

Katie Blacklock  
Benoît Dumont  
Christian Gellerstad<sup>2</sup>  
Tobias Guldemann  
Véronique Morali  
Lan Yan<sup>2</sup>

#### Comité d'Audit<sup>3</sup>

**Président**

Jean Laurent-Bellue

**Vice-Président**

Benoît Dumont

**Membre**

Philippe Perles

#### Comité des Risques<sup>3</sup>

**Président**

Tobias Guldemann

**Vice-Président**

Philippe Perles

**Membre**

Yves Perrier

#### Comité de rémunération et de nomination

**Président(e)**

Véronique Morali<sup>4</sup>  
Yves Perrier<sup>5</sup>

**Vice-Président(e)**

Yves Perrier<sup>5</sup>  
Baronne Benjamin de Rothschild<sup>6</sup>

**Membre**

Katie Blacklock<sup>7</sup>  
Jean Laurent-Bellue<sup>7</sup>  
Philippe Perles

De plus amples informations concernant le Conseil d'Administration peuvent être consultées aux pages 13 et suivantes.

<sup>1</sup> À compter du 26 avril 2023, date de l'Assemblée Générale ordinaire

<sup>2</sup> À compter du 11 mars 2024, date de l'Assemblée Générale extraordinaire

<sup>3</sup> À teneur des articles 3.3.1.1 et 3.4.1.1 du Règlement d'organisation interne et dès le 2 juin 2023, le Comité d'Audit et des risques est devenu un Comité d'Audit et un Comité des Risques

<sup>4</sup> Dès le 26 avril 2023, Véronique Morali est nommée Présidente du Comité de rémunération et de nomination d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

<sup>5</sup> Dès le 26 avril 2023, Yves Perrier, jusqu'ici Président, est devenu Vice-Président du Comité de rémunération et de nomination d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

<sup>6</sup> Jusqu'au 14 mars 2023

<sup>7</sup> Jusqu'au 26 avril 2023

## Comité exécutif

### **Présidente**

Baronne Benjamin de Rothschild  
*Chief Executive Officer Group*

### **Vice-Présidente**

Cynthia Tobiano  
*Deputy Chief Executive Officer Group*

### **Membres**

Philippe Cieutat  
*Chief Financial Officer*

Benoit Barbereau  
*Chief Operating Officer*

Christophe Caspar  
*Chief Executive Officer Asset management,*

Pierre-Etienne Durand  
*Chief Strategy Officer*

Diego Gaspari  
*Chief Human Resources Officer*

Hervé Ordioni  
*Chief Executive Officer International Private Banking*

Jean-Christophe Pernollet  
*Chief Risk Officer*

## Audit interne

### **Directeur**

Emmanuel Rousseau

## Organe de révision

PricewaterhouseCoopers S.A.

De plus amples informations concernant le Comité exécutif peuvent être consultées aux pages 23 et suivantes.



### 1.1.2. Structure juridique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est une société anonyme de droit suisse et une banque autorisée, au sens de l'Art. 3 de la loi fédérale sur les banques (LB) du 8 novembre 1934, soumise, à la supervision de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA.

### 1.1.3. Structure juridique du Groupe

Les sociétés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., consolidées par intégration globale, sont indiquées en pages 69 à 73 du présent Rapport.

## 1.2. Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote

	2023			2022		
	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
<b>1.2 Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote</b>						
<b>Actionnaires importants</b>						
Edmond de Rothschild Holding S.A.	58'693,5	100,0	100,0	58'693,5	100,0	100,0

1) La totalité du capital-actions d'Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild ou des employés du Groupe. La Baronne Edmond de Rothschild détient 16,86% du capital (6,77% des voix) de cette société, alors que l'hoirie du Baron Benjamin de Rothschild en détient 65,81% (89,84% des voix).

## 1.3. Participations croisées

Aucune participation croisée n'existe à ce jour.

## 2. Structure du capital

### 2.1. Capital social

	2023		
	Valeur nominale (milliers CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers CHF)
<b>2.1 Capital social</b>			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	586'935	58'694
<b>Total du capital social</b>	<b>58'694</b>		

### 2.2. Indications spécifiques concernant le capital autorisé et conditionnel

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne possède pas de capital conditionnel ni de capital autorisé.

### 2.3. Modification du capital social

En milliers de CHF	2023	2022
<b>2.3 Capital social</b>		
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	58'694
<b>Total du capital social</b>	<b>58'694</b>	<b>58'694</b>

### 2.4. Actions et bons de participation

Au 31 décembre 2023, le capital-actions d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. de CHF 58'693'500 est divisé en 586'935 actions de CHF 100, nominatives, liées selon les Statuts\*, entièrement libérées.

À l'Assemblée Générale, chaque action donne droit à une voix, quelle qu'en soit la valeur nominale (Art. 15 al. 1 des Statuts\*). Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de participation.

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III](http://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III)

## 2.5. Bons de jouissance

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de jouissance.

## 2.6. Restrictions de transfert et inscriptions des « nomines »

### 2.6.1. Restrictions de transfert et dispositions régissant l'octroi de dérogations

Au terme de l'article 6 al. 4 des Statuts\*, le Conseil d'Administration peut refuser le transfert d'actions nominatives ou la constitution d'usufruit sur celles-ci, en invoquant un juste motif eu égard au but social ou à l'indépendance économique de la société, notamment le maintien de son caractère familial. Le Conseil d'Administration peut par ailleurs refuser l'inscription au registre des actions si l'acquéreur ne déclare pas expressément qu'il reprend les actions à son propre nom et pour son compte propre (Art. 6 al. 5 des Statuts\*). Le Conseil d'Administration peut enfin refuser l'inscription au registre des actions en offrant à l'aliénateur de reprendre les actions transférées pour le compte de la société, pour le compte d'autres actionnaires ou pour le compte de tiers, à leur valeur réelle au moment de la requête d'inscription (Art. 6 al. 7 des Statuts\*).

Lorsque des actions nominatives sont acquises par succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, le Conseil d'Administration ne peut refuser l'inscription au registre des actions que s'il offre de reprendre les actions en cause à leur valeur réelle (Art. 6 al.6 des Statuts\* et Art. 685b al. 4 du Code des obligations).

### 2.6.2. Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Aucune dérogation n'a été octroyée durant l'exercice sous revue et aucune demande dans ce sens n'a été formulée.

### 2.6.3. Admissibilité des inscriptions de « nomines »

Selon l'article 6 des Statuts\*, il n'existe pas de clauses de pourcentage ni de dispositions statutaires dérogeant aux règles mentionnées au point 2.6.1. en lien avec l'inscription de « nomines ».

### 2.6.4. Procédure et conditions auxquelles les restrictions de transfert peuvent être levées

Toute modification des dispositions statutaires relatives aux restrictions de transfert des actions nominatives (Art. 6 des Statuts\*) doit être approuvée au minimum par deux tiers des voix représentées à l'Assemblée Générale et par la majorité absolue des valeurs nominales des actions représentées (Art. 15 al. 5 des Statuts\* et Art. 704 al. 1 ch. 3 du Code des obligations).

## 2.7. Emprunts convertibles et options

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis d'emprunts convertibles ni d'options.

---

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III](http://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III)

# 3. Conseil d'Administration

## 3.1. Membres du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration comprend sept membres au 31 décembre 2023<sup>1</sup> qui n'exercent, conformément à la pratique bancaire, aucune fonction exécutive au sein de l'entreprise, étant précisé que certains administrateurs ont exercé une fonction de direction dans le Groupe.

### Yves Perrier

Président<sup>2</sup>, Français, 1954

#### Formation

Diplômé de l'ESSEC - Expert-comptable

depuis 2022 Institut de la Finance Durable  
Président du Conseil d'Administration

depuis 2023 Humensis  
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2023 NextStage Evergreen  
Président du Conseil d'Administration

#### Parcours professionnel

1977 Chargé de Mission dans des cabinets d'audit et de conseil  
E. Salustro. PA Consulting

1987-1999 Société Générale - Diverses fonctions et notamment  
Directeur financier de 1995 à 1999

1999-2003 Crédit Lyonnais - Membre du Comité exécutif en charge  
des Finances, des Risques et de l'Audit

2003-2021 Crédit Agricole

- Membre du comité exécutif de Crédit Agricole SA (2003-2021)
- Directeur général délégué de Calyon (devenu CACIB) (2000-2007)
- Président directeur général de CAAM devenu AMUNDI en 2010 (2007-2021)
- Directeur général adjoint de Crédit Agricole SA (2015-2021) en charge du pôle Epargne et Immobilier
- Président du Conseil d'Administration d'AMUNDI (depuis mai 2021)

#### Fonction actuelle

Président du Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

#### Mandats d'administrateur

depuis 2015 PARIS EUROPLACE  
Vice-Président du Conseil d'Administration

depuis 2020 Fondation de France  
Membre du Conseil d'Administration et Trésorier

2021-2023 AMUNDI  
Président du Conseil d'Administration<sup>3</sup>

depuis 2021 YP Conseil  
Président du Conseil d'Administration

depuis 2021 FIMALAC  
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2021 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
Président<sup>2</sup> du Conseil d'Administration (Membre de 2021 à 2023)  
Vice-Président du Comité de rémunération et de nomination (Président de 2021 à 2023)  
Membre du Comité des Risques (dès 2023)

depuis 2021 Edmond de Rothschild Holding S.A.  
Membre du Conseil d'Administration

<sup>1</sup> Neufs membres depuis le 11 mars 2024

<sup>2</sup> A compter du 26 avril 2023

<sup>3</sup> Jusqu'en mai 2023

## Philippe Perles

Vice-Président<sup>1</sup>, Suisse et Français, 1961

### Formation

1986	Diplôme en sciences commerciales et industrielles, Université de Genève
1994	Centre international d'études monétaires et bancaires

### Parcours professionnel

1993-1995	Crédit Lyonnais (Suisse) S.A., Genève Membre du Directoire Membre du Comité d'allocations d'actifs et d'investissements à Genève pour la politique d'investissements internationaux de la banque Gestionnaire de fonds internationaux
1995-2000	Beldex SA, Genève, Directeur général, responsable du développement commercial
2000-2003	Sherwood Alliance SA, Genève, Directeur, responsable du développement commercial et produits
2003-2005	Geneva Business Consulting Sàrl, Genève Directeur associé, responsable du développement commercial et produits
2010-2011	Novel Management Services, Genève Directeur associé, responsable du développement commercial et produits
2012-2015	Satocao LDA, Sao Tomé-et-Principe, Fondateur et Directeur général

### Fonction actuelle

depuis 2005	Noveo Conseil SA, Genève, Paris, Luxembourg Fondateur et Directeur associé, responsable du développement commercial et produits
-------------	--

### Mandats d'administrateur

depuis 2002	Association romande des Intermédiaires financiers (ARIF) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Vice-Président <sup>1</sup> du Conseil d'Administration (membre de 2015 à 2023)
depuis 2018 2021-2023 depuis 2023	Membre du Comité de rémunération et de nomination Membre du Comité d'Audit et des risques Membre du Comité d'Audit et Vice-Président du Comité des Risques
depuis 2016	Bedrock Holdings SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2018	Hyposwiss Private Bank Genève SA Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des risques
depuis 2019	Inoks Capital SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2020	Organisme de Surveillance des Instituts Financiers (OSIF) Président du Conseil d'Administration
depuis 2021	Rsdn SA Associé - Fondateur
depuis 2022	Bedrock SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2023	Edmond de Rothschild (Israël) Président du Conseil d'Administration Membre du Comité d'Audit et des risques

## Jean Laurent-Bellue

Secrétaire, Français, 1951

### Formation

1974	Institut d'Études Politiques de Paris
1975	Licence es Lettres et Maîtrise de droit
1977	MBA HEC

### Parcours professionnel

1978-1980 1980-1987	Groupe Compagnie du Midi, Attaché de Direction Institut de Développement Industriel (IDI), contrôleur de gestion puis chargé de mission sur des dossiers de prises de participations industrielles et de gestion de portefeuilles de participations
1987-1999	Groupe Crédit Commercial de France : différentes fonctions dans les métiers de Corporate finance et de Private equity : - 1987-1999 : Responsable des opérations d'investissement - 1993 : Directeur général de Nobel, Directeur Central du CCF et membre du Comité de Direction de la Banque - 1994-1998 : Responsable du Corporate finance, à Paris et à Londres (Charterhouse Bank) - 1998-1999 : Responsable du Private equity, à Paris et à Londres (Charterhouse Development Capital)
2000-2004 2004	Groupe Crédit Lyonnais, membre du Directoire Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Membre du Directoire, Edmond de Rothschild Corporate finance, Président du Directoire
2009-2011	Directoire de la Compagnie Financière Saint Honoré en tant que Secrétaire général et Président du Conseil de Surveillance d'Edmond de Rothschild Corporate finance
2011-2013 2011-2017	Directeur général d'Edmond de Rothschild Holding S.A. Secrétaire général Groupe

### Mandats d'administrateur

depuis 2011	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre et Secrétaire du Conseil d'Administration,
2011-2023 2011-2023	Membre du Comité d'Audit et des risques Membre du Comité de rémunération et de nomination (Vice-Président de 2019 à 2022)
depuis 2023	Président du Comité d'Audit
depuis 2011	Edmond de Rothschild S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 2011	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de Surveillance (Vice-Président dès 2021) et Président du Comité d'Audit et du Comité des Risques (depuis 2015)
depuis 2014	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny S.A. Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'Audit (dès 2021)
2014-2023	Fondation Actions-Addictions Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015	Edmond de Rothschild Holding S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015	Rotomobil SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Monaco) Vice-Président du Conseil d'Administration et Président du Comité d'Audit et des risques (Président du Conseil d'Administration du 20 juillet 2021 au 24 mars 2022)

<sup>1</sup> A compter du 26 avril 2023

## Katie Blacklock

Membre, Britannique, 1973

### Formation

1991	Huddersfield New College
1996	Jnt Hons French & German 2 :1 Queen's College - Oxford
1999	PGDip en analyse d'investissements University of Stirling

### Parcours professionnel

1996-2000	Stewart Ivory, Gérant de portefeuille
2000-2003	American Express Asset management, Gérant de portefeuille
2003-2011	Nevsky Capital, Co-Fondatrice d'un fonds EM Hedge Fund de \$7Mds
2011	Sloane Robinson, Consultant

### Mandats d'administrateur

depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset management (France) Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2019	Membre du Comité d'Audit et des risques
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset management (Luxembourg) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2019	Sarasin & Partners' CAIF Combined Advisory Committee Directeur du Conseil
depuis 2019	M&G plc With Profits Committee Directeur du Conseil
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration
2019-2023	Membre du Comité de rémunération et de nomination
depuis 2021	Health Foundation Membre du Conseil d'Administration, du Comité d'investissement et d'audit et risques

## Benoît Dumont

Membre, Belge, 1952

### Formation

1974	Diplôme d'ingénieur commercial, Ecole de Commerce Ernest Solvay, Université Libre de Bruxelles
1984	Master Finance et Economie, Ecole de Commerce Ernest Solvay, CEPAC, Université Libre de Bruxelles

### Parcours professionnel

1977-1980	J.P. Morgan, Bruxelles
1980-1995	Euroclear Operation Center, Bruxelles
1995-1999	J.P. Morgan, New York
1999-2007	J.P. Morgan Suisse SA, Genève, CEO

### Mandats d'administrateur

depuis 2005	J.P. Morgan Private Bank Funds, Luxembourg Membre du Conseil d'Administration
depuis 2007	J.P. Morgan Suisse SA, Genève Président du Conseil d'Administration et membre du Comité d'Audit et des risques
depuis 2013	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny S.A. Membre du Conseil d'Administration, du Comité d'Audit et du Comité de rémunération
depuis 2013	Edmond de Rothschild Holding S.A. Vice-Président du Conseil d'Administration
depuis 2014	Equatex S.A., Zurich Vice-Président du Conseil d'Administration Président du Comité d'Audit, des risques et de conformité
depuis 2016	British School de Bruxelles Membre du Conseil des Trustees
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration (Vice-Président de 2019 à 2023)
2019-2023	Vice-Président du Comité d'Audit et des risques
depuis 2023	Vice-Président du Comité d'Audit
depuis 2021	Edmond de Rothschild (Europe) Président du Conseil d'Administration (membre de 2021 à 2023)
2021-2023	Président du Comité d'Audit et des risques
depuis 2023	Président du Comité de nomination et de rémunération
2022-2023	Fondation Robert Membre du Finance Committee

# Christian Gellerstad<sup>1</sup>

Membre, Suisse et Suédois, 1968

## Formation

1989-1993	Master in Business Administration and Economics Université de St. Gall (HSG), Suisse
1996	Certified International Investment Analyst (CIIA) & Certified Portfolio Manager and Financial Analyst (AZEK/CFPI)
2017	Directors' College, Stanford Law School, USA
2016-2019	IMD Board Director Diploma, IMD, Switzerland

## Parcours professionnel

1993-1994	Cargill International, Genève, Suisse Trader, Marchés Emergents
1994-1996	Pictet & Cie, Genève, Suisse Analyste financier & Gestionnaire de portefeuille
1996-2000	Pictet Bank & Trust Ltd, Nassau, Bahamas Directeur Général Adjoint
2000-2007	Banque Pictet & Cie (Europe) SA, Luxembourg Président Directeur Général
2007-2018	Pictet Group, Genève, Suisse Equity Partner Directeur Général, Pictet Wealth Management Membre du Comité Exécutif

## Mandats d'administrateur

depuis 2012	Tsampehro SA Président du Conseil d'Administration
depuis 2013	Afica SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2013	FAVI SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2020	Eliator SA Président et membre du Conseil d'Administration
depuis 2020	Nubica SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2021	Investis Holding SA Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'Audit
depuis 2021	Lucerne Festival Membre du Conseil de Fondation
depuis 2022	Winder Holding SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2022	Fondation G-F, Barras European Masters Membre du Conseil de Fondation
depuis 2023	Tovra SA Président et membre du Conseil d'Administration
depuis 2023	Lovento SA Membre du Conseil d'Administration
2019-2024	Crédit Suisse AG (UBS Group) <sup>2</sup> Vice-Président du Conseil d'Administration (Membre depuis 2019)
depuis 2024	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. <sup>1</sup> Membre du Conseil d'Administration et du Comité de rémunération et de nomination

# Tobias Guldimann

Membre, Suisse, 1961

## Formation

1976-1980	Ecoles à Zurich
1980-1986	Licence en Sciences économiques Université de Zurich, Suisse
1986-1990	Doctorat à l'Université de Zurich, Suisse. "Planification pour l'audit interne des banques orientée risque"

## Parcours professionnel

1980-1986	Travaux réguliers à temps partiel en tant que programmeur commercial (solutions informatiques pour des PME)
1986-1990	Auditeur du système informatique, Département Audit Interne, Credit Suisse, Zurich
1990-1996	Directeur, différentes fonctions dans la division de négoce (produits dérivés, nouvelles émissions, trésorerie mondiale), Credit Suisse, Zurich
1998-2004	Directeur adjoint des risques, Credit Suisse Group AG, Zurich
2002-2004	Directeur de la gestion des risques stratégiques, Credit Suisse, Services financiers, Zurich
2005-2006	Membre du Conseil d'Administration et du Comité risques, Winterthur Insurance
2006-2009	Directeur de la gestion des risques stratégiques de la banque privée, Credit Suisse AG
2002-2013	Membre du Conseil d'Administration de CSI / CSSEL, Londres
2004-2013	Directeur des risques et membre du Conseil exécutif, Credit Suisse AG, Zurich
2015-2016	Auditeur principal indépendant pour l'audit spécial sur le programme d'assainissement d'UBS lié à sa manipulation du marché des changes, FINMA

## Mandats d'administrateur

depuis 2005	Fondation Hans Huber, Bâle Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2007	Fondation S. Eustachius, Winterthur Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2010	Musée des arts de Winterthur Membre du Conseil de Surveillance (Président depuis 2016)
depuis 2015	Fedafin AG Président et Membre du Conseil d'Administration
depuis 2017	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des risques (Président de 2022 à 2023)
depuis 2023	Président du Comité des Risques
depuis 2021	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des risques

<sup>1</sup> A compter du 11 mars 2024, date de l'Assemblée Générale extraordinaire

<sup>2</sup> Jusqu'au 31 janvier 2024

# Véronique Morali

Membre, Française, 1958

## Formation

Sciences Po (1980) et l'ESCP (1983), une maîtrise en droit des affaires (1982)  
Intégration de l'ENA (1986) et de l'Inspection Générale des Finances (1990)

## Parcours professionnel

1990-2007 Fimalac, Directeur général

## Fonctions actuelles

depuis 2013 Webedia (SA) (pôle digital de Fimalac), Présidente du Conseil d'Administration

depuis 2018 Fimalac (SE), Vice-Présidente du Comité Exécutif et Directrice du Développement

## Mandats d'administrateur

2008-2023 Fimalac Développement (S.A.) (Luxembourg)  
Présidente du Conseil d'Administration

depuis 2009 Edmond de Rothschild (France)  
Membre du Conseil de Surveillance, du Comité d'Audit, du Comité des Risques et du Comité des Rémunérations

2013-2023 Webedia (SA)  
Présidente du Directoire

depuis 2016 Fondation Nationale des Sciences Politiques  
Membre du Conseil d'Administration

2019-2023 Jellyfish Digital Group Limited (UK)  
Présidente

depuis 2020 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2023 Présidente du Comité de rémunération et de nomination

depuis 2021 Fimalac (SE)  
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2021 Lagardère (SA)  
Membre du Conseil d'Administration et Comité d'Audit

depuis 2023 Fimalac Développement (S.A.) (Luxembourg)  
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2023 The Brandtech Group LLC  
Membre du Conseil d'Administration

## Membre d'établissements ou d'associations d'intérêt général

depuis 2016 Association Le Siècle  
Membre

depuis 2018 Association Force Femmes  
Présidente

# Lan Yan<sup>1</sup>

Membre, Française, 1957

## Formation

1977-1981 Licence de littérature française de l'Université des Langues étrangères de Pékin

1981-1984 Maîtrise de droit international de l'Université de Pékin

1984-1991 Doctorat en droit international de l'Institut universitaire de Hautes Études internationales de Genève

## Parcours professionnel

1991 Cabinet Gide Loyrette Nouel, Paris  
Collaboratrice responsable des dossiers franco-chinois  
Associée dès 1997

1994 Barreau de Paris

1998 Cabinet Gide Loyrette Nouel, Pékin

1998-2011 Directrice  
Responsable des activités en Chine

2011- Lazard  
Présidente et CEO de la Grande Chine

-2023 Lazard  
Vice-Présidente de la Banque d'investissement et  
Présidente exécutive de la Grande Chine

## Fonctions actuelles

depuis 2024 Lazard Greater China  
Senior consultant / Non Executive Chairman

## Mandats d'administrateur

depuis 2008 Principality of Monaco in Beijing  
Honorary Consul

depuis 2023 United Friends Fondation  
Directrice

depuis 2023 Jeux Olympiques spéciaux d'Asie de l'Est  
Vice-Présidente du Conseil consultatif

depuis 2018 HEC Paris  
Membre du Conseil consultatif international

depuis 2018 Château de Versailles  
Membre indépendant du Conseil d'Administration

depuis 2024 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.<sup>1</sup>  
Membre du Conseil d'Administration

**Aucun membre du Conseil d'Administration n'a entretenu de relations d'affaires étroites avec l'émetteur ou une société du même groupe.**

<sup>1</sup> A compter du 11 mars 2024, date de l'Assemblée Générale extraordinaire



## 3.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Conseil d'Administration, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 3.1.

## 3.3. Dispositions statutaires relatives au nombre de fonctions admises

Les Statuts\* d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne prévoient pas de nombre maximum de mandats externes pouvant être exercés par les administrateurs.

## 3.4. Élection et durée du mandat

L'Assemblée Générale élit le Président (Art. 9 ch. 3 des Statuts\*) et les membres du Conseil d'Administration (Art. 9 ch. 2 des Statuts\*). La durée des fonctions des administrateurs est d'un an, quel que soit l'âge de l'administrateur, s'achevant à la fin de l'Assemblée Générale ordinaire qui suit leur élection (Art. 19 al. 1 et 19bis al. 2 des Statuts\*). Une réélection est toutefois possible. Le Règlement d'organisation interne de la Banque (« Règlement interne »), à son article 3.1.1.2, prévoit une limite d'âge, pour être élu en tant qu'administrateur, fixée à 75 ans le jour de leur élection.

La Banque prévoit également dans ses Statuts\* que les membres du Comité de rémunération et de nomination sont élus individuellement pour un mandat d'un an, comme le sont le Président et les membres du Conseil d'Administration.

L'âge moyen des administrateurs est de 64 ans au 31 décembre 2023.

La durée du mandat des membres actuels du Conseil d'Administration est la suivante :

Administrateurs	Membre du CA depuis :	Fin du mandat :
M. Yves Perrier <sup>#</sup>	2021	2024
M. Philippe Perles <sup>#</sup>	2015	2024
M. Benoît Dumont <sup>#</sup>	2019	2024
Mme Katie Blacklock <sup>#</sup>	2019	2024
M. Christian Gellerstad <sup>#</sup>	2024 <sup>1</sup>	2024
M. Tobias Guldemann <sup>#</sup>	2016	2024
M. Jean Laurent-Bellue <sup>#</sup>	2011	2024
Mme Véronique Morali <sup>#</sup>	2020	2024
Mme Lan Yan <sup>#</sup>	2024 <sup>1</sup>	2024

<sup>#</sup> Remplissent les critères d'indépendance de la circulaire – FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques » au 31 décembre 2023.

## 3.5. Organisation interne

Le Règlement interne actuel de la Banque prévoit notamment ce qui suit :

1. en préambule, la Banque déclare qu'en plus de son activité principale de banque de gestion de fortune et de négociant en valeur mobilière, elle exerce une activité de Maison Mère d'un groupe bancaire et financier, tel que défini dans la législation et la réglementation bancaire suisse. Il en résulte un élargissement des tâches et des compétences de chaque organe de la Banque (Art. 2.1. du Règlement interne) ;
2. pour chaque organe, la Banque définit dans ses Statuts\* et son Règlement interne les exigences générales de compétences, d'expérience, de diligence, de disponibilité, de fidélité et d'indépendance (Art. 22 des Statuts\* et Art. 1.4. et 3 du Règlement interne) ;
3. la Banque rappelle que les membres de ses organes doivent organiser leurs rapports personnels et professionnels de manière à éviter autant que faire se peut tout conflit d'intérêts avec la Banque et le groupe bancaire et financier, dont elle est la Maison Mère (Art. 3.1.1.7., 3.2.1.6., 3.3.1.6., 3.4.1.6. du Règlement interne) ;

<sup>1</sup> A compter du 11 mars 2024, date de l'Assemblée Générale extraordinaire

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III](http://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III)

4. tant pour elle-même que pour le groupe bancaire et financier, dont elle est Maison Mère, la Banque dispose d'un Comité d'Audit, d'un Comité des Risques et d'un Audit interne, dont les tâches et les compétences sont définies dans le Règlement interne aux articles 3.3.2, 3.4.2 et 4.2. Elle dispose également, d'une fonction Compliance et d'une fonction Contrôle et Gestion des risques (Art. 2.3.1 et 3.1.2 du Règlement interne) ;
5. la Banque consolide les systèmes de contrôle interne, de gestion de l'information et de reporting (Art. 3.4.2. III. du Règlement interne), ainsi que de gestion des risques (Art. 2.3.1., 3.1.2., 3.3.2., 3.4.2. IV. du Règlement interne) ;
6. enfin, dans un document annexé au Règlement interne, le Conseil d'Administration de la Banque définit les compétences en vigueur en matière de crédits attribuées aux organes, ainsi qu'au Comité des Crédits et aux responsables du Département concerné et à ses subordonnés.

### **3.5.1. Répartition des tâches au sein du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration, qui se compose de neuf membres depuis le 11 mars 2024, est présidé par Monsieur Yves Perrier. Messieurs Philippe Perles et Jean Laurent-Bellue occupent respectivement les fonctions de Vice-Président et de Secrétaire. La composition complète du Conseil d'Administration apparaît en page 10. Le Conseil d'Administration fonctionne comme organe collégial. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents (art. 3.1.1.3. du Règlement interne et 20 des Statuts\* En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante (Art. 20 des Statuts\*). À titre exceptionnel, les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.1.1.3).

Le Président du Conseil a les devoirs et les prérogatives prévus dans la loi, les Statuts\* et le Règlement interne (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Le Président doit être informé régulièrement par le Président du Comité exécutif ou le Vice-Président sur la marche des affaires et la situation de la Banque et de ses filiales (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Si le Président du Comité exécutif et/ou le Vice-Président hésitent à considérer une affaire comme étant de la compétence dudit Comité, ils soumettent la question au Président du Conseil, qui décide si l'affaire est du ressort du Comité exécutif ou du Conseil (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

En cas d'absence du Président, ses fonctions sont exercées par le Vice-Président du Conseil ou, à défaut, par le doyen d'âge (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

### **3.5.2. Composition, attributions et délimitation des compétences de tous les comités du Conseil d'Administration**

Conformément aux Statuts\* et au Règlement interne de la Banque lui permettant de constituer en son sein divers comités auxquels il peut confier des tâches de surveillance ou de direction supérieure, le Conseil d'Administration dispose d'un Comité d'Audit, d'un Comité des Risques, d'un Comité de rémunération et de nomination.

#### Le Comité d'Audit

En vertu du Règlement interne, le Conseil d'Administration a délégué au Comité d'Audit, composé d'au minimum trois membres tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'Administration en vue de superviser les activités de l'Audit interne et de la fonction compliance. Le Conseil d'Administration a désigné trois de ses membres, soit Messieurs Jean Laurent-Bellue (Président), Benoît Dumont (Vice-Président) et Philippe Perles, pour faire partie du Comité d'Audit. Par ailleurs, Madame Li Yin Adrien exerce les fonctions de Secrétaire hors Comité.

#### Le Comité des Risques

En vertu du Règlement interne, le Conseil d'Administration a délégué au Comité des Risques, composé d'au minimum trois membres tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'Administration en vue de superviser les fonctions de contrôle et de gestion des risques. Le Conseil d'Administration a désigné trois de ses membres, soit Messieurs Tobias Guldemann (Président), Philippe Perles (Vice-Président) et Yves Perrier, pour faire partie du Comité des Risques. Par ailleurs, Madame Li Yin Adrien exerce les fonctions de Secrétaire hors Comité.

Les membres précités répondent tous aux exigences d'indépendance, au sens de la circulaire FINMA 2017/01, cm 17, et présentent les compétences et l'expérience nécessaires.

---

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III](http://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III)

### Le Comité de rémunération et de nomination

En vertu des Statuts\* (Art. 23) et du Règlement interne (Art. 3.2.1.1.), le Conseil d'Administration a délégué au Comité de rémunération et de nomination, composé d'au minimum trois membres, tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, dont (i) établir un règlement sur la rémunération, (ii) approuver l'enveloppe des salaires et des rémunérations variables des collaborateurs de la Banque, (iii) après consultation du CEO, faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des membres du Comité exécutif et (iv) soumettre des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité de membre des comités du Conseil d'Administration. Les propositions portant sur les rémunérations visées aux chiffres (iii) et (iv) sont arrêtées par le Conseil d'Administration puis soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale sous forme de vote (art. 9 ch. 5 et 6 des Statuts\*).

En 2023, le Conseil d'Administration a désigné trois membres, soit Madame Véronique Morali (Présidente), Messieurs Yves Perrier (Vice-Président) et Philippe Perles, pour faire partie du Comité de rémunération et de nomination. Monsieur Christian Gellerstad a rejoint le Comité de rémunération et de nomination en tant que membre.

Les compétences essentielles (préparatoires, consultatives et décisionnelles) du Comité précité figurent dans le Règlement interne et les Statuts\*.

### **3.5.3 Méthode de travail du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration se réunit périodiquement et tient si nécessaire des séances extraordinaires. En 2023, le Conseil d'Administration s'est réuni neuf fois. La durée moyenne des séances du Conseil d'Administration est d'une demi-journée. Le Conseil d'Administration de la Banque opère sur la base de dossiers préparés par son Secrétariat. Les séances du Conseil d'Administration font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés conjointement par le Président et le Secrétaire. Elles se déroulent, en principe, selon un ordre du jour fixe qui couvre notamment les sujets suivants :

1. Lecture et approbation du procès-verbal de la séance précédente ;
2. Intervention du Président du Conseil d'Administration ;
3. Rapport d'activité du CEO et du Deputy CEO ;
4. Rapport d'activité du CFO ;
5. Rapport d'activité des Responsables de Banque privée ;
6. Rapport d'activité du Responsable de l'Asset management ;
7. Rapport d'activité du COO ;
8. Rapport du Responsable Risques, Legal & Compliance ;
9. Rapport du Comité d'Audit ;
10. Rapport du Comité des Risques ;
11. Rapport du Comité de rémunération et de nomination ;
12. Divers.

## **3.6. Compétences**

Le Conseil d'Administration est l'organe responsable de la Direction supérieure, de la surveillance et du contrôle de la Banque. En vertu de la loi et des Statuts\*, il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales.

Il dispose notamment des attributions inaliénables et intransmissibles mentionnées à l'article 22 des Statuts\*, soit : a) examiner et préparer les propositions à soumettre à l'Assemblée Générale et exécuter ses décisions ; b) édicter les instructions et règlements d'organisation nécessaires concernant la gestion de la Banque et la délimitation des compétences des différents organes ; c) décider de toutes les affaires qui, selon le règlement interne, sont réservées à la compétence du Conseil d'Administration ; d) nommer et révoquer les membres du Comité exécutif et les personnes chargées de la gestion et de la représentation de la société ; e) désigner l'institution de révision prévue par la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne ; f) fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier et établir le rapport de gestion ; g) examiner les rapports de révision de l'institution de révision ; h) statuer sur toutes les affaires qui, d'après la loi et les Statuts\*, n'entrent pas dans les compétences de l'Assemblée Générale ou d'un autre organe ; i) exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les Statuts\*, les règlements et les instructions données ; j) informer la FINMA en cas de surendettement.

Outre les attributions qui sont définies à l'article 22 des Statuts\*, le Conseil est compétent pour décider de toutes les affaires qui lui sont réservées à l'article 3.1.2 du Règlement interne, notamment (i) la définition des objectifs de la politique générale et de la stratégie, (ii) l'organisation, l'administration, la surveillance et le contrôle du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) et du groupe Edmond de Rothschild, (iii) la constitution, l'acquisition, la liquidation et la vente de

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III](http://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III)

sociétés filiales et/ou de participations, (iv) la désignation des candidats au poste de Président et membres du Conseil d'Administration à proposer pour élection à l'Assemblée Générale, (v) la nomination, la révocation et la détermination de l'étendue des pouvoirs des membres du Comité exécutif, ainsi que des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque, (vi) la nomination et la révocation du responsable de l'Audit interne de la Banque, sur préavis du Comité d'Audit, (vii) l'approbation des budgets de la Banque, du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) et du groupe Edmond de Rothschild, (viii) l'approbation des comptes annuels de la Banque et des comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) et leur soumission à l'Assemblée Générale en vue de leur adoption, ainsi que la proposition d'affectation du résultat, (ix) la planification des fonds propres et des liquidités de la Banque, du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) et du groupe Edmond de Rothschild, (x) l'instauration et la surveillance d'un système de contrôle interne approprié, (xi) l'approbation du Plan d'audit de l'Audit interne après examen par le Comité d'Audit, (xii) la surveillance des communications légales et réglementaires à la FINMA, à la Banque Nationale Suisse (BNS et aux autres autorités, (xiii) l'octroi de crédits ou des engagements lorsqu'ils dépassent les compétences du Comité exécutif, (xiv) l'approbation de l'introduction ou du retrait de demandes judiciaires, des transactions judiciaires ou extrajudiciaires lorsqu'elles dépassent les compétences du Comité exécutif, (xv) le provisionnement de toute perte potentielle qui dépassent les compétences du Comité exécutif, (xvi) l'externalisation de toute fonction essentielle, au sens de la circulaire FINMA sur l'outsourcing (Circulaire FINMA 2018/3) et de toute autre réglementation applicable.

En s'appuyant sur ses Comités, le Conseil est ainsi compétent, selon l'article 3.1.2 du Règlement interne, pour fixer la stratégie générale de la Banque et du Groupe, arrêter les principes d'organisation, de management et de contrôle et veiller à leur application. Il exerce une surveillance consolidée sur l'ensemble des entités suisses et étrangères qui forme le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Le Conseil d'Administration a délégué au Comité exécutif la gestion quotidienne des affaires sociales de la Banque (*voir chapitre 4*).

Les compétences du Conseil d'Administration et de ses Comités sont clairement définies dans les Statuts\* et le Règlement interne de la Banque.

En outre, la surveillance consolidée des activités du groupe Edmond de Rothschild est déléguée depuis le 14 mars 2019 à Edmond de Rothschild (Suisse), conformément à une décision du Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild (Holding) S.A. Dans ce cadre, les tâches et responsabilités de la haute direction, au sens de la « Circulaire FINMA 2017/01 Gouvernance d'entreprise – banques », sont déléguées au Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) et les tâches et responsabilités de la Direction au Comité exécutif d'Edmond de Rothschild (Suisse). Edmond de Rothschild Holding S.A. demeure en charge de la supervision de cette délégation de la surveillance consolidée des activités du groupe Edmond de Rothschild.

## 3.7. Instruments d'information et de contrôle

### Description du reporting du Comité exécutif

À chacune des séances du Conseil d'Administration, le CEO et/ou d'autres membres du Comité exécutif exerçant les fonctions de CFO, Responsables Banque privée, Asset management, Risques, Legal & Compliance et COO rendent compte des principales décisions prises par le Comité exécutif, ainsi que des opérations courantes et présentent celles qui sont de la compétence du Conseil d'Administration. Ils n'ont qu'une voix consultative.

Afin de pouvoir assumer leur devoir de surveillance, les membres du Conseil d'Administration reçoivent à chaque séance, entre autres documents, un rapport d'activité qui inclut notamment les commentaires du directeur général, les boucllements des différentes entités du Groupe avec les comparaisons budgétaires, ainsi que la liste des immobilisations financières et des participations (rapport trimestriel finance).

De même, à chaque séance, il leur est mis à disposition un rapport trimestriel sur les risques contenant entre autres l'état des fonds propres, l'annonce des gros risques, les risques de marché, de taux et de défaillance de contrepartie dans le domaine bancaire, l'état des liquidités, ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation (rapport trimestriel sur les risques, rapport semestriel de la fonction compliance et synthèse trimestrielle des risques juridiques, compliance et réputationnels). Le Conseil d'Administration a, au surplus, mis en place des instruments de surveillance et de contrôle consolidés qui sont décrits aux pages 61 et suivantes du présent rapport annuel.

En dehors des séances du Conseil d'Administration, le président du Comité exécutif tient régulièrement informé le président du Conseil d'Administration des principales décisions.

Le Conseil d'Administration peut inviter à ses séances d'autres membres du Comité exécutif, des collaborateurs, des membres de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III](http://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III)

### Description du système de l'Audit interne

Conformément à la loi et à la réglementation applicables (Art. 12 al. 4 OB, Art. 41 al. 7 et 68 al. 4 OEFin, ainsi que 82 et suivants de la Circulaire FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques »), le Conseil d'Administration dispose d'une révision interne qui lui est hiérarchiquement rattachée. Le responsable de l'Audit interne est désigné par le Conseil d'Administration sur préavis du Comité d'Audit. Il reporte directement au Comité d'Audit. Les droits et obligations de l'Audit interne sont définis dans le règlement interne de la Banque, ainsi que dans la charte de l'Audit interne. L'Audit interne a, par ailleurs, accès à tous les documents de la Banque et des sociétés filiales consolidées, dont il assure la révision.

Au 31 décembre 2023, l'Audit interne Groupe comprenait 23 personnes.

Il établit, sur une base annuelle, un programme d'audit qui est discuté et approuvé par le Comité d'Audit. La liste détaillée des missions prévues pour l'année en cours est également comprise dans le plan quadriennal résumant par domaine d'activité les interventions prévues.

Ce programme est discuté également avec la société d'audit externe.

Un rapport distinct est établi pour chaque domaine audité. Les prises de position de la Direction par rapport à chaque constatation sont incluses dans le rapport avec mention du délai fixé pour la mise en œuvre des mesures proposées. Lors de ses réunions, le Comité d'Audit traite les rapports de l'Audit interne en présence du responsable de l'Audit interne et décide éventuellement de mesures complémentaires. Le responsable de l'Audit interne participe aux séances du Comité d'Audit et du Comité des Risques. Il peut être par ailleurs appelé dans certains cas à participer aux séances du Conseil d'Administration. Le président du Conseil d'Administration, du Comité d'Audit et du Comité Exécutif peut lui confier des missions spéciales.

La société d'audit externe établit pour sa part un plan d'audit prudentiel pour chaque exercice qui est soumis au Comité d'Audit pour discussion et mise en œuvre. Le Comité d'Audit a des entretiens réguliers avec les représentants de la société d'audit externe.

### Description du système de contrôle et de gestion des risques

Se référer aux pages 61 à 65 du présent rapport.

## 4. Direction générale

Le Comité exécutif se compose de neuf membres au 31 décembre 2023, nommés par le Conseil d'Administration. Ses séances sont en principe bimensuelles. En 2023, il s'est réuni 33 fois. La durée moyenne des séances est d'une demi-journée. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents représentant le quorum. En cas d'égalité des voix, celle du Président du Comité exécutif est prépondérante. Les décisions du Comité exécutif peuvent également être prises par voie circulaire en la forme prévue par le règlement interne (Art. 3.5.1.3). Les séances du Comité exécutif font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés par le Secrétaire du Comité. Elles se déroulent selon un ordre du jour qui couvre l'ensemble des activités de la Banque.

Chaque département de la Banque est placé sous l'autorité d'un membre du Comité exécutif. À l'issue de séances bimensuelles, ce dernier informe ses collaborateurs des événements importants survenus dans son secteur de responsabilité.

Les membres du Comité exécutif reçoivent hebdomadairement, mensuellement, trimestriellement ou semestriellement un certain nombre de documents et statistiques établis par les départements et services concernés, dont les boucléments avec comparaison budgétaire, la présentation des états financiers des différentes entités du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., le rapport trimestriel sur les risques comprenant les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt et le tableau des fonds propres, ainsi que le rapport semestriel de la fonction compliance et la synthèse trimestrielle sur les risques juridiques, compliance et réputationnels. Le Comité exécutif dispose aussi d'outils de contrôle et de surveillance décrits sous le chiffre 3.7, qu'il s'emploie à perfectionner exercice après exercice.

Pour l'assister dans sa tâche, le Comité exécutif a notamment créé les Comités suivants : un Comité exécutif élargi, un Comité de Direction Banque privée Groupe, un Comité de Direction Banque privée Suisse, un Comité de Direction Asset management Groupe, un Comité de Conformité, un Comité des Risques, un Comité des Crédits Groupe, un Comité Assets Liabilities Management Groupe, un Comité Relations Clients, un Comité de Projet Groupe, un Comité de Réputation Groupe, un Comité d'Éthique, un Comité de Direction des projets IT stratégiques, un Comité Data et un Comité Nouveaux Produits et Services.

Les séances de ces comités font l'objet de procès-verbaux, dont une copie est remise à chaque membre du Comité exécutif, ainsi qu'à l'Audit interne.

Le Comité exécutif peut inviter à ses séances des collaborateurs, des représentants de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

## 4.1. Membres de la Direction générale

### Baronne Benjamin de Rothschild<sup>1</sup>

Présidente, Française, 1965  
Chief Executive Officer Group

#### Formation

1984	Baccalauréat à Kinshasa - Académie de Nantes
1988	BBA en Finance, Pace University, New York
1990	MBA en Gestion financière, Pace University, New York

#### Parcours professionnel

1988-1990	Analyste financier, puis cambiste à la Société Générale, Australie et New York
1990-1995	Cambiste, AIG, New York. Lancement de la filiale de Paris et développement des activités de marché en Europe
2015-2019	Groupe Edmond de Rothschild Présidente du Comité exécutif

#### Fonction actuelle<sup>1</sup>

Chief Executive Officer Group  
Présidente du Comité exécutif

#### Mandats d'administrateur

Présidente du Conseil d'Administration / Conseil de Surveillance des entités suivantes :

- › Edmond de Rothschild Holding S.A.
- › Edmond de Rothschild S.A.
- › Edmond de Rothschild (France)
- › Hôpital Fondation Adolphe de Rothschild
- › Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny S.A.
- › Edmond de Rothschild Heritage (SFHM)
- › Bodegas Benjamin de Rothschild & Vega Sicilia S.A.
- › Fondation OPEJ
- › Fondation Maurice et Noémie de Rothschild
- › Mémorial Adolphe de Rothschild
- › Fondation Ariane de Rothschild
- › Edmond de Rothschild Foundation (Israël)
- › Fondation du domaine de Pregny
- › Fondation Edmond Adolphe de Rothschild
- › Membre du Conseil d'Administration / Conseil de Surveillance des entités suivantes :
- › Compagnie Fermière Benjamin et Edmond de Rothschild
- › Compagnie Vinicole Benjamin et Edmond de Rothschild
- › Baron et Baronne Associés (holding de la S.C.B.A. Société Champenoise des Barons Associés)

---

<sup>1</sup> A compter du 14 mars 2023, en remplacement de M. François Pauly

# Cynthia Tobiano<sup>1</sup>

Vice-Présidente, Française, 1976  
Deputy Chief Executive Officer Group

## Formation

1994-1996	Institut privé de préparation aux examens et concours de l'enseignement supérieur (IPESUP) de Paris
1996-2000	Master in Business Administration, École supérieure des sciences économiques et commerciales de Paris (ESSEC)
1998	Brandeis University, Boston

## Parcours professionnel

2000-2011	Goldman Sachs London - Merges and Acquisition Team
2011-2013	Edmond de Rothschild (France), Chief Financial Officer and Head of Development Member of the Executive Committee
2013-2021	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Deputy Chief Executive Officer from 2019 to 2021 Member of the Executive Committee Head of Finance, Treasury and Credits Head of Strategy
depuis 2015	Edmond de Rothschild Holding S.A. Chief Executive Officer Member of the Executive Officer
depuis 2023	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Deputy Chief Executive Officer Member of the Executive Officer

## Fonctions actuelles

Deputy Chief Executive Officer d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A  
Chief Executive Officer d'Edmond de Rothschild Holding S.A.

## Mandats d'administrateur

depuis 2012	Edmond de Rothschild Buildings Boulevard Limited (Israël) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (UK) Ltd Membre du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Europe) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd Vice-Présidente du Conseil d'Administration (depuis 2019)
depuis 2015	Cattleya Membre du Conseil d'Administration
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset management (France) Présidente du Conseil de Surveillance (depuis 2019)
depuis 2019	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2021	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit
depuis 2021	Gitana S.A.S., Membre du Conseil de Direction
depuis 2021	Gitana SA, membre du Conseil d'Administration
depuis 2021	Administration et Gestion S.A., Membre du Conseil d'Administration
depuis 2021	Cogifrance SA, membre du Conseil d'Administration
depuis 2022	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration <sup>1)</sup>
depuis 2022	The Caesarea Edmond Benjamin de Rothschild Corporation, Vice-Présidente du Conseil d'Administration
depuis 2022	Fondations Edmond de Rothschild, Membre du Conseil d'Administration

---

<sup>1</sup> A compter du 14 mars 2023



## Philippe Cieutat

Membre, Français, 1976  
Chief Financial Officer

### Formation

1998	Graduate from the Institut d'Etudes Politiques de Paris, with honours
2000	ESSEC Graduate School of Management (AACSB accredited in 1997- Equivalent to an MBA degree)

### Parcours professionnel

1999-2000	Société Générale Investment Banking, Apprenticeship program in Paris and London
2002-2004	Mazars & Guérard Audit and Consulting, Senior Financial Auditor, Paris
2005-2007	HSBC, Assistant Audit Manager, Group Financial Services, Paris
2008-2009	HSBC, Senior Audit Manager, Group Financial Services, Paris
2009-2013	HSBC Global Asset management, Chief Financial Officer, Paris
2013-2014	HSBC France, Head of Strategy and Planning, Paris
2014-2019	Edmond de Rothschild (France), Member of the Executive Board, Chief Financial and Administrative Officer, Paris
2019-2021	Edmond de Rothschild (France), Member of the Executive Board, Deputy Chief Executive Officer, Paris
2019-2022	Edmond de Rothschild S.A., General Director

### Fonctions actuelles

Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits  
Membre du Comité exécutif

### Mandats d'administrateur

depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset management (France) Vice-Président du Conseil de Surveillance et membre du Comité d'Audit et des risques
depuis 2019	Zhonghai Fund Management Company Membre du Conseil d'Administration
depuis 2020	Cogifrance, Membre du Conseil d'Administration
depuis 2021	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2022	Edmond de Rothschild REIM (Europe) S.A., Luxembourg - anciennement dénommée OROX Europe SA Président du Conseil d'Administration
depuis 2022	Edmond de Rothschild REIM Holding SA (précédemment Edmond de Rothschild Real Estate S.A., Luxembourg) Vice-Président du Conseil d'Administration
depuis 2023	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des risques
depuis 2023	Edmond de Rothschild (UK) Ltd Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des risques
depuis 2023	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des risques

## Benoit Barbereau

Membre, Français et Suisse, 1972  
Chief Operating Officer

### Formation

1992-1995	Diplôme d'ingénieur en mécanique des fluides, Institut National Polytechnique de Toulouse (ENSEEIH)
1995-1997	Master in Business Administration, Ecole Supérieure des Sciences Economiques (ESSEC), Cergy
2019	Certification en machine learning (apprentissage automatique (Coursera / Stanford University)

### Parcours professionnel

1997-1999	Morgan Stanley, Londres, Négociateur de titres
1999-2002	PricewaterhouseCoopers, Paris, Consultant
2002-2004	BNP Paribas, Paris, Chef de projet
2004-2011	BNP Paribas Wealth Management Monaco, Chief Operating Officer, Responsable Finance, RH, Juridique, IT et Opérations
2011-2019	UBP (Suisse) S.A., Chief Operating Officer Private Banking, Head of External Asset Managers & Wealth Management Services, Responsable des Projets / Services Banque privée et des Gérants de Fortune Indépendants (GFI)
2014-2019	UBP Investment Advisors SA Membre du Conseil d'Administration

### Fonctions actuelles

Groupe Chief Operating Officer  
Responsable IT et Opérations du Groupe  
Membre du Comité exécutif

### Mandats d'administrateur

depuis 2021	Blockchain Association for Finance Membre du Board de l'association, représentant du Groupe Edmond de Rothschild
-------------	---

## Christophe Caspar

Membre, Français, 1971  
Chief Executive Officer Asset management

### Formation

1990-1995 Reims Management School  
1996-1999 Royal Holloway, Université de Londres  
2002 CFA Charterholder

### Parcours professionnel

1999-2005 Russell Investments, Londres, Portfolio Analyst to Portfolio Manager  
2006-2008 Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Japan  
2008-2009 Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Asia Pacific  
2009-2016 Russell Investments, Londres, Global CIO, Multi-Asset Solutions and CIO EMEA  
2016-2018 Pictet Bank & Cie SA, Head of Investments, Pictet Wealth Management  
2018-2019 Edmond de Rothschild Asset management, Deputy CEO and Head of Investments  
depuis 2019 Membre du Comité exécutif d'Edmond de Rothschild Asset management (Suisse) S.A.

### Fonctions actuelles

Responsable de l'Asset management  
Global CEO Asset management  
Membre du Comité exécutif

### Mandats d'administrateur

depuis 2019 Edmond de Rothschild Asset management (Luxembourg)  
Président du Conseil d'Administration et membre du Comité de nomination et de rémunération  
depuis 2019 Edmond de Rothschild Asset management (UK)  
Président du Conseil d'Administration  
depuis 2019 Edmond de Rothschild SICAV, France  
Membre du Conseil d'Administration  
depuis 2020 Edmond de Rothschild (Israël) Ltd  
Président du Conseil d'Administration  
depuis 2022 Edmond de Rothschild REIM Holding SA  
Membre du Conseil d'Administration  
depuis 2023 Edmond de Rothschild (UK) Ltd  
Président du Conseil d'Administration<sup>1</sup>

## Pierre-Etienne Durand

Membre, Français, 1976  
Chief Strategy Officer

### Formation

1994 Baccalauréat C (mention bien)  
1994-1995 Lycée du Parc, classe préparatoire - Lyon  
1995-1998 ESSEC  
1997 Kellogg (Northwestern), échange en MBA - Chicago  
2005 INSEAD, MBA - Fontainebleau

### Parcours professionnel

1998-2000 Renault - Londres  
Contrôleur de gestion  
2000-2004 Olivier Wyman - Paris  
Consultant  
2006-2013 Bain & Company - Paris  
Partner

### Fonctions actuelles

Responsable de la Stratégie et du Corporate Développement  
Membre du Comité exécutif

---

<sup>1</sup> A compter du 22 mai 2023

## Diego Gaspari

Membre, Argentin et Italien, 1969  
Chief Human Resources Officer

### Formation

1989-1993	Université de Belgrano, Argentine Diplôme en Psychologie
1997-1998	ESEADE, Argentine Master en Administration des affaires
2010	INSEAD, France Diplôme en Business Strategy pour Leader des Ressources Humaines

### Parcours professionnel

1993-1995	Bemberg Group, Argentine Programme des Jeunes diplômés
1995-1996	Philip Morris Group - Montheledo, Argentine Chef des relations industrielles
1996-1999	Philip Morris Group - Kraft Argentine, Argentine Chef des relations industrielles
1999-2000	Philip Morris Group - Massalin Particulares, Argentine Manager des relations industrielles
2000-2001	Key Stone Foods - Mc Kein, Argentine Responsable des Ressources Humaines Amérique latine
2001-2005	PSA - Peugeot Citroën, Argentine Responsable des Ressources Humaines
2005-2007	PSA, France Responsable des relations sociales internationales
2007-2010	PSA, France Responsable de la Gestion des talents
2010-2014	Crédit Agricole Group - Crédit Agricole SA, Suisse Responsable des Ressources Humaines Internationales
2014-2018	Crédit Agricole Group - CA Indosuez Wealth Management, Suisse - Responsable des Ressources Humaines

### Fonctions actuelles

Responsable des Ressources Humaines et Services Généraux  
Membre du Comité exécutif

## Hervé Ordioni

Membre, Italien, 1964  
Chief Executive Officer International Private Banking

### Formation

1991	Master 2 en Gestion de Patrimoine, CESB Paris
1982-1986	Master en Sciences de Gestion, Université de Paris Dauphine Options Finances de marché, Gestion de Patrimoine, Fiscalité des personnes physiques

### Parcours professionnel

1986-1988	Trader, Schelcher Prince SA, agent de change, Paris
1988-1989	Assistant manager, département Corporate finance du Crédit Lyonnais Bank Netherland NV, Rotterdam
1989-1992	Directeur de la clientèle privée, Schelcher Prince, Paris
1992-1994	Sous-Directeur, Rothschild & Cie Bank, Paris Chargé des études patrimoniales Responsable de la filiale Rothschild Assurance & Courtage
1995	Directeur de succursale, Rothschild & Cie Bank, Monaco Responsable de la création de l'agence
1996	Directeur de la Banque privée, membre du Comité Exécutif, Edmond de Rothschild (Monaco)
2005-2008	Fondateur et Président Délégué, Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Monaco) Société d'ingénierie patrimoniale, trustee agréé à Monaco, courtier d'assurance-vie
2008-2013	Fondateur et Président Délégué, Edmond de Rothschild Gestion (Monaco) Société agréée pour la gestion de FCP monégasques et la gestion discrétionnaire de portefeuilles
2013-2022	Directeur Général, Edmond de Rothschild (Monaco)
2015-2022	Membre du bureau de l'AMAF (Association Monégasque des Activités Financières) – Président de la Commission pour la promotion de la place bancaire
2017	Décoration : Chevalier de l'Ordre de Saint Charles

### Fonctions actuelles

Chief Executive Officer International Private Banking  
Membre du Comité exécutif

### Mandats d'administrateur

depuis 2005	Edmond de Rothschild Assurances & Conseils (Monaco) Président délégué du Conseil d'Administration
depuis 2008	Edmond de Rothschild Gestion (Monaco) Président du Conseil d'Administration
depuis 2022	Edmond de Rothschild (Monaco) Président du Conseil d'Administration et Vice-Président du Comité d'Audit et des risques
2022-2024	Edmond de Rothschild Assurances & Conseils (France) <sup>1</sup> Membre du Conseil de Surveillance
2022-2024	Edmond de Rothschild Assurances & Conseils (Europe) <sup>2</sup> Représentant de Edmond de Rothschild Assurances & Conseils (Monaco)
depuis 2022	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des risques
depuis 2022	Hottinger (UK) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2023	Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd, Dubaï <sup>3</sup> Membre du Conseil d'Administration
2022-2023	Edmond de Rothschild (UK) Ltd Membre du Conseil d'Administration

<sup>1</sup> Jusqu'au 28 février 2024

<sup>2</sup> Jusqu'au 22 février 2024

<sup>3</sup> A compter du 11 décembre 2023

# Jean-Christophe Pernollet

Membre, Français, 1966  
Chief Risk Officer

## Formation

1986	Bachelor, Institut d'Études politiques de Grenoble, France
1987	Institute of European Studies, Université de Hull, Angleterre
1990	Master in Management - EDHEC Business School, France
1998	U.S. CPA
2002	Senior Executive Program, Columbia Business School, New York
2021	Corporate Director Certificate, Harvard Business School

## Parcours professionnel

1990-1993	Deloitte & Touche, Paris
1993-1997	PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse
1997-1999	PricewaterhouseCoopers New York, USA
1999-2010	PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse - Associé dès 2001
2005-2010	PricewaterhouseCoopers - Associé responsable du bureau de Genève
2010-2012	EFG International AG, Directeur financier Membre du Conseil d'Administration, Comités audit et risque de EFG Private Bank Limited - Londres
2012-2013	Directeur financier du groupe Edmond de Rothschild
2014-2015	Responsable de l'Audit interne du groupe Edmond de Rothschild

## Fonctions actuelles

Responsable Risques, Legal et Compliance  
Membre du Comité exécutif

## Mandats d'administrateur

depuis 2014	Swissquote Bank Membre du Conseil d'Administration (Vice-Président dès 2022)
depuis 2015	Edmond de Rothschild Real Estate SICAV (ERRES) Président du Conseil d'Administration
depuis 2015	Swissquote Group Holding Ltd Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'Audit et des risques du Groupe
depuis 2015	Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild Président du Conseil de fondation
depuis 2015	Edmond de Rothschild (UK) Ltd Membre du Comité d'Audit (Vice-Président en 2020 - Président depuis 2021)
depuis 2015	Rotomobil SA - Membre du Conseil d'Administration
depuis 2020	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'Audit et des risques
depuis 2023	Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd, Dubaï Membre du Conseil d'Administration

## 4.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Comité exécutif, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 4.1.

# 5. Rémunérations, participations et prêts

## Aperçu

La politique de rémunération d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inscrit dans le cadre de la stratégie, de la culture et de la nature des activités du groupe Edmond de Rothschild ; elle tient également compte des spécificités locales de chaque entité. Elle vise enfin à fidéliser et encourager les collaborateurs à promouvoir le succès du Groupe dans la durée, en intégrant l'esprit d'entreprise et la maîtrise des risques dans l'absence de discrimination qu'elle soit liée au genre, à la nationalité, à l'apparence physique ou à l'état de santé.

La politique de rémunération du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inspire des principes de la Circulaire 2010/1 – Systèmes de rémunération, émise par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) tout en respectant les règles locales.

La compétence de nomination des membres du Comité de rémunération et de nomination appartient statutairement au Conseil d'Administration.

La compétence d'approbation des rémunérations du Conseil d'Administration et du Comité exécutif appartient statutairement au Conseil d'Administration.

## Compétences et procédure de fixation des rémunérations et des programmes de participation

Les règles de compétences en matière de rémunération apparaissent dans les Statuts\* et le Règlement interne de la Banque.

Le Conseil d'Administration a désigné, au cours de la séance qui a suivi l'Assemblée Générale du 26 avril 2023, trois administrateurs comme membres du Comité de rémunération et de nomination pour une durée d'un an, à savoir Madame Véronique Morali (Présidente), Messieurs Yves Perrier (Vice-Président) ainsi que Philippe Perles. Le 11 mars 2024, Monsieur Christian Gellerstad a rejoint le Comité de rémunération et de nomination en tant que membre. Le Comité de rémunération et de nomination se réunit en principe au minimum une fois par année.

## Vote sur les rémunérations

Le Conseil d'Administration peut soumettre à l'Assemblée Générale des propositions de rémunération portant sur des périodes différentes et se rapportant à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration ou du Comité exécutif ou à certains d'entre eux seulement.

Le vote de l'Assemblée Générale sur les propositions de rémunération a un caractère contraignant. Ainsi, dans l'hypothèse où l'Assemblée Générale n'approuve pas une proposition de rémunération faite par le Conseil d'Administration, ce dernier devra convoquer une Assemblée Générale extraordinaire.

# Composantes de la rémunération et plan de participation

## Principes

La rémunération est fixée selon la fonction, les compétences, les responsabilités et l'expérience du collaborateur. Elle prend aussi en considération, et en tant que de besoin, les conditions prévalant sur le marché grâce à la participation aux enquêtes de rémunération du secteur bancaire et de la gestion d'actifs au niveau international.

La rémunération se compose d'un salaire annuel fixe contractuel et d'un bonus discrétionnaire, tous deux versés en espèces. Les collaborateurs clés du groupe Edmond de Rothschild peuvent être bénéficiaires de rémunérations différées permettant un alignement d'intérêts plus important entre actionnaires et collaborateurs clés du Groupe. En 2022, la proportion des bonus (y compris les rémunérations différées) par rapport aux salaires annuels fixes est de 31% (rémunération différée octroyée, possiblement différente de celle comptabilisée).

Les bénéficiaires peuvent se voir attribuer les instruments financiers suivants :

- › des droits à acquérir gratuitement, selon un calendrier défini, des bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. Il s'agit du Plan d'Actions Gratuites du Groupe (dénommé en anglais, Employee Share Plan (ESP) et anciennement appelé le LTIP), et/ou
- › un montant en numéraire différé indexé sur la valeur du bon de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A., et/ou
- › pour les employés de l'activité Asset management, l'attribution d'un montant en numéraire indexé à un fond représentatif des expertises d'investissements alternatifs et UCITS. Cet instrument est utilisé dans les entités Européennes pour répondre aux exigences réglementaires. Au sein de certains métiers, des instruments spécifiques liés à la performance de l'activité sont mis en place dans une optique d'alignement des intérêts et de rétention des talents :
  - Private equity : mécanisme de carried interest, LTIP PE
  - Real Estate : Recurring Business Program

La mise en place de l'ESP a eu lieu en 2016. Ce processus s'est terminé par l'octroi, dans le courant du mois de mars 2016, du premier millésime de « Restricted Stock Units » (RSU) aux participants sélectionnés. Une fois les RSU octroyées, ces derniers entrent dans une période d'acquisition d'une durée d'un, deux et trois ans. A l'échéance de la période, un tiers des RSU est attribué et se transforme en bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. (pour autant que l'employé ait rempli les conditions décrites à l'article 8 du règlement du plan ESP), possédant les droits patrimoniaux et sociaux usuels d'un bon de participation.

Lors de l'obtention des bons de participation sous-jacents (réalisation du « droit ferme »), ces derniers sont bloqués pendant une durée additionnelle d'un an commençant dès la fin de la période d'acquisition durant laquelle, au-delà de l'applicabilité des clauses de « drag along / tag along », « malus » et de résiliation des relations contractuelles, l'employé ne peut vendre ses bons de participation.

Le millésime 2020 de l'ESP a été mis en place avec un an de blocage au lieu de deux, les autres règles demeurant au surplus inchangées. Cela reste applicable pour les millésimes suivants.

Pour le plan 2024, au titre des rémunérations 2023, 260 collaborateurs participent à l'ESP au niveau du Groupe. Le nombre de participants est de 78 pour Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et ses succursales.

Il n'y a eu aucun bénéficiaire - en 2023 - du programme de cash différé indexé en Suisse (Quasi ESP).

Les collaborateurs occupant des fonctions de contrôle, notamment les collaborateurs du Compliance, du Juridique, du Contrôle, de la Gestion des risques, ainsi que le Responsable de l'Audit ont une part de rémunération fixe prépondérante afin d'éviter tout conflit d'intérêts. La part de rémunération variable ne dépend pas directement du résultat des unités d'affaires surveillées.

La Banque n'effectue aucun paiement à l'engagement, à l'exception de certaines compensations liées à la perte éventuelle de rémunération variable découlant d'un changement d'emploi.

Conformément au Règlement interne, le système de rémunération mis en place et les objectifs fixés aux collaborateurs ne doivent pas inciter ceux-ci à ne pas respecter les mécanismes de contrôle interne et les normes établies en matière de compliance, ni aller à l'encontre des intérêts des clients.

## Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration perçoivent une rémunération fixe annuelle en espèces qui varie en fonction de l'appartenance, ou non, à certains Comités. Le Conseil d'Administration détermine le montant des indemnités des administrateurs (Art. 19 al.3 des Statuts).

La rémunération des membres du Conseil d'Administration est arrêtée par le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité de rémunération et de nomination. Le montant global de la rémunération du Conseil d'Administration est ensuite soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

## Rémunération des membres du Comité exécutif

La rémunération des membres du Comité exécutif comporte un salaire fixe et un bonus discrétionnaire. Ils sont aussi éligibles à l'ESP. Le montant du bonus et de l'ESP dépend de la performance de la Banque, ainsi que de la performance individuelle qualitative et quantitative des personnes concernées. Les objectifs de performance de la Banque sont déterminés par le Conseil d'Administration. Les objectifs de performance individuels des membres du Comité exécutif, à l'exclusion de son Président, sont déterminés par le CEO. Les objectifs de performance du CEO sont déterminés par le Conseil d'Administration.

Les membres du Comité exécutif ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne font pas partie de la rémunération.

## Règles communes applicables à la rémunération des organes

Dans la mesure permise par la loi, le versement d'indemnités rémunérant les activités de membres du Conseil d'Administration et du Comité exécutif dans des entreprises qui sont contrôlées directement ou indirectement par la Banque est autorisé.

Les membres du Comité exécutif partagent le même plan de prévoyance que le personnel.

## Rémunération des collaborateurs non membres du Comité exécutif

Les collaborateurs non membres du Comité exécutif perçoivent un salaire annuel fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent être éligibles au Plan d'Actions Gratuites du Groupe (ci-après ESP).

Ce bonus est basé notamment sur les résultats de la Banque, ainsi que sur la performance individuelle qualitative et quantitative de chacun des collaborateurs concernés au terme d'un processus d'évaluation de performance annuelle.

Les résultats de la banque sont définis par les résultats financiers de celle-ci. Une part du résultat brut d'exploitation (RBE), discrétionnaire et définie annuellement par le Comité exécutif, est allouée aux rémunérations variables. Le processus d'évaluation de performance annuelle est basé sur la mise en place d'objectifs annuels individuels :

- › qualitatifs (par exemple : responsabilités managériales, valeurs, suivi des obligations en matière de gestion de la clientèle, suivi des règlements internes, des formations obligatoires, gestion des risques & conformité) ;
- › quantitatifs : (par exemple : apport d'encours, rentabilité des investissements, gestion des budgets, contrôle des coûts).

Ces objectifs sont fixés en début d'année calendaire, revus, dans certains cas, en milieu d'année, puis évalués définitivement en fin d'année. Cette évaluation est une composante essentielle de la fixation de la rémunération variable.

En cas de décision d'octroi, le bonus discrétionnaire est versé dans les trente jours suivant la séance du Conseil d'Administration qui approuve les comptes annuels.

Le versement d'un bonus est entièrement discrétionnaire et n'est garanti ni dans son principe ni dans son montant. Même après l'écoulement d'une année complète, aucun bonus n'est dû en cas de résiliation du contrat, par quelque partie que ce soit, avant la date de paiement. En outre, aucun bonus pour l'année en cours n'est dû en cas de résiliation du contrat par quelque partie que ce soit. Le versement d'un bonus, même répété, ne crée aucun droit pour le Collaborateur.

---

<sup>1</sup> Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III](http://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III)



# 6. Droits de participation des actionnaires

## 6.1. Limitation et représentation des droits de vote

### 6.1.1 Dispositions statutaires limitant les droits de vote

Les propriétaires d'actions nominatives sont autorisés à exercer leur droit de vote pour autant qu'ils soient inscrits sur le registre des actions (Art. 6 al. 3 et Art. 14 al. 1 des Statuts<sup>\*</sup>). Les alinéas 4 et suivants de l'article 6 des Statuts<sup>\*</sup> mentionnent les motifs de refus de l'inscription au registre des actions par le Conseil d'Administration (voir également chiffre 2.6.). Tant que l'approbation nécessaire au transfert des actions nominatives n'est pas donnée par le Conseil d'Administration, les droits sociaux découlant de ces actions restent à l'actionnaire inscrit au registre des actions (Art. 6 al. 8 des Statuts<sup>\*</sup> et Art. 685c al. 1 du Code des obligations).

### 6.1.2 Dispositions statutaires limitant les droits de vote des représentants institutionnels

Les Statuts<sup>\*</sup> ne contiennent pas de limitation des droits de vote des représentants institutionnels.

### 6.1.3 Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Comme mentionné au chiffre 2.6.2, aucune dérogation aux restrictions de transfert des actions nominatives n'a été octroyée durant l'exercice.

### 6.1.4 Procédure et conditions auxquelles les limitations des droits de vote peuvent être abolies

La procédure et les conditions auxquelles les restrictions de transfert des actions nominatives peuvent être abolies sont mentionnées au chiffre 2.6.4.

### 6.1.5 Dispositions statutaires concernant la participation à l'Assemblée Générale

Un propriétaire d'actions nominatives peut se faire représenter par toute personne, actionnaire ou non, munie d'un pouvoir écrit (Art. 14 al. 2 des Statuts<sup>\*</sup>).

### 6.1.6 Octroi d'instructions au représentant indépendant et participation par voie électronique

Les Statuts<sup>\*</sup> ne contiennent pas de règles relatives à l'octroi d'instructions au représentant indépendant ni de dispositions relatives à la participation par voie électronique à l'Assemblée Générale.

## 6.2. Quorums statutaires

L'Assemblée Générale est valablement constituée lorsque plus de la moitié des actions est représentée. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée peut être convoquée, avec le même ordre du jour (Art. 15, al. 2 des Statuts<sup>\*</sup>). Cette seconde Assemblée ne peut toutefois se tenir qu'après un délai minimum de trente jours et est valablement constituée quel que soit le nombre d'actions représentées, ce qui doit être mentionné dans la convocation (Art. 15, al. 3 des Statuts<sup>\*</sup>).

## 6.3. Convocation de l'Assemblée Générale

Les règles relatives à la convocation de l'Assemblée Générale sont régies par les articles 11, 12 et 31 des Statuts<sup>\*</sup> qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations.

## 6.4. Inscription à l'ordre du jour

Les règles relatives à l'ordre du jour, ainsi qu'aux délais applicables sont régies par les articles 11 et 12 des Statuts\* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations (Art. 699 et suivants CO) :

### **Article 11 des Statuts\***

1. *L'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration et, au besoin, par les réviseurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.*
2. *Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble 10% au moins du capital-actions peuvent aussi requérir la convocation de l'Assemblée Générale.*
3. *Des actionnaires qui représentent des actions totalisant une valeur nominale de CHF 1 million peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*
4. *La convocation et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doivent être requises par écrit en indiquant les objets de discussion et les propositions.*

### **Article 12 al. 1 et 2 des Statuts\***

1. *L'Assemblée Générale est convoquée vingt jours au moins avant la date de sa réunion, selon le mode prévu à l'article 31 al. 2 pour les communications aux actionnaires.*
2. *Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation, ainsi que les propositions du Conseil d'Administration et des actionnaires qui ont requis la convocation de l'Assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*

---

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III](http://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III)

# 7. Prise de contrôle et mesures de défense

## 7.1. Obligation de présenter une offre

La Société a inclus à l'article 6 al. 2 des Statuts\* une clause selon laquelle un offrant n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 135 et 163 de la Loi fédérale du 19 juin 2015 sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (LIMF).

## 7.2. Clauses relatives aux prises de contrôle

Aucun membre des organes (Conseil d'Administration, Direction générale) ni autres cadres dirigeants n'est au bénéfice d'accords contractuels spéciaux pour le protéger contre une cession de contrôle de l'émetteur.

---

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Rapports annuels, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III](http://www.edmond-de-rothschild.com/fr/rapports-annuels-et-pilier-III)

# 8. Organe de révision

## 8.1. Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

### 8.1.1 Prise d'effet du mandat de révision en cours

Depuis 1982, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, est la société d'audit externe d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève. Elle est chargée de réviser les comptes individuels et consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

### 8.1.2 Entrée en fonction du réviseur responsable du mandat de révision en cours

Christophe Kratzer est le réviseur responsable du mandat de révision depuis 2019. Tel qu'exigé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, le rythme de rotation du réviseur responsable du mandat de révision est de sept ans.

## 8.2. Honoraires de révision

L'annexe 30 « Autres charges d'exploitation » du rapport annuel du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) détaille les honoraires payés à la société de révision pour l'exercice 2023, en distinguant les honoraires liés au mandat de révision des honoraires liés à des missions de conseil. Ces dernières ont porté sur des mandats ne risquant pas de nuire à l'indépendance de la société de révision.

## 8.3. Instruments d'information sur la révision externe

PricewaterhouseCoopers S.A. élabore chaque année un plan d'audit prudentiel et rédige un rapport sur la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés. Le réviseur responsable du mandat de révision discute de ces documents avec le Comité d'Audit. Le plan d'audit prudentiel et la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés 2023 ont été présentés au Comité d'Audit lors de sa séance du 30 août 2023. Les résultats de l'audit des comptes annuels ont été présentés et discutés au Comité d'Audit ainsi qu'au Conseil d'Administration lors de leur séance du mois de mars 2024.

Les auditeurs externes ont accès en tout temps au Comité d'Audit, au Comité des Risques, au Comité exécutif et à l'Audit interne avec qui ils ont des séances de travail régulières.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.A. est annuel. La qualification des auditeurs externes, leurs performances et le montant des honoraires de révision sont évalués annuellement par le Comité d'Audit.

# 9. Politique d'information

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. informe le public de la manière la plus complète et la plus transparente possible, notamment au travers des rapports annuels, des communiqués de presse, des conférences de presse et des interviews qu'elle accorde à la presse spécialisée et aux analystes financiers, ainsi que lors de l'Assemblée Générale et sur son site internet : [www.edmond-de-rothschild.com](http://www.edmond-de-rothschild.com), sous la rubrique « Relations investisseurs » :  
<https://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales>.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie par ailleurs certaines informations requises par la législation bancaire sur son site internet : [www.edmond-de-rothschild.ch](http://www.edmond-de-rothschild.ch), sous la rubrique « Relations investisseurs » :  
<https://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales>.

## Contacts

### CFO

Monsieur Philippe Cieutat  
Directeur financier  
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
18, rue de Hesse, 1204 Genève  
T. +41 58 818 91 11  
F. +41 58 818 91 91  
[p.cieutat@edr.com](mailto:p.cieutat@edr.com)

### Relations avec les médias

Monsieur Louis Betton  
Group Head of external affairs  
Edmond de Rothschild  
T. + 41 58 818 86 04  
[l.betton@edr.com](mailto:l.betton@edr.com)

### Internet

[www.edmond-de-rothschild.com](http://www.edmond-de-rothschild.com)  
sous la rubrique « Relations investisseurs / Informations générales »

# Rapport de gestion

## Chiffres-clés du Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	2023	2022	Variation	Variation %
<b>Compte de résultat consolidé (en milliers de CHF)</b>				
Résultat net des opérations d'intérêts	213'045	98'293	114'752	116,7
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	677'384	708'691	(31'307)	(4,4)
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	158'573	142'554	16'019	11,2
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	(819'873)	(799'040)	(20'833)	2,6
Résultat brut d'exploitation	243'074	171'787	71'287	41,5
Résultat opérationnel	150'424	82'389	68'035	82,6
<b>Bénéfice du Groupe</b>	<b>101'422</b>	<b>55'117</b>	<b>46'305</b>	<b>84,0</b>
<b>Rentabilité (en %)</b>				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net / moyenne des fonds propres (*)	7,5	3,9	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net / moyenne des actifs	0,6	0,3	-	-
(*) après déduction des dividendes				
<b>Actions (en CHF)</b>				
Résultat par action nominative, à 100.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	175	89	86	96,6
	2023	2022	Variation	Variation %
<b>Bilan consolidé (en milliers de CHF)</b>				
Créances sur les banques	5'845'151	7'765'210	(1'920'059)	(24,7)
Créances sur la clientèle	4'475'500	5'269'731	(794'231)	(15,1)
Engagements envers les banques	731'923	565'395	166'528	29,5
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	12'667'757	16'039'237	(3'371'480)	(21,0)
<b>Fonds propres</b>	<b>1'416'275</b>	<b>1'453'977</b>	<b>(37'702)</b>	<b>(2,6)</b>
<b>Total du bilan</b>	<b>16'424'344</b>	<b>19'575'812</b>	<b>(3'151'468)</b>	<b>(16,1)</b>
Ratio des fonds propres durs (CET1) Bâle III en %	20,9%	22,0%	-	-
Ratio des fonds propres totaux Bâle III en %	21,2%	22,4%	-	-
Ratio de liquidité à court terme (LCR) en %	220,0%	182,3%	-	-
Ratio de levier en %	6,6%	5,9%	-	-
<b>Avoirs administrés (en millions de CHF)</b>				
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	163'391	157'791	5'600	3,5
<i>dont prises en compte doubles</i>	10'491	10'827	(336)	(3,1)
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	9'876	3'097	6'779	-
<b>Effectif du Groupe (nombre de collaborateurs)</b>				
Effectif moyen	2'538	2'482	56	2,3
- en Suisse	722	716	6	0,8
- à l'étranger	1'816	1'766	50	2,8
Effectif à la fin de la période	2'591	2'481	110	4,4
Effectif du personnel, converti en places de travail à temps complet	2'523	2'438	85	3,5

# La durabilité

## au sein du groupe Edmond de Rothschild

### Résumé exécutif du rapport 2022

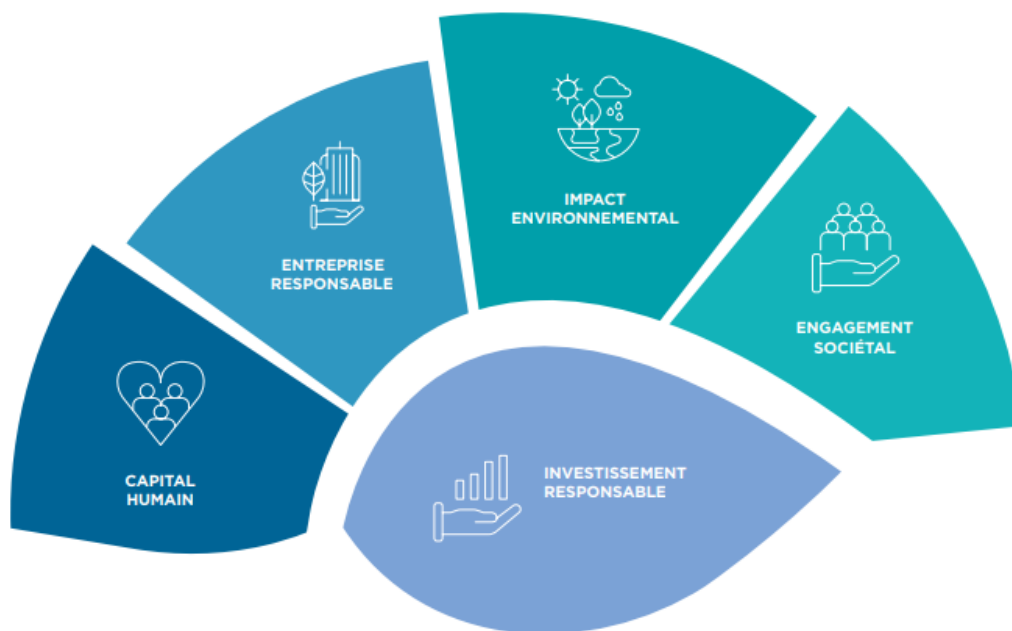
Depuis plus de 250 ans, le Groupe Edmond de Rothschild accompagne les grandes évolutions de la société avec la conviction que la richesse n'est pas une fin en soi, mais une opportunité d'influencer l'avenir et de faire avancer le monde. La stratégie durabilité mise en place depuis 2014 place le progrès humain au premier plan. Le positionnement du Groupe est le résultat de convictions fortes : Nous ne spéculons pas sur l'avenir, nous le construisons.

#### OBJECTIFS DE DURABILITÉ

Notre positionnement et notre histoire sont des atouts pour un développement durable de nos activités et pour le déploiement de nos convictions. Nos intentions sont alignées sur les valeurs de la famille de Rothschild, qui a toujours fait de l'investissement financier et humain un vecteur de changement positif et de progrès sociétal. Nos objectifs de durabilité s'inscrivent dans la continuité des projets initiés depuis de nombreuses années. Nous concentrons notre développement sur des solutions qui bénéficient à l'ensemble de notre écosystème pour rester au plus près de nos clients, de nos collaborateurs et de nos partenaires. L'investissement responsable est notre cœur de métier et pilier central de nos objectifs. Nous nous appuyons donc sur notre expertise et notre identité unique pour participer activement à la transition vers un capitalisme plus durable et inclusif.

#### APPROCHE STRATÉGIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Nous travaillons depuis 2014 sur une approche de long terme, alignée avec les transformations de notre secteur. Nos engagements historiques visent la recherche d'impact et la transmission. Les sujets les plus matériels identifiés pour le Groupe sont liés à ces transformations. Notre objectif de développement reste focalisé sur des solutions ancrées dans l'économie réelle. Les décisions que nous prenons dans la gestion d'entreprise ont pour but de demeurer au plus près des attentes et des besoins de nos clients et de la société. De manière concrète, les enjeux de durabilité font partie des réflexions, des projets d'entreprise et de nos décisions d'investissements. Pour notre actionnaire, la durabilité s'inscrit de manière transverse au sein du Groupe afin de pouvoir saisir les opportunités et effacer les freins engendrés par les risques de durabilité. Cette transversalité est renforcée grâce à l'approche stratégique mise en place par le groupe Edmond de Rothschild au sein de cinq piliers prioritaires :



Notre ambition est de créer de la valeur partagée en restant tournés vers l'avenir et en respectant notre héritage. Nous appliquons une gestion rigoureuse des risques de durabilité. Notre volonté de créer de la valeur à long terme se traduit par des produits et services innovants, qui ont du sens et répondent aux évolutions sociétales actuelles.

## ENTREPRISE RESPONSABLE

Le Comité exécutif du Groupe supervise la gestion des risques de durabilité et leur intégration dans la stratégie d'entreprise. Il prend les décisions stratégiques et assure la liaison avec les autres organes de gouvernance, notamment les comités spécialisés. Dans le cadre du plan d'action européen pour la finance durable, des groupes de travail dédiés ont été mis en place. Notre engagement pour des pratiques responsables et éthiques vise à protéger notre réputation, nos clients et nos parties prenantes.

- › 17'228 heures de formation délivrées en 2022 sur les sujets liés à l'éthique des affaires et la conformité.
- › 78% de membres indépendants au sein du Conseil d'Administration du Groupe en 2022.

## IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Le changement climatique est un facteur à risque qui est en train de modifier la structure des industries, des économies et des marchés financiers. En tant qu'entreprise, mais aussi en tant qu'investisseurs, nous considérons le risque de transition climatique comme majeur et transversal. Il est intégré dans la politique des risques financiers du Groupe. En accord avec notre politique environnementale, la gestion des risques liés au changement climatique passe aussi par :

- › La réduction de l'empreinte carbone globale par rapport à 2016, notre année de référence : -40% .
- › Le développement de projets liés au changement climatique : programme d'agroforesterie au Nicaragua depuis 2017.
- › Utilisation de papier certifié et/ou recyclé : 94% du papier utilisé en 2022.
- › Gestion des déchets : +76% de déchets en 2022 suite à la reprise totale des activités sur sites.

## INVESTISSEMENT DURABLE

La réglementation sur la finance durable a introduit plus de clarté et de cohérence sur les informations liées aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les discussions et publications financières. Il existe selon nous plusieurs façons de faire de l'investissement durable. Depuis 1953 nous agissons dans le but de mettre la finance au service de la société. Nos équipes ont toujours travaillé dans cette optique : transparence et actions concrètes.

- › CHF 27.1 milliards investis en 2022 dans des stratégies d'intégration ESG, thématiques, d'impact ou dans des mandats en investissement durable.
- › +17% de Mandats ISR pour la clientèle privée
- › 81% des encours totaux de la plateforme en immobilier direct gérés selon des politiques de durabilité
- › 100% des encours gérés en dette d'infrastructure selon des politiques de durabilité
- › 17 stratégies d'investissement participant aux Objectifs de Développement Durables de Nations Unies

## CAPITAL HUMAIN

Le capital humain est au centre de notre vision d'entreprise responsable. L'agilité de nos modes de fonctionnement et le renforcement de la cohésion sociale sont des éléments clés de notre stratégie pour ce pilier. En 2022, nous avons renouvelé la certification Top Employer pour Edmond de Rothschild en Suisse, devenant ainsi la seule banque privée à avoir obtenu cette reconnaissance. 100% familial et indépendant, le groupe Edmond de Rothschild offre un environnement à taille humaine qui favorise l'engagement et l'alignement des comportements à la culture d'entreprise.

- › +89% de promotions et mobilités internes en 2022
- › 45% de femmes parmi les recrutements en 2022
- › 98.7% de collaborateurs dans le Groupe ont participé au processus d'évaluation de performance annuelle
- › 26'520 heures de formation délivrées en 2022 en Suisse, France et Luxembourg

## ENGAGEMENT SOCIÉTAL

Nous nous efforçons de maintenir un lien constant avec la société grâce à notre écosystème unique. En tant que Groupe fondé par une famille d'entrepreneurs, nous sommes convaincus que la transition vers un modèle économique plus durable est l'affaire de tous. À travers notre vision active de l'investissement, nos analyses et nos stratégies d'investissement en actifs réels ont des objectifs d'impacts positifs. Nous avons progressé au cours de l'année dans l'accompagnement des clients dans la création de leurs projets d'engagement. Nous avons mis en place des véhicules philanthropiques, des ateliers familiaux et des rencontres avec les acteurs de terrain.



# Rapport du Conseil d'Administration

sur les comptes consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
à l'Assemblée Générale des Actionnaires du 25 avril 2024

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Alors que le conflit russo-ukrainien avait notamment entraîné en 2022 une forte inflation des prix de l'énergie et des matières premières, l'environnement géopolitique international s'est encore sensiblement tendu en 2023 avec la poursuite des combats en Ukraine, la résurgence du conflit israélo-palestinien et les intentions de la Chine vis-à-vis de l'île de Taïwan.

Dans ce contexte durablement incertain, les Banques Centrales ont emboîté le pas de la Réserve Fédérale américaine en continuant à augmenter les niveaux de leurs taux d'intérêts pour juguler les effets de la hausse des prix. Des mesures fortes ont également été prises par les pays occidentaux pour sécuriser leurs approvisionnements énergétiques et protéger leurs industries face aux risques de rupture de la chaîne de valeur.

Cette situation n'a toutefois pas eu les mêmes répercussions sur l'ensemble des pays développés, même si l'inflation a fortement décéléré dans l'ensemble. En effet, en augmentant ses taux plus rapidement et plus fortement que ses partenaires commerciaux, les Etats-Unis ont exporté une partie de leur inflation, en particulier dans les pays de la zone Euro. Ces derniers ont été contraints à leur tour d'opérer des resserrements monétaires alors que leurs fondamentaux économiques étaient déjà défavorables.

Le ralentissement économique induit par les politiques monétaires non-accommodantes a donc été plus fort en Europe qu'en Amérique du Nord et qu'en Asie. Les sanctions prises à l'encontre de la Russie, ont par ailleurs davantage affecté les acteurs européens, historiquement très présents dans ce pays. Enfin, le plan d'investissement *Next Generation Europe* a souffert de lenteurs dans sa mise en œuvre, là où les Etats-Unis ont rapidement été en mesure de déployer l'*Inflation Reduction Act* et le *Chips Act*.

Ces difficultés interviennent à un moment où les Etats et les entreprises doivent faire face à des besoins d'investissements très importants pour accompagner la transition énergétique, pour faire face aux risques cyber croissants et pour préparer la révolution qu'apportera l'intelligence artificielle.

Si les Etats-Unis semblent avoir mieux tiré leur épingle du jeu que les pays du Vieux Continent, l'Inde et la Chine sortent renforcés de cette séquence en se positionnant comme des acteurs incontournables dans la réorganisation du commerce mondial. D'autres acteurs comme le Brésil et l'Arabie Saoudite prennent une place plus importante en s'appuyant sur leur capacité à fournir des matières premières énergétiques ou agricoles, ou à proposer de nouvelles routes commerciales sécurisées.

L'industrie financière a dû faire face à tous ces enjeux, et les banques établies en Suisse ont traversé un premier trimestre d'incertitude liée au sauvetage du groupe Crédit Suisse par UBS.

Ancré dans l'économie réelle, engagé de longue date dans l'investissement à impact, le Groupe voit sa stratégie confortée par les tendances actuelles et l'urgence des grands défis sociétaux. Cette stratégie délivre de la valeur pour nos clients et constitue un véritable levier de performance pour le Groupe.

En 2023, Edmond de Rothschild a ainsi engrangé des succès commerciaux importants sur l'ensemble de ses activités, fort de sa stratégie commerciale visant à se concentrer sur les segments de marchés les plus pertinents en maintenant sa croissance organique centrée sur un nombre ciblé de clientèles et de marchés prioritaires.

Le Groupe continue de s'adapter aux attentes de la clientèle et lui apporte davantage d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Cette démarche d'amélioration continue et engagée depuis plusieurs années déjà, repose sur la modernisation de l'organisation interne du Groupe, de ses outils et l'enrichissement des contenus. Un accent particulier est mis sur les thématiques d'investissement pour offrir aux clients des solutions qui vont au-delà de la performance financière et qui sont ancrées dans l'économie réelle.

Le Groupe a continué en 2023 à renforcer ses équipes commerciales et de gestion pour soutenir ses ambitions de développement sur l'ensemble de ses géographies, tant en Banque privée qu'en Asset management.

Désormais organisée en trois pôles, la Banque privée s'est particulièrement renforcée au cours des douze derniers mois :

- La Banque privée Internationale, sous la responsabilité d'Hervé Ordioni, a inauguré à Dubaï une nouvelle filiale, qui se développe déjà rapidement. Une direction renouvelée, de nouveaux banquiers privés et des synergies avec les autres entités du Groupe apportent une nouvelle dynamique à l'entité située en Israël. En Suisse, les équipes de banquiers privés se sont également renforcées, elles sont désormais placées sous la responsabilité de François Pradervand.
- La Banque privée Europe, sous responsabilité d'Yves Stein a poursuivi la transformation et s'est renforcée au Luxembourg, en Espagne et au Portugal.
- La Banque privée France (incluant le Corporate finance et les activités de courtage en assurance), sous la responsabilité de Renzo Evangelista, a poursuivi le renforcement de ses équipes sur Paris et en province.

En 2023, l'ensemble des Banques Privées du Groupe a enregistré une collecte nette positive de CHF 3.2 milliards.

La Banque privée, métier historique du Groupe, accompagne ses clients privés de façon dynamique et anticipe au mieux leurs besoins. Pour cela, le Groupe a constitué une gamme de produits et de services, au plus près de l'économie réelle et des préoccupations des entrepreneurs. La Banque privée a ainsi développé la capacité d'assembler pro-activement des solutions et des expertises pour accompagner ses clients à chaque étape de la transformation de leur patrimoine.

Elle propose pour cela un accès à des investissements, des conseils et un service expert : opérations de M&A, planification financière, analyse patrimoniale, conseil en assurance-vie, prise en compte des contraintes patrimoniales propres à la cession d'une entreprise à capitaux familiaux.

Tous ces savoir-faire sont orchestrés par le banquier privé, pivot de la relation client, qui adopte une vision holistique des différents actifs afin d'élaborer une allocation stratégique pour les clients.

Dans le contexte de forte incertitude liée aux crises russo-ukrainienne et israélo-palestinienne, les équipes de banquiers, ont été très proches de leurs clients pour les informer et les conseiller dans cette période particulièrement inédite sur les marchés et gérer au mieux leurs portefeuilles.

En 2023, fort de ses convictions d'investissement alliant rendement financier et impact, Edmond de Rothschild a poursuivi le déploiement de solutions d'investissement socialement responsable et fait évoluer sa proposition de valeurs pour mieux répondre aux attentes de sa clientèle (mandat de gestion ISR, thématiques d'investissement, produits structurés).

Par ailleurs, les équipes de Gestion Conseillée ont su, dans ces périodes de forte volatilité, être très présentes auprès des clients pour gérer au mieux leurs portefeuilles. Les encours gérés par cette équipe ont aussi significativement progressé.

Enfin, dans un souci constant de répondre aux besoins de financement de ses clients privés, la Banque continue de proposer de façon maîtrisée son offre de crédit. Dans un environnement contraint par le niveau élevé des taux d'intérêt, les encours de crédits tirés ont légèrement baissé au cours de l'année : ils s'élèvent à CHF 6.5 milliards à fin 2023.

Sur les activités d'Asset management, sous la responsabilité de Christophe Caspar, le Groupe a poursuivi ses actions de transformation depuis plusieurs années :

- L'organisation cible du pôle immobilier est désormais en place et permet d'adresser à ses clients l'ensemble des services attendus sur les marchés et secteurs d'investissement sélectionnés
- Les activités de gestion sous mandat et de gestion conseillée pour la clientèle privée sont quant à elles désormais placées sous la responsabilité de Nicolas Bickel
- Les thématiques de gestion phares sur les fonds liquides et les expertises de private equity continuent d'être privilégiées
- Enfin des recrutements ciblés à Dubaï et en Israël permettent de développer les capacités des équipes de distribution du Groupe sur de nouveaux marchés

En 2023, une collecte nette de CHF 8.4 milliards a été atteinte en Asset management. L'ensemble des gammes de produits (asset management liquide, private equity, dette d'infrastructure et immobilier) ont contribué positivement à cette performance globale très élevée.

Concernant les actifs liquides, la collecte a été positive sur les thématiques actions, notamment sur le fond Edmond de Rothschild Big Data qui a collecté CHF 792 millions, et obligations, notamment en corporate debt avec CHF 818 millions de collecte nette, ainsi qu'en overlay.

L'ensemble des classes d'actifs réels (immobilier, dette d'infrastructure et private equity) ont continué à se renforcer avec une collecte nette de CHF 831 millions et une masse sous gestion qui dépasse CHF 20 milliards.

Edmond de Rothschild Private equity a poursuivi activement sa croissance, dépassant la barre des CHF 3.7 milliards d'encours sous gestion, avec une collecte brute de près de CHF 700 millions. Parmi les nombreux succès, citons les levées sur Pearl II, Amethis III, Amethis Europe Expansion et Kennet VI.

La gamme d'investissements immobiliers, désormais regroupée sous la bannière Edmond de Rothschild Real Estate Investment Management, continue de se développer et de se diversifier afin de proposer des produits adaptés à la conjoncture actuelle. Elle atteint, fin 2023, CHF 12 milliards d'actifs sous gestion.

Enfin, avec plus de CHF 4.3 milliards sous gestion, la plateforme de dette d'infrastructures BRIDGE (Benjamin de Rothschild Infrastructure Debt Generation) s'est considérablement renforcée. L'expansion géographique étant essentielle à la croissance de la plateforme au cours des prochaines années, des stratégies plus globales sont notamment à l'étude.

L'ensemble de ces activités bénéficient en outre de la puissance commerciale des équipes de l'Asset management afin d'être proposées de façon active à l'ensemble de nos clients. Cette volonté d'adopter une démarche transversale nous permet de créer des passerelles entre nos différentes expertises et de mettre en commun des compétences spécifiques.

Nous devons nous adapter à l'évolution des attentes de notre clientèle vers plus d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Nous nous y sommes préparés ces dernières années en modernisant notre organisation.

En termes de projets de développement, un nouveau partenariat a été annoncé en 2023 avec la Banque d'Investissement et de Développement du Vietnam (BIDV), posant les bases de la création de la première banque privée du pays. En fin d'année, le Groupe a conclu un accord stratégique et l'acquisition de son activité d'asset servicing tiers par APEX Group, qui se matérialisera définitivement en 2024.

## **France**

L'activité commerciale est restée très dynamique en France. Notre filiale Edmond de Rothschild (France) a ainsi enregistré en 2023 une collecte nette de près de EUR 2.7 milliards : EUR 1.0 milliard en Banque privée et EUR 1.7 milliards en Asset management.

Les entrepreneurs constituent l'une des premières sources de croissance en France pour la Banque. L'offre d'Edmond de Rothschild, fondée sur une palette d'expertises à destination des PME et de leurs dirigeants (conseil, fusions et acquisitions, ingénierie financière et patrimoniale, private equity), répond parfaitement à leurs besoins.

Les synergies poursuivies avec l'équipe de corporate finance permettent elles aussi d'offrir des réponses adaptées en matière de transmission, d'augmentation de capital et de croissance externe. A ce titre, l'activité en 2023 s'est maintenue à un niveau élevé sur le nombre de transactions traitées et le Groupe a renforcé ses positions face à ses concurrents, dans un marché en net retrait.

Les secteurs résilients, notamment la santé, l'industrie, les services B2B et les TMT (Telecom, Media & Technology) ont particulièrement suscité l'intérêt des investisseurs.

## **Monaco**

Notre filiale Edmond de Rothschild (Monaco) a connu de très bons résultats en 2023. Le dynamisme commercial et le renforcement des équipes ont permis de collecter EUR 0.6 milliard et d'atteindre une masse sous gestion de EUR 14 milliards.

## **Luxembourg**

La dynamique commerciale d'Edmond de Rothschild (Europe) est restée soutenue avec une collecte de EUR 4.0 milliards avec notamment avec près de EUR 3.4 milliards en Asset management.

L'activité auprès de clients privés a été très positive sur l'entité au Luxembourg et dans les succursales d'Espagne et du Portugal.

## Israël

Avec l'arrivée d'un nouveau CEO en milieu d'année et les recrutements de banquiers privés, Edmond de Rothschild (Israël) Ltd affiche en 2023 une collecte nette positive de près de CHF 60 millions.

## Résultats Comptes consolidés

Les avoirs de la clientèle s'établissent en fin d'année 2023 à CHF 163 milliards, en hausse proforma de +5% par rapport à l'an dernier, grâce à la collecte nette positive de CHF 11.6 milliards et à la remontée des marchés financiers, en partie compensés par des effets de change défavorables.

La collecte nette de l'année est tirée par la clientèle privée pour CHF 3.2 milliards et l'ensemble des gammes d'asset management pour CHF 8.4 milliards.

La collecte nette auprès de la clientèle privée a bénéficié de la dynamique commerciale en France, à Monaco et en Suisse. Elle a été portée par les efforts déployés pour accompagner nos clients dans le contexte de crise.

Véritable pilier de notre stratégie de maison d'investissements, notre plateforme d'Actifs Réels dépasse CHF 20 milliards sous gestion à fin 2023, portée par la contribution positive des 3 métiers qui la composent (dette d'infrastructure, Immobilier, Private equity) malgré un environnement de taux d'intérêts élevés peu favorables au développement de ces expertises.

À CHF 1'063 millions, les revenus progressent de +10% par rapport à l'an dernier. Les revenus ont bénéficié de la hausse des taux d'intérêts qui ont largement compensé la diminution des commissions sur flux. Signe d'une bonne qualité de gestion, les commissions de surperformance, bien qu'en retrait par rapport à 2022, contribuent pour CHF 13 millions.

Le résultat net des opérations d'intérêts a doublé pour atteindre CHF 213 millions, versus CHF 98 millions en 2022.

Le résultat des opérations de commissions et des prestations de service est en retrait de 4% pour s'établir à CHF 677 millions, comparé à CHF 709 millions en 2022.

Le résultat des opérations de négoce augmente de 11%, par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 159 millions, alors qu'il était de CHF 143 millions en 2022.

Les autres résultats ordinaires s'inscrivent à plus de CHF 14 millions, en baisse de 34% par rapport à l'exercice précédent.

Le taux de marge brute induit est en progression, en passant de 59 bps en 2022 à 65 bps, signe d'une bonne résilience des revenus malgré des effets de change défavorables.

À CHF 820 millions, les charges d'exploitation affichent une hausse de 3% sur l'année. Les frais de personnel sont stables tandis que la progression des autres frais témoigne des investissements continus notamment en IT.

Au global, le résultat brut d'exploitation s'établit à CHF 243 millions, en hausse de 41%.

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles totalisent CHF 85 millions, en hausse de moins de CHF 1 million.

Les variations des provisions et autres corrections de valeur et pertes s'élèvent à CHF -8 millions, comparées à CHF -5 millions en 2022. Les correctifs de valeurs intègrent principalement des pertes opérationnelles chez Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et Edmond de Rothschild (Europe).

## Résultat opérationnel

Ces différents éléments conduisent à un résultat opérationnel de CHF 150 millions, contre CHF 82 millions, lors de l'exercice précédent.

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 4 millions. Les charges extraordinaires s'élèvent à moins de CHF 1 million et sont principalement composées de cessions et mise au rebut d'immobilisations.

Aucun mouvement n'est intervenu sur les réserves pour risques bancaires généraux. Leur variation avait été de CHF 5 millions en 2022.

Enfin, les impôts s'établissent à CHF 52 millions, comparés à CHF 38 millions en 2022.

Ces différents éléments conduisent à un résultat net (avant prise en compte des intérêts minoritaires) de CHF 101 millions, contre 55 millions de CHF en 2022.

## **Analyse du bilan**

Le total du bilan du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élève à CHF 16.4 milliards, comparé à CHF 19,6 milliards au 31 décembre 2022.

L'actif circulant, composé des liquidités, des créances sur les banques, des créances résultant d'opérations de financement de titres, des créances sur la clientèle, des créances hypothécaires, ainsi que des opérations de négoce, s'établit à CHF 13 milliards en diminution de 18%.

Les valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés s'établissent à CHF 256 millions, comparées à CHF 267 millions en 2022.

Le poste « immobilisations financières » totalise CHF 2'417 millions, comparé à CHF 2'688 millions en 2022, en baisse de 10%.

Les comptes de régularisation s'élèvent à CHF 293 millions, comparés à CHF 295 millions en 2022.

Au passif, les engagements envers les banques et la clientèle s'élèvent à CHF 13.4 milliards, comparés à CHF 16.6 milliards en 2022. Ils représentent 82% du total du bilan.

Les réserves pour risques bancaires généraux sont stables par rapport à l'exercice précédent. Elles s'établissent à CHF 151 millions.

Avant distribution du dividende, les fonds propres du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élèvent à CHF 1,42 milliard. Ils représentent 8.6% du total du bilan. Après distribution du dividende en 2024, ils se chiffreront à 1.32 milliard.

## **Ratio de fonds propres**

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. continue de bénéficier d'un bilan solide qui, associé à une gestion conservatrice du risque, permet d'afficher un ratio de solvabilité consolidé de 21.2% à fin décembre 2023, largement au-dessus du minimum légal (12%). Ceci reflète un excédent de fonds propres de plus de CHF 500 millions.

## **Perspectives pour l'année 2024**

Le début d'année 2024 reste marqué par la situation géopolitique tendue liée aux crises en Ukraine et au Moyen Orient. Des rendez-vous électoraux importants se tiendront dans l'Union Européenne en juin (élection au Parlement européen et renouvellement de la Commission européenne) et aux Etats Unis en novembre (élection présidentielle) et sont susceptibles d'influencer les orientations économiques.

Les milieux économiques s'attendent à ce que les banques centrales engagent d'ici la fin de l'année une baisse des taux d'intérêts alors que trois pays du G7 (Allemagne, Japon et Royaume-Uni) sont entrés en récession et que les perspectives de croissance sont revues à la baisse.

Dans ce contexte, le Groupe poursuit la mise en œuvre de sa stratégie fondée sur l'idée que la richesse doit servir à construire demain et à financer l'économie réelle. Cette ambition apparaît plus que jamais pertinente.

Le Groupe va accélérer sa stratégie de différenciation autour d'investissements de convictions, associée à d'importants moyens de recherche et une stratégie d'innovation soutenue dans l'objectif de délivrer de la performance à long terme : concentration sur une sélection de stratégies bien identifiées, feuille de route ambitieuse pour nos investissements socialement responsables sur la période 2022-2025 et renforcement de nos gammes thématiques.

En matière de banque privée, Edmond de Rothschild a la volonté de renforcer sa position de référence. Parallèlement à des recrutements de banquiers, le Groupe va capitaliser sur la qualité de ses équipes pour continuer son processus d'innovation produit (mandat de Private equity, accélération des club-deals, mandat thématique), et améliorer son expérience clients (notamment via la digitalisation et la force de son écosystème).

Enfin, l'enjeu de la digitalisation des entreprises demeure essentiel et l'ensemble du Groupe entend continuer à s'inscrire dans cette démarche.

Nous envisageons 2024 avec confiance compte tenu de la solidité du Groupe, de la pertinence de notre modèle et des succès enregistrés en 2023. Plus que jamais, nous sommes mobilisés aux côtés de nos actionnaires.

### **Le Conseil d'Administration**



# Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée Générale de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

## Rapport sur l'audit des comptes consolidés

### Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et ses filiales (le groupe), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2023, le compte de résultat consolidé, l'état des capitaux propres consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date ainsi que l'annexe aux comptes consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés ci-joints (pages 49 à 90) donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés du groupe au 31 décembre 2023 ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux prescriptions comptables pour les banques et sont conformes à la loi suisse.

### Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés » de notre rapport. Nous sommes indépendants du groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes consolidés et de notre rapport correspondant.

Notre opinion d'audit sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes consolidés ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

### Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux comptes consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés lesquels donnent une image fidèle conformément aux prescriptions comptables pour les banques et aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, le Conseil d'Administration est responsable d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre l'exploitation de l'entreprise. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du groupe à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf s'il existe une intention de liquidation du groupe ou de cessation d'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

### Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est

raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes.
- Nous acquérons une compréhension du système de contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne du groupe.
- Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation appliqué et, sur la base des éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations à ce sujet fournies dans les comptes consolidés ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion d'audit modifiée. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs peuvent cependant amener le groupe à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation dans son ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et estimons si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle à donner une présentation sincère.
- Nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés sur les informations financières des entités et sur les activités au sein du groupe, afin d'exprimer une opinion d'audit sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons au Conseil d'Administration ou à sa commission compétente, notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus ainsi que nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le système de contrôle interne, relevée au cours de notre audit.

## Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'Administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

### PricewaterhouseCoopers SA

Christophe Kratzer

Expert-réviseur

Genève, le 28 mars 2024

Alan Quéguiner





# Bilan

consolidé au 31 décembre 2023 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	Notes	2023	2022	Variation	Variation %
<b>Actifs</b>					
Liquidités	19	503'216	684'729	(181'513)	(26,5)
Créances sur les banques	19	5'845'151	7'765'210	(1'920'059)	(24,7)
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1,19	175'140	36'929	138'211	374,3
Créances sur la clientèle	2,19	4'475'500	5'269'731	(794'231)	(15,1)
Créances hypothécaires	2,19	1'995'865	2'082'628	(86'763)	(4,2)
Opérations de négoce	3,19	-	211	(211)	(100,0)
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4,19	255'722	267'240	(11'518)	(4,3)
Immobilisations financières	5,19	2'416'747	2'687'878	(271'131)	(10,1)
Comptes de régularisation		292'932	294'634	(1'702)	(0,6)
Participations non consolidées	6,7	15'773	17'002	(1'229)	(7,2)
Immobilisations corporelles	8	292'506	289'306	3'200	1,1
Valeurs immatérielles	9	104'126	126'683	(22'557)	(17,8)
Autres actifs	10	51'666	53'631	(1'965)	(3,7)
<b>Total des actifs</b>	11,20,21,23	<b>16'424'344</b>	<b>19'575'812</b>	<b>(3'151'468)</b>	<b>(16,1)</b>
Total des créances subordonnées		-	-	-	-
<i>dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

# Bilan

consolidé au 31 décembre 2023 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	Notes	2023	2022	Variation	Variation %
<b>Passifs</b>					
Engagements envers les banques	19	731'923	565'395	166'528	29,5
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	19	12'667'757	16'039'237	(3'371'480)	(21,0)
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4,19	256'444	287'168	(30'724)	(10,7)
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	14	777'915	635'824	142'091	22,3
Comptes de régularisation		433'836	432'480	1'356	0,3
Autres passifs	10	97'989	113'143	(15'154)	(13,4)
Provisions	15	42'205	48'588	(6'383)	(13,1)
Réserves pour risques bancaires généraux		150'985	150'985	-	-
Capital social	16	58'694	58'694	-	-
Réserve issue du capital		502'391	502'391	-	-
Réserve issue du bénéfice		889'409	912'781	(23'372)	(2,6)
Réserve de change		(292'948)	(234'805)	(58'143)	24,8
Intérêts minoritaires au capital propre		6'322	8'814	(2'492)	(28,3)
Bénéfice consolidé de l'exercice		101'422	55'117	46'305	84,0
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		(1'045)	3'168	(4'213)	-
<b>Total des fonds propres</b>		<b>1'416'275</b>	<b>1'453'977</b>	<b>(37'702)</b>	<b>(2,6)</b>
<b>Total des passifs</b>	20,23	<b>16'424'344</b>	<b>19'575'812</b>	<b>(3'151'468)</b>	<b>(16,1)</b>
Total des engagements subordonnés		19'446	20'787	(1'341)	(6,5)
<i>dont avec l'obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-
<b>Opérations hors bilan</b>					
Engagements conditionnels	2,24	247'972	295'243	(47'271)	(16,0)
Engagements irrévocables	2	718'607	756'520	(37'913)	(5,0)
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	2	413'985	446'384	(32'399)	(7,3)

# Compte de résultat

de l'exercice consolidé au 31 décembre 2023 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	Notes	2023	2022	Variation	Variation %
Produit des intérêts et des escomptes	28	482'400	129'054	353'346	273,8
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		613	172	441	256,4
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		38'996	37'418	1'578	4,2
Charges d'intérêts	28	(309'101)	(66'284)	(242'817)	366,3
<b>Résultat brut des opérations d'intérêts</b>		<b>212'908</b>	<b>100'360</b>	<b>112'548</b>	<b>112,1</b>
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	15	137	(2'067)	2'204	-
<b>Résultat net des opérations d'intérêts</b>		<b>213'045</b>	<b>98'293</b>	<b>114'752</b>	<b>116,7</b>
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		792'646	837'541	(44'895)	(5,4)
Produit des commissions sur les opérations de crédit		4'522	4'219	303	7,2
Produit des commissions sur les autres prestations de service		77'153	73'459	3'694	5,0
Charges de commissions		(196'937)	(206'528)	9'591	(4,6)
<b>Résultat des opérations de commissions et des prestations de service</b>		<b>677'384</b>	<b>708'691</b>	<b>(31'307)</b>	<b>(4,4)</b>
<b>Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur</b>	<b>27</b>	<b>158'573</b>	<b>142'554</b>	<b>16'019</b>	<b>11,2</b>
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		(4'715)	12'408	(17'123)	-
Produit des participations		3'105	7'549	(4'444)	(58,9)
<i>dont des participations enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence</i>		<i>1'915</i>	<i>6'411</i>	<i>(4'496)</i>	<i>(70,1)</i>
<i>dont des autres participations non consolidées</i>		<i>1'190</i>	<i>1'138</i>	<i>52</i>	<i>4,6</i>
Résultat des immeubles		373	359	14	3,9
Autres produits ordinaires		27'765	20'089	7'676	38,2
Autres charges ordinaires		(12'583)	(19'116)	6'533	(34,2)
<b>Autres résultats ordinaires</b>		<b>13'945</b>	<b>21'289</b>	<b>(7'344)</b>	<b>(34,5)</b>
Charges de personnel	29	(538'600)	(536'581)	(2'019)	0,4
Autres charges d'exploitation	30	(281'273)	(262'459)	(18'814)	7,2
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>(819'873)</b>	<b>(799'040)</b>	<b>(20'833)</b>	<b>2,6</b>
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	33	(84'978)	(84'251)	(727)	0,9
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	31	(7'672)	(5'147)	(2'525)	49,1
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>150'424</b>	<b>82'389</b>	<b>68'035</b>	<b>82,6</b>
Produits extraordinaires	32	3'725	6'056	(2'331)	(38,5)
Charges extraordinaires	32	(352)	(713)	361	(50,6)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	32	-	5'427	(5'427)	(100,0)
Impôts	35	(52'375)	(38'042)	(14'333)	37,7
<b>Bénéfice consolidé de l'exercice</b>	<b>34</b>	<b>101'422</b>	<b>55'117</b>	<b>46'305</b>	<b>84,0</b>
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		<i>(1'045)</i>	<i>3'168</i>	<i>(4'213)</i>	<i>-</i>

# État des capitaux propres

consolidé au 31 décembre 2023 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Intérêts minoritaires	Résultat de la période	Total
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2023</b>	<b>58'694</b>	<b>502'391</b>	<b>912'781</b>	<b>150'985</b>	<b>(234'805)</b>	<b>8'814</b>	<b>55'117</b>	<b>1'453'977</b>
Différences de change	-	-	-	-	(58'143)	518	-	(57'625)
Dividendes	-	-	(75'128)	-	-	(6'753)	-	(81'881)
Autres distributions	-	-	51'949	-	-	3'168	(55'117)	-
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux, modification du périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves, modification du périmètre	-	-	(193)	-	-	575	-	382
Bénéfice consolidé de l'exercice	-	-	-	-	-	-	101'422	101'422
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2023</b>	<b>58'694</b>	<b>502'391</b>	<b>889'409</b>	<b>150'985</b>	<b>(292'948)</b>	<b>6'322</b>	<b>101'422</b>	<b>1'416'275</b>

La ligne « dividendes » comprend également les dividendes versés par les filiales à leurs actionnaires minoritaires et la ligne « autres distributions » représente l'affectation du résultat avant les distributions de dividendes.

# Tableau des flux de trésorerie

consolidé au 31 décembre 2023 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	2023			2022		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
<b>Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne) :</b>						
Bénéfice consolidé de l'exercice	101'422	-		55'117	-	
Réserves pour risques bancaires généraux	-	-		-	5'428	
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	84'978	-		84'251	-	
Provisions et autres corrections de valeurs	14'180	20'563		16'154	20'894	
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	1'363	824		12	197	
Délimitations actives	3'667	-		-	48'267	
Délimitations passives	-	13'798		113'373	-	
Dividende de l'exercice précédent	-	75'128		-	71'019	
<b>Solde</b>	<b>205'610</b>	<b>110'313</b>	<b>95'297</b>	<b>268'907</b>	<b>145'805</b>	<b>123'102</b>
<b>Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres :</b>						
Ecritures par les réserves	-	63'996		-	49'195	
<b>Solde</b>	<b>-</b>	<b>63'996</b>	<b>(63'996)</b>	<b>-</b>	<b>49'195</b>	<b>(49'195)</b>
<b>Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles :</b>						
Participations non consolidées	2'620	2'899		2	3'526	
Immeubles	-	10'896		-	13'383	
Autres immobilisations corporelles	23	72'377		393	64'819	
Valeurs immatérielles	1'620	1'172		-	12'569	
Différence de change	18'689	-		15'811	-	
<b>Solde</b>	<b>22'952</b>	<b>87'344</b>	<b>(64'392)</b>	<b>16'206</b>	<b>94'297</b>	<b>(78'091)</b>

	2023			2022		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
<b>Flux de fonds de l'activité bancaire :</b>						
<b>Opérations à moyen et long terme (&gt; 1 an) :</b>						
Engagements envers les banques	43'601	-		-	79	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	229'311	-		17'541	-	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	-	29'775		24'193	-	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	232'045		153'978	-	
Créances sur les banques	-	25'094		-	-	
Créances sur la clientèle	19'930	-		-	56'359	
Créances hypothécaires	361'042	-		-	557'095	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	82'980	-		-	69'320	
Immobilisations financières	356'084	-		-	584'804	
<b>Opérations à court terme :</b>						
Engagements envers les banques	122'927	-		-	76'581	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	-	3'600'791		-	570'754	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	-	949		157'330	-	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	374'136	-		60'716	-	
Créances sur les banques	1'945'153	-		-	6'865'017	
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	138'211		8'678	-	
Créances sur la clientèle	774'301	539		48'610	(185)	
Créances hypothécaires	-	274'279		356'277	-	
Opération de négoce	211	-		46	-	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	-	71'462		-	57'478	
Immobilisations financières	-	84'953		-	462'494	
<b>Solde</b>	<b>4'309'676</b>	<b>4'458'098</b>	<b>(148'422)</b>	<b>827'369</b>	<b>9'299'796</b>	<b>(8'472'427)</b>
<b>Etat des liquidités :</b>						
Liquidités	181'513	-		8'476'611	-	
<b>Solde</b>	<b>181'513</b>	<b>-</b>	<b>181'513</b>	<b>8'476'611</b>	<b>-</b>	<b>8'476'611</b>
<b>Total des sources et emplois de fonds</b>	<b>4'719'751</b>	<b>4'719'751</b>		<b>9'589'093</b>	<b>9'589'093</b>	

# Annexe

## aux comptes consolidés

### Nom et forme juridique du Groupe

#### **Sociétés du Groupe**

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (ci-après « le Groupe ») comprennent les états financiers des banques et des principales sociétés exerçant une activité financière ainsi que les sociétés immobilières dans lesquelles Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ayant son siège à Genève détient directement ou indirectement une participation majoritaire (les sociétés concernées figurent en pages 69 à 73).

L'effectif du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 2'523 collaborateurs, comparés à 2'438 collaborateurs pour l'exercice précédent.

#### **Changements apportés au périmètre de consolidation**

Sociétés entrées dans le périmètre durant l'exercice :

- › PeakBridge Edmond de Rothschild (Middle East) Ltd, Dubaï
- › Amethis Fund III Management Sàrl, Luxembourg
- › EdRPE Infra TIIC GP III Sàrl, Luxembourg

Sociétés sorties du périmètre durant l'exercice :

- › Financière Eurafrique, Paris
- › Iberian Renewable Energies GP Sàrl, Luxembourg
- › Edmond de Rothschild HL Nominee Limited, Londres
- › Duits Vastgoed Beherend Vennoot B.V., Amsterdam

### Méthode de consolidation

#### **Intégration globale**

Les données des sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

Les actifs et les passifs, de même que les charges et produits, sont intégrés dans leur totalité.

Tous les postes du bilan et du compte de résultat qui découlent de relations d'affaires entre les sociétés consolidées du Groupe sont compensés réciproquement.

Les opérations hors bilan sont également saisies en totalité et compensées lorsqu'elles correspondent à des transactions effectuées entre les sociétés du Groupe.

L'élimination des dividendes se fait par les réserves. La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et les résultats sont indiqués séparément.

#### **Consolidation du capital**

La consolidation du capital des banques, des sociétés financières, des sociétés de gestion et des sociétés immobilières du Groupe est établie selon la méthode anglo-saxonne (« purchase method »).

Les écarts actif et passif de première consolidation sont affectés respectivement aux postes « Valeurs immatérielles » et « Produits extraordinaires ».

La position de propres titres de participation est portée en déduction des fonds propres, à concurrence des coûts d'acquisition. Les paiements de dividendes et les résultats des aliénations ultérieures sont directement attribués aux « Réserves issues du capital ».

## Participations mises en équivalence

Les principales participations avec un taux de contrôle compris entre 20 et 50% sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method »); le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

Il s'agit de Edmond de Rothschild Nikko Cordial (50%), Ginkgo Advisor S.à r.l. (49%), Amethis Advisory SAS (49%), TIIC Advisor SAS (49%), Amethis North Africa S.à r.l. (49%), Amethis Investment Fund Manager S.A. (49%), PEARL Advisory SAS (49%), SICIT, - Sociedade de Investimentos e Consultoria em Infra-estruturas de Transportes SA, Lisboa (44%), Ginkgo Advisor Limited, London (49%), Amethis Advisory East Africa Limited, Nairobi (49%), Trajan Investment Advisor SAS, Paris (49%), ERAAM SAS, Paris (34%), Zhonghai Fund Management Company, Shanghai (25%), Edmond de Rothschild Dortmund Hiltropwall GP S.à r.l., Luxembourg (44%), Amethis Advisory Europe S.A.S.U., Paris (49%), Elyan Partners SAS, Paris (49%), Hottinger & Co. Limited, Londres (42.5%), Edmond de Rothschild REIM Fundament GmbH, Berlin (50%).

Lorsque le processus d'évaluation de l'écart de première mise en équivalence fait ressortir le fait que les coûts de l'acquisition sont supérieurs aux actifs nets, la différence réputée être un « goodwill » est portée à l'actif sous les valeurs immatérielles. À l'inverse, le « badwill » est enregistré sous la rubrique « Produits extraordinaires ».

Les participations mises en équivalence figurent sous « Participations non consolidées ».

La quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence est prise en compte sous un poste distinct du compte de résultat consolidé.

## Autres participations

Les participations majoritaires de moindre importance ou destinées à être vendues, ainsi que les participations minoritaires sont inscrites au bilan sous la position « Participations non consolidées ».

## Sociétés nouvellement acquises

Les sociétés nouvellement acquises sont, en principe, intégrées aux comptes consolidés dans l'année de leur acquisition.

## Date de clôture des comptes consolidés

Les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre.

## Principes de comptabilisation et d'évaluation

Les comptes consolidés du groupe Edmond (Suisse) S.A. ont été établis conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (LB), à son ordonnance et aux prescriptions comptables pour les banques, définies par la circulaire 20/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'à son ordonnance (OEPC).

Les comptes de Groupe donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du Groupe.

## Modification des principes d'évaluation et de présentation

Début 2023, le Groupe a pris la décision de changer la stratégie de détention d'une partie de ses fonds de dettes infrastructures pour un montant de MCHF 76.6, passant d'une stratégie de titres destinés à la revente à une stratégie de titres destinés à être conservés jusqu'à l'échéance. Ce changement a entraîné la modification de la méthode d'évaluation afférente de la valeur la plus basse entre leur prix d'acquisition et la valeur de marché à la date du bilan à l'« accrual method », effective à partir du 1er janvier 2023.

## Modification des chiffres comparatifs

A des fins de comparaisons, des chiffres 2022 ont été revus sous l'annexe 18 - Indication des créances et engagements envers les parties liées.



## Principes généraux d'évaluation

Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement.

## Saisie des opérations et inscription au bilan

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon le principe de la date de règlement.

## Conversion des comptes annuels en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions, ainsi que de la conversion au taux de change en vigueur à la date du bilan, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées sont convertis en francs suisses aux taux de change pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes, à l'exception des fonds propres et des participations convertis aux cours historiques.

Les comptes de résultat des sociétés du Groupe sont convertis à des cours de change annuels moyens.

Concernant les sociétés étrangères mises en équivalence, les cours pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes sont appliqués aux quotes-parts de leurs capitaux propres exprimées en devises et les quotes-parts du Groupe dans leurs résultats sont converties à des taux de change annuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation et de la mise en équivalence figurent dans les fonds propres sous « Réserve de change ».

Les taux de change utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	2023		2022	
	Cours de clôture	Cours moyen annuel	Cours de clôture	Cours moyen annuel
<b>Principales monnaies</b>				
EUR	0,9260	0,9727	0,9847	1,0041
USD	0,8380	0,8996	0,9232	0,9516
GBP	1,0655	1,1178	1,1102	1,1771

## Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

Les liquidités et dépôts auprès des banques centrales sont enregistrés à leur valeur nominale.

## Opérations de financement de titres

Les droits reçus ou payés en relation avec les opérations de prêts de titres sont délimités sur la durée des opérations et comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts. Les transactions *reverse repo* sont utilisées en relation avec la gestion de la trésorerie. Elles sont enregistrées comme avances garanties par des titres de première qualité. Le produit des intérêts des opérations de revente et les charges des intérêts des opérations de rachat sont délimités sur la durée des transactions sous-jacentes.

## Créances sur les banques, créances sur la clientèle et créances hypothécaires

Les créances sur les banques, les comptes courants débiteurs, avances et prêts à terme fixe ainsi que les créances hypothécaires figurent à leur valeur nominale, déduction faite des corrections de valeur commandées par les circonstances.

Les créances compromises, c'est-à-dire les créances pour lesquelles il est peu vraisemblable que le débiteur soit en mesure de faire face à ses engagements futurs, sont évaluées individuellement et la dépréciation de valeur est couverte par des corrections de valeur individuelles. Les créances sur la clientèle sont composées de crédits lombards garantis par des titres, alors que les créances hypothécaires sont couvertes par des gages hypothécaires. Par conséquent, aucun correctif

de valeur pour les créances non compromises n'est comptabilisé. Les opérations hors bilan tels qu'engagements fermes, garanties et instruments financiers dérivés sont également compris dans cette évaluation et une provision serait comptabilisée le cas échéant.

### **Traitement des intérêts en souffrance**

Les intérêts (y compris les intérêts courus) et les commissions correspondantes réputés en souffrance ne doivent pas être considérés comme des produits. Les intérêts et les commissions échus depuis plus de 90 jours mais impayés sont considérés comme étant en souffrance (créances en souffrance).

Les intérêts en souffrance doivent être déterminés selon le principe brut. Les corrections de valeurs relatives aux intérêts devenues libres lors d'une autre période de référence sont enregistrées dans la rubrique du compte de résultat Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts.

Le Groupe renonce à comptabiliser au compte de résultat les intérêts en souffrance et les intérêts compromis et les comptabilise directement sous la rubrique « variations des corrections de valeur pour risque de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

### **Opérations de négoce, engagements résultant des opérations de négoce**

Les actions, obligations, métaux précieux, fonds et instruments financiers dérivés qui ne sont pas acquis dans un but d'investissement à long terme, sont compris dans « Opérations de négoce ». Les positions sont évaluées à la juste valeur à la date du bilan. Les titres sans marché réguliers sont évalués au prix d'acquisition, sous déduction des amortissements nécessaires (principe de la valeur de la plus basse).

Le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce est comptabilisé à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les coûts de refinancement des portefeuilles de négoce sont compensés directement à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les résultats non réalisés découlant de l'évaluation, de même que les résultats réalisés, sont compris sur le compte de résultat « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

### **Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés**

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives et négatives correspondent aux avoirs, respectivement aux engagements de la Banque en cas de conclusion avec d'autres contreparties de contrats de remplacement identiques aux contrats de base. Les variations de valeurs de remplacement positives et négatives figurent dans le compte de résultat sous « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché, soit du prix établi à l'aide de modèles d'évaluation.

Dans certains cas, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, principalement dans le cadre de ses activités pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Dans ce cadre, il recourt essentiellement à des swaps de taux d'intérêts et à des opérations de change à terme ou des options de change. Ces opérations sont, en principe, enregistrées comme des opérations de couverture du type « micro et macro hedges » et selon les principes d'une comptabilité de couverture.

#### *Principes d'une comptabilité de couverture*

Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes.

Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondants de l'opération couverte.

Les modifications de valeurs sont saisies dans le compte de compensation, dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'est comptabilisée.

Le Groupe applique une comptabilité de couverture lorsque les effets de couverture ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sur risques de taux d'intérêt et de change sont documentés lors de la conclusion des opérations et qu'une vérification périodique de l'efficacité de la couverture est effectuée.

Les opérations de couverture ne remplissant pas, plus ou que partiellement leur fonction de couverture sont assimilées en totalité ou pour leur fraction excédentaire, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

### **Immobilisations financières**

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués selon l'« accrual method ». Les agios et disagios correspondants sont délimités sur la durée, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance du titre. Les gains et les pertes résultant des opérations d'intérêts aliénées avant l'échéance ou remboursées par anticipation sont délimités selon la durée résiduelle de l'opération, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance initiale du titre aliéné ou remboursé de façon anticipée. Les

adaptations de valeur sont en principe enregistrées dans les « Autres charges ordinaires », respectivement « Autres produits ordinaires ».

Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les titres de créance qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance, les titres de participation et les immeubles repris dans les opérations de crédit et destinés à la revente sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse de leur prix d'acquisition et de la valeur de marché à la date du bilan.

Les métaux précieux détenus en contrepartie des engagements clients sous forme de métaux sont évalués au prix du marché à la date du bilan.

## **Participations non consolidées**

Les participations sont évaluées individuellement à la valeur d'acquisition, déduction faite d'éventuels amortissements à caractère de « write-off » destinés à prendre en compte des moins-values permanentes.

## **Immobilisations corporelles**

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable et qui sont supérieures au seuil d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition. Les investissements dans des immobilisations corporelles existantes sont activés si la valeur de marché ou d'usage est durablement augmentée ou s'ils entraînent une augmentation notable de la durée de vie.

Lors de l'évaluation postérieure, les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements effectués selon un plan, de même que les amortissements supplémentaires non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles » du compte de résultat.

Les immeubles sont amortis sur la base de leur valeur résiduelle, et, selon le type d'immeuble et sa localisation, entre 30 et 66 ans. Les autres immobilisations corporelles se composant du mobilier, des logiciels, du matériel et de l'équipement (y compris les travaux d'aménagement des immeubles) sont amorties selon leur nature sur une durée d'utilisation fixée entre 3 et 7 ans.

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes réalisées à la rubrique « Charges extraordinaires ».

## **Valeurs immatérielles**

### Goodwill

Si le coût total d'une acquisition est plus élevé que les actifs nets repris, évalués selon les principes du Groupe, la différence est considérée comme goodwill acquis et activé. Les différences actives de première consolidation et de mise en équivalence des sociétés intégrées font l'objet d'un amortissement linéaire au maximum sur 10 ans à charge du compte de résultat.

### Autres valeurs immatérielles

Les autres valeurs immatérielles acquises sont portées au bilan dès lors qu'il est prévu que ces valeurs procureront des avantages économiques futurs au Groupe pendant plusieurs années. Les autres valeurs immatérielles que le Groupe a lui-même créées ne sont pas portées au bilan. Elles sont évaluées et inscrites au bilan au coût d'acquisition et sont amorties au compte de résultat sur la base de leur valeur résiduelle sur une durée d'utilisation de 5 ans. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

## **Provisions**

Une provision spécifique est constituée pour tout engagement probable, fondé sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains mais estimables de manière fiable. Le Groupe constitue des provisions pour tous les

risques de pertes reconnaissables. Les provisions qui, au cours d'une période comptable, ne sont plus économiquement nécessaires sont dissoutes et portées au compte de résultat.

Les impôts différés sont pour la plupart liés à des écarts temporaires affectant les réserves pour risques bancaires généraux. Ils sont déterminés sur la base des taux d'impôt moyen prévisibles au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts différés sont comptabilisés au compte de résultat.

### **Réserves pour risques bancaires généraux**

Pour couvrir les risques découlant de l'activité bancaire, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des réserves pour risques bancaires généraux.

Ces réserves sont intégrées dans les fonds propres consolidés.

### **Impôts**

Les impôts courants sur le bénéfice et le capital sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés.

Les impôts latents, résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs, sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique « provisions » au passif du bilan.

### **Propres titres de créance et de participation**

L'achat de propres parts du capital est enregistré à la valeur d'acquisition au moment de cette transaction dans la rubrique « Propres parts du capital » déduite des capitaux propres. Le Groupe ne fait pas d'évaluation subséquente.

Dans le cas d'une revente de propres parts du capital, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Réserve issue du capital » et le Groupe réduit la position « Propres parts du capital » de la valeur d'acquisition des actions propres vendues.

### **Engagement de prévoyance**

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations).

Le Groupe examine chaque année s'il existe, de son point de vue, des avantages économiques ou des engagements économiques vis-à-vis des divers plans de prévoyance en faveur des collaborateurs du Groupe. La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée comme frais de personnel dans le compte de résultat.

L'examen annuel est effectué sur la base des contrats, des comptes annuels (dont la date de clôture ne remonte pas à plus de douze mois) établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26 pour les institutions de prévoyance suisses et d'éventuels autres calculs.

### **Plan de participation des collaborateurs**

Pour les membres de la direction ainsi que pour une partie des collaborateurs, un plan de participation des collaborateurs a été mis en place. Les bénéficiaires des plans se verront attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération étant fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels, la dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

### **Opérations hors bilan**

Les opérations hors bilan sont présentées à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, des provisions au passif du bilan sont constituées.

# Gestion des risques

## Politique des risques

La banque Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (ci-après « la Banque ») ainsi que ses filiales en Suisse et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») sont principalement actives sur les deux métiers stratégiques du Groupe, la banque privée et l'asset management. Les activités du Groupe s'élargissent également aux métiers du Private equity, de l'Immobilier, du Corporate finance et de Prestation d'administration centrale et de services de société de gestion.

En sa qualité de Maison Mère, la Banque assume la responsabilité de la surveillance en matière de contrôle et gestion des risques sur l'ensemble des entités du Groupe.

Une politique des risques commune établie par la Banque et approuvée par le Conseil d'Administration détermine les principes généraux auxquels les entités du Groupe sont soumises. Dans ce contexte, et dans le cadre des réglementations locales, chaque filiale met en place sa propre structure visant à identifier, limiter et contrôler les risques auxquels elle est exposée.

Le Groupe s'est doté en 2023 d'une cartographie des risques ESG, qui s'insère dans la méthodologie utilisée pour les autres risques de notre Politique des Risques : définition des catégories, estimations de tolérance, KRI associés, cotations déduites. Cette méthodologie confirme le Risk Assessment (cotation des risques) à Faible de notre risque global ESG (dans sa double matérialité). Par ailleurs, les risques extra-financiers identifiés pour le Groupe sont suivis et traités. Les informations relatives à ces risques sont présentées dans le rapport annuel de durabilité du Groupe. Celui-ci fournit les éléments clés sur les enjeux matériels, les objectifs et les progrès accomplis dans la gestion des risques extra-financiers.

Le dispositif de la gestion des risques est organisé comme suit :

- › Le Conseil d'Administration décide des éléments constitutifs de la gestion des risques et de la tolérance au risque du Groupe. Le Conseil d'Administration revoit chaque année le "concept-cadre" de gestion des risques qui intègre la Politique des risques (notamment la tolérance au risque (« Risk Appetite ») et les pertes potentielles pouvant résulter de risques importants) et approuve les limites de la Banque et du Groupe ;
- › Le Comité des Risques surveille et évalue le fonctionnement de la gestion des risques. Il exerce un contrôle périodique sur les risques par l'examen des états préparés à intervalles réguliers ou à la demande par les fonctions Risques et Juridique & Conformité;
- › Le Comité exécutif est responsable de la mise en place de procédures destinées à l'identification, l'évaluation, l'analyse et le contrôle de l'ensemble des risques pris par la Banque et le Groupe. Il veille, avec l'assistance du Comité des Risques, d'une part, à l'application de la Politique des risques arrêtée par le Conseil d'Administration et, d'autre part, à ce que toutes les informations importantes sur la situation de risques de la Banque et du Groupe soient collectées, traitées et notifiées à son organe de haute direction et de surveillance ;
- › Les Responsables des métiers, des fonctions et des départements des entités constitutives du Groupe ont la charge d'anticiper, prévenir et de gérer les principaux événements susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs inhérents à leurs activités et aux processus opérationnels qui les sous-tendent. Ils sont notamment responsables d'instaurer une culture de risque appropriée et de mettre en place les contrôles de 1<sup>er</sup> niveau adéquats dans leurs activités ;
- › Le Group Chief Risk Officer assure la transposition des principes et des méthodes de gestion des risques dans les processus décisionnels et opérationnels. Il contrôle l'exposition aux risques et fait rapport sur la situation de risques de la Banque et du Groupe.
- › Afin de satisfaire aux exigences de l'autorité de surveillance en matière de gestion et contrôle des risques du Groupe, une fonction Risques a été constituée regroupant l'ensemble des responsables risques des entités du Groupe et une fonction Juridique & Conformité regroupant l'ensemble des responsables juridique et de conformité des entités du Groupe. Les deux fonctions reportent au Group Chief Risk Officer. Une charte de fonctionnement pour chacune des fonctions a été établie fixant certains principes directeurs, dont notamment la mission, les tâches et responsabilités, l'organisation ainsi que le processus de reporting régulier et ad hoc. Les données de risques et la production de rapports sur les risques font l'objet d'un contrôle qualité. Des échanges et une collaboration importante entre tous les acteurs de ces fonctions animent celles-ci.

Le dispositif de surveillance et l'organisation de contrôle mis en place dans l'ensemble du Groupe bénéficient de ressources adéquates, tant du point de vue humain que technique et sont constamment adaptés à l'évolution réglementaire et à l'exigence des activités du Groupe.

## Risques de liquidité

Le **risque de liquidité** correspond au risque que la Banque et/ou le Groupe ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins en flux de trésorerie présents et futurs, attendus et inattendus, sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière.

Les entités bancaires du Groupe n'ont pas pour objectif de tirer profit de leur rôle de transformation d'échéance et de s'exposer de manière importante au risque de liquidité. Elles adoptent une attitude prudente dans la gestion de leur trésorerie en choisissant des contreparties de qualité, des échéances de courte durée et des limites correspondantes. Elles privilégient ainsi le respect de leurs engagements vis-à-vis de leur clientèle au détriment de la maximisation de leur marge d'intérêts. Elles recherchent, dans le cadre de la stratégie décidée par le Conseil d'Administration, le maximum de concordance entre les durées et les échéances de leurs emplois et de leurs ressources. La transformation d'échéance tolérée est induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d'investissement à moyen / long terme. Par ailleurs, la Banque et le Groupe veillent scrupuleusement au respect des ratios légaux actuels en matière de liquidités.

Au sein du Groupe, l'évaluation de ce risque est effectuée en utilisant les techniques adaptées de gestion du bilan permettant de contrôler la structure des échéances. D'une manière générale, chaque entité bancaire du Groupe dispose d'un processus de contrôle du risque de liquidité visant à analyser et surveiller quotidiennement : ses avoirs et ses engagements agrégés par tranche d'échéance standardisée ; les différents montants à recevoir, respectivement à payer, par devise et date valeur ; les éventuelles impasses de trésorerie et leurs limites.

## **Risque de crédit**

Le **risque de crédit** représente le risque d'insolvabilité de l'une des contreparties financières ou d'un client avec qui les entités du Groupe sont contractuellement liées, notamment en matière de prêts ou de créances découlant d'instruments financiers.

## **Contreparties bancaires**

Les contreparties bancaires avec lesquelles le Groupe collabore font l'objet d'une analyse financière approfondie et de critères de sélection exigeants. Les expositions sur les contreparties bancaires sont suivies quotidiennement par une structure de contrôle permanente et les limites accordées font l'objet de mises à jour périodiques ou immédiates si la dégradation des conditions financières de certaines d'entre elles l'exige. Afin de minimiser le risque de crédit sur les contreparties bancaires, le Groupe privilégie les opérations de reverse repos et le placement des liquidités auprès des banques centrales. Le système de limites et la surveillance du risque de concentration sur les contreparties bancaires s'étendent à l'ensemble des entités du Groupe.

## **Clientèle**

L'activité de crédits collatéralisés est positionnée comme étant annexe aux activités de Banque privée et de gestion de patrimoine. Dans ce domaine, les activités se limitent à satisfaire la clientèle privée à l'aide d'opérations de financement, d'émissions de garanties, d'autres engagements sur instruments à terme et / ou dérivés, ainsi que de financement de biens immobiliers. En ce qui concerne la clientèle institutionnelle (dont les OPC), les crédits se limitent exclusivement aux crédits du type « bridge financing » à des OPC et des fonds de Private equity du Groupe, à l'émission de garanties bancaires et aux opérations sur instruments à terme et / ou dérivés.

Tout crédit octroyé par les entités bancaires du Groupe, doit en général être couvert par des sûretés financières répondant à des critères stricts en termes de diversification, de liquidité, de valorisation, de notation et de couverture géographique, par des polices d'assurances, des garanties bancaires ou des sûretés immobilières. La transposition de cette politique rigoureuse amène les entités du Groupe à exiger une couverture excédentaire systématique dont le pourcentage varie en fonction du type de sûretés financières et du degré de diversification de ces dernières.

Des tests d'endurance ou des vérifications de l'état des nantisements, sont régulièrement effectués en matière de crédit à la clientèle privée et institutionnelle. Ces tests ont notamment pour but de déterminer l'impact que pourraient avoir de fortes fluctuations à la baisse des marchés boursiers et/ou devises sur les sûretés financières nanties par la clientèle en faveur de l'entité en couverture de leurs engagements. Ces tests sont effectués pour l'ensemble de la clientèle concernée et de manière plus détaillée pour les cas les plus sensibles. Les clients les plus exposés font l'objet d'un suivi régulier de leurs positions.

Les compétences en matière d'octroi de crédit sont définies par les Conseils d'Administration.

D'une manière générale, la gestion et la surveillance du risque de crédit sont effectuées quotidiennement en fonction des dispositions légales ainsi que de directives et procédures internes strictes. Sous la direction de comités ad hoc au sein des entités bancaires du Groupe, des services spécialisés sont affectés au maintien administratif, au contrôle et au suivi des opérations.

## Immobilisations financières

Les entités financières du Groupe peuvent investir une partie de leurs fonds propres et de leurs liquidités dans : 1) des parts de fonds de placement du Groupe, 2) des positions sur obligations ou créances assimilables répondant à des critères de notation définis ou d'éligibilité strictes applicables par certaines banques centrales ou bourses reconnues, 3) des parts de fonds de Private equity, 4) des parts de fonds immobiliers du Groupe ou des co-investissements immobiliers dans le cadre d'alignement d'intérêts avec des clients du Groupe, 5) des titres de participation. Ces investissements sont de nature à diversifier les liquidités du Groupe dans des placements à moyen / long terme et à se procurer également des rendements réguliers. Ces investissements font l'objet de limites spécifiques et le choix des placements est confié à des collaborateurs spécialisés de la Banque ou du Groupe. La surveillance des limites et des portefeuilles est du ressort de la fonction Risques qui rend compte aux Comités ALM et des Risques.

## Risque de marché

Le **risque de marché** est défini comme le risque de perte découlant d'une évolution défavorable des paramètres de marché impactant négativement les positions de la Banque et/ou du Groupe.

Le Groupe distingue trois catégories de risque de marché :

- › le **risque de change et métaux précieux**, résultant d'une évolution défavorable du cours de change d'une devise / métaux précieux et affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors bilan libellés en devises autres que la devise du capital ;
- › le **risque sur le portefeuille de négoce**, lié à l'évolution défavorable de la valeur des titres figurant dans le portefeuille de négoce (y compris les dérivés) du Groupe ;
- › le **risque de taux d'intérêt** est le risque de perte qui résulte d'un mouvement défavorable des taux d'intérêts affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors bilan portant sur des taux et des référentiels de taux d'intérêts non-congruents.

Le Groupe est peu actif en matière de négoce pour compte propre de valeurs mobilières. S'agissant du marché des devises et des métaux précieux, il opère essentiellement pour le compte de sa clientèle et ne prend que de faibles positions pour son compte propre. Les limites accordées aux opérateurs sont modestes et les expositions font l'objet d'un suivi quotidien, à l'aide d'outils informatiques, par une fonction indépendante de gestion des risques.

En ce qui concerne, enfin, le risque de taux d'intérêts, le Groupe privilégie toujours le respect de ses engagements vis-à-vis de sa clientèle au détriment de la maximisation de sa marge d'intérêts. Le Groupe accepte toutefois la transformation d'échéance induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d'investissement à moyen / long terme (sans refinancement concordant). Le risque de taux d'intérêts est analysé et fait l'objet de limites de manière scindée, entre les positions impactant le résultat et celles impactant uniquement la valeur économique des fonds propres.

Les entités bancaires du Groupe ont mis en œuvre les dispositifs de gestion et de contrôle des risques adéquats, en conformité avec les règles du Groupe et les réglementations locales.

## Risque opérationnel

Le **risque opérationnel** correspond à la perte potentielle que le Groupe est susceptible de subir suite à l'inadéquation ou la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes d'information ou d'évènements extérieurs.

Par nature, les deux principaux métiers exercés par le Groupe, à savoir la banque privée et l'asset management, sont exposés de manière significative aux risques opérationnels. Afin de les contrôler et de les atténuer, le Groupe a défini sa politique de gestion des risques opérationnels. Celle-ci comprend : 1) les structures de la gestion des risques opérationnels, y compris les compétences, les obligations de rendre compte et les lignes de reporting, 2) la définition des instruments d'identification, d'évaluation et de pilotage des risques opérationnels et de leur utilisation, 3) la détermination de la tolérance au risque en fonction des types pertinents de risques opérationnels essentiels, la fixation des valeurs-seuils et/ou des limites y relatives et la définition des stratégies et instruments d'atténuation des risques, 4) l'approche de la Banque destinée à identifier les risques inhérents (les risques avant prise en compte des contrôles) ainsi qu'à fixer et à surveiller les valeurs-seuils et/ou les limites pour les risques résiduels (les risques après prise en compte des contrôles), 5) la définition et instauration de systèmes de production de rapports de risque et d'information du management (MIS) pour les risques opérationnels, 6) la définition d'une classification uniforme des risques opérationnels essentiels afin d'assurer la cohérence au niveau de l'identification des risques, de leur évaluation et de la fixation des objectifs au sein de la gestion des risques opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels bénéficie de trois outils principaux harmonisés à travers le Groupe à des fins de surveillance consolidée :

- › l'exécution de Risk Control Self Assessments (RCSA) permettant une revue des risques identifiés et des contrôles afin de réduire le niveau de risque inhérent à un niveau de risque résiduel tolérable, tout en sensibilisant les acteurs de 1<sup>er</sup> ligne de défense sur leurs responsabilités à cet égard (Risk Ownership) ;

- › la gestion des incidents opérationnels (identification, analyse, qualification, mitigation, reporting et suivi de la mise en place effective des plans d'actions définis avec les Métiers, sachant que tous les incidents opérationnels, avec ou sans impact financier, sont déclarés) ;
- › la gestion des Key Risk Indicators (définition, remontée par les Métiers et fonctions de contrôle responsables, analyse, reporting et suivi des plans d'actions éventuellement nécessaires pour maintien endéans les seuils de tolérance définis).

La fonction Risques comprend une cellule dédiée aux risques opérationnels. Destinée à mettre en exergue les améliorations possibles du dispositif de gestion des risques, elle a notamment pour mission d'élaborer la méthodologie de gestion des risques opérationnels, en fonction notamment des éléments constitutifs de Bâle III, de la soumettre pour validation au Comité des Risques / Comité exécutif et d'assurer sa mise en place / à jour.

Cette cellule participe étroitement au dispositif du système de surveillance et de contrôle interne de la Banque et collabore étroitement avec le service de contrôle interne dans l'évaluation des contrôles mis en place, des plans d'actions à entreprendre afin d'atténuer les risques identifiés comme critiques et/ou élevés. L'équipe en place utilise un outil informatique performant dédié et déployé dans le Groupe. En outre, la cellule rend compte périodiquement au Comité des Risques et, lorsque les circonstances l'exigent, au Comité exécutif.

En fonction de situations de crises retenues par la Banque susceptibles de créer une rupture, totale ou partielle, des processus opérationnels, un plan et une organisation de continuité des activités ont été définis. Propres à la Banque et à ses filiales, l'infrastructure et les moyens techniques / humains déployés visent à permettre aux fonctions critiques de travailler en mode dégradé et de revenir à la normale. Eu égard aux objectifs de continuité arrêtés par la Banque et ses filiales en cas de sinistre ou d'événement majeur, le développement et les tests de leur plan respectif seront poursuivis au cours de l'exercice prochain.

### **Externalisation d'activités (Outsourcing)**

Dans le cadre de ses activités, le groupe Edmond de Rothschild recourt à des prestations relevant de l'outsourcing au sens de la réglementation applicable, en particulier la circulaire FINMA 2018/3, notamment s'agissant de la gestion du système bancaire, de certaines applications périphériques, de l'infrastructure informatique de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et de Edmond de Rothschild (Europe) ainsi que des fonctions de support de l'activité de banque dépositaire de fonds de Edmond de Rothschild (Europe). De même, la conservation des titres de Edmond de Rothschild (France) et certaines autres activités sont externalisées. Enfin, Edmond de Rothschild (Monaco) externalise certains services d'investissement au sein du Groupe Edmond de Rothschild (gestion discrétionnaire) et certains services de paiement (chèques) à des prestataires externes.

## Méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

### **Créances couvertes par hypothèque**

Pour les financements de biens immobiliers à usage propre, le Groupe actualise la valeur des gages initialement retenue au plus tard lors de chaque échéance ou du renouvellement ou, à plus court terme, en fonction des régulations locales en vigueur, ou de l'évolution des marchés. Elles le sont au plus tard tous les 5 ans voire 3 ans notamment pour les biens à l'étranger, les objets de rendement ou d'une valeur de plus de CHF 15 millions.

Après validation des nouvelles évaluations, le taux d'avance sur gage est mis à jour. Il analyse également les arriérés d'intérêts et le respect du plan d'amortissement. Sur cette base, le Groupe identifie les crédits hypothécaires présentant des risques accrus.

Après un examen détaillé, effectué par des spécialistes, ces crédits peuvent faire l'objet d'une demande de sûretés supplémentaires ou d'une correction de valeur pour défaut de couverture.

### **Crédits couverts par des titres**

Les engagements de la clientèle ainsi que la valeur des titres nantis sont vérifiés quotidiennement. Si la valeur de nantissement des sûretés vient à être inférieure au montant du crédit, le Groupe exige soit un remboursement partiel, soit des sûretés supplémentaires. Si l'insuffisance de couverture croît ou s'il existe des conditions de marché exceptionnelles, le Groupe réalise les sûretés.

### **Crédits sans couverture**

Les crédits en blanc sont des dépassements en compte de la clientèle de détail.



## Évaluation des sûretés de crédit

### **Créances couvertes par hypothèque**

Les crédits garantis par gage immobilier ne sont jamais octroyés sans une évaluation des sûretés axée sur l'utilisation de l'objet. La Banque obtient une expertise récente (datant de moins de 6 mois) adressée à son attention, rendue par un cabinet d'expertise immobilière agréé pour évaluer la valeur des biens d'habitation financés. Celle-ci est basée sur la méthode comparative. Pour les immeubles de rendement (locatifs ou mixte), l'expertise indique la valeur vénale de l'objet basée sur un calcul de valeur de rendement.

Pour les biens destinés à l'habitation s'y prêtant, les estimateurs internes utilisent un modèle d'évaluation hédoniste (méthode statistique de comparaison). Ces évaluations sont rapprochées au prix de transaction effective dans la même localité. Le Groupe prend comme base de l'octroi des crédits la valeur la plus basse entre l'estimation interne, le prix d'achat et l'éventuelle estimation externe.

### **Créances couvertes par des titres**

Pour les crédits lombards et autres crédits couverts par des titres, seules des sûretés (obligations, actions) facilement négociables sont acceptées. Le Groupe accepte les produits structurés si les investissements font l'objet d'une cotation régulière.

## Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

Dans le cadre de la gestion de son bilan, le Groupe utilise en outre des instruments financiers dérivés pour la couverture des risques de taux d'intérêt, de change et de défaillance. Les opérations de couverture sont évaluées de la même façon que l'opération de base qu'elles couvrent. Le résultat de la couverture est enregistré dans la même rubrique du compte de résultat que celui de l'opération couverte. Dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'a été comptabilisée, le résultat d'évaluation des instruments de couverture est saisi dans le compte de compensation.

Les transactions de couverture du service de trésorerie, qui n'intervient pas lui-même sur le marché, sont exécutées par le département de négoce. Les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits découlant des transactions internes sont éliminés.

Le Groupe documente les relations de couverture ainsi que les buts et les stratégies des opérations de couverture lors de la conclusion de ces opérations. Le Groupe vérifie périodiquement l'effectivité de la relation de couverture. Lorsque cette relation est partiellement ou entièrement inefficace, la fraction inefficace de l'opération est assimilée à une opération de négoce.

## Événements significatifs survenus après la date du bilan

### **Événements postérieurs à la date de clôture**

Il n'y a pas eu d'événement postérieur à la date de clôture de l'exercice pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2023.

## Démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat

L'Assemblée Générale a élu PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, comme organe de révision de la Banque. Le premier mandat de révision date de 1982. L'organe de révision ne s'est pas démis de son mandat avant terme.

# Informations relatives au bilan

En milliers de CHF

2023

2022

1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)		2023	2022
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension		175'140	36'929
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension		-	-
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension		-	-
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction		177'660	38'963
<i>dont titres remis à un tiers en garantie</i>		2'973	1'911
<i>dont titres aliénés</i>		-	-

Nature des couvertures

En milliers de CHF	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
<b>2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises</b>				
<b>Couvertures des créances et des opérations hors bilan</b>				
<b>Prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)</b>				
<b>Créances sur la clientèle</b>	58'117	4'261'545	163'695	4'483'357
<b>Créances hypothécaires :</b>				
- immeubles d'habitation	1'650'535	147'216	-	1'797'751
- immeubles commerciaux	198'114	-	-	198'114
- immeubles artisanaux et industriels	-	-	-	-
<b>Total des prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)</b>				
<b>Total 2023</b>	<b>1'906'766</b>	<b>4'408'761</b>	<b>163'695</b>	<b>6'479'222</b>
<b>Total 2022</b>	<b>1'985'501</b>	<b>5'173'498</b>	<b>200'649</b>	<b>7'359'648</b>
<b>Total des prêts (après compensation avec les correctifs de valeur)</b>				
<b>Total 2023</b>	<b>1'906'766</b>	<b>4'408'761</b>	<b>155'838</b>	<b>6'471'365</b>
<b>Total 2022</b>	<b>1'985'501</b>	<b>5'173'498</b>	<b>193'360</b>	<b>7'352'359</b>

## Hors bilan

Engagements conditionnels	-	247'119	853	247'972
Engagements irrévocables*	3'280	641'009	74'318	718'607
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	413'985	-	413'985
<b>Total 2023</b>	<b>3'280</b>	<b>1'302'113</b>	<b>75'171</b>	<b>1'380'564</b>
<b>Total 2022</b>	<b>3'623</b>	<b>1'418'690</b>	<b>75'834</b>	<b>1'498'147</b>

En milliers de CHF

## Créances compromises

	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeur individuelles
<b>Total 2023</b>	<b>25'789</b>	<b>17'946</b>	<b>7'843</b>	<b>7'857</b>
<b>Total 2022</b>	<b>25'207</b>	<b>17'976</b>	<b>7'231</b>	<b>7'289</b>

Le montant brut des créances compromises provient de plusieurs dossiers présentant des intérêts et/ou des amortissements impayés depuis plus de 90 jours. Le total des créances compromises correspond à 0.40% du total des créances sur la clientèle et des créances hypothécaires au 31.12.2023 (0.34% au 31.12.2022)

\* CHF 7,7 millions se rapportent à l'obligation de paiement de la banque envers Esisuisse dans le cadre des dépôts garantis, dont 50% sont collatéralisés, voir Note 11.

**3 Répartition des opérations de négoce**

Actif			
<b>Opérations de négoce</b>			
Titres de dette, papiers/opération du marché monétaire		-	28
<i>dont cotés</i>		-	28
Titres de participation		-	183
<b>Total des actifs</b>		<b>-</b>	<b>211</b>
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>		-	-
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>		-	-

En milliers de CHF	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
<b>4 Présentation des instruments dérivés (actifs et passifs)</b>						
<b>Instruments de taux</b>						
Swaps	43'366	3'463	1'990'778	42'959	1	380'318
Options (OTC)	315	315	31'865	-	-	-
<b>Devises / métaux précieux</b>						
Contrats à terme	86'175	169'427	9'413'063	-	-	-
Options (OTC)	10'345	10'328	741'342	-	-	-
<b>Titres de participation / indices</b>						
Options (OTC)	72'562	72'910	1'030'551	-	-	-
<b>Total avant prise en compte des contrats de netting</b>						
<b>Total 2023</b>	<b>212'763</b>	<b>256'443</b>	<b>13'207'599</b>	<b>42'959</b>	<b>1</b>	<b>380'318</b>
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	<i>212'763</i>	<i>256'443</i>	<i>13'207'599</i>	<i>42'959</i>	<i>1</i>	<i>380'318</i>
<b>Total 2022</b>	<b>201'249</b>	<b>287'166</b>	<b>16'893'859</b>	<b>65'991</b>	<b>2</b>	<b>431'961</b>
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	<i>201'249</i>	<i>287'166</i>	<i>16'893'859</i>	<i>65'991</i>	<i>2</i>	<i>431'961</i>

En milliers de CHF	Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
<b>Total après prise en compte des contrats de netting</b>		
<b>Total 2023</b>	<b>255'722</b>	<b>256'444</b>
<b>Total 2022</b>	<b>267'240</b>	<b>287'168</b>

**Répartition selon les contreparties**

En milliers de CHF	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
<b>Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)</b>	<b>-</b>	<b>172'420</b>	<b>83'302</b>

En milliers de CHF	2023	2022	2023	2022
	Valeur comptable		Juste valeur	
<b>5 Répartition des immobilisations financières</b>				
Titres de créance	1'603'289	1'813'905	1'576'841	1'756'278
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	1'603'289	1'813'905	1'576'841	1'756'278
<i>dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)</i>	-	-	-	-
Titres de participation *	319'237	323'357	442'265	376'141
<i>dont participations qualifiées (au minimum 10% du capital ou des voix)</i>	-	-	-	-
Métaux précieux	494'221	541'036	494'221	541'036
Immeubles	-	9'580	-	9'580
<b>Total</b>	<b>2'416'747</b>	<b>2'687'878</b>	<b>2'513'327</b>	<b>2'683'035</b>
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	553'196	765'342	-	-

\* Les titres de participation comprennent pour 76.6 millions de francs suisses de parts de fonds de dettes infrastructures évalués selon la méthode de coût amorti.

En milliers de CHF	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation*
Répartition des contreparties selon la notation						
Valeur comptable des titres de créance	985'106	190'750	186'286	15'500	1'883	223'764

\* dont CHF 100 millions émis par la Banque nationale suisse, CHF 60 millions par des états membres de l'Union européenne, CHF 50 millions par des banques multilatérales de développement reconnues par la Finma et CHF 5 millions par la Confédération suisse.

Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

Le Groupe utilise les notations de deux agences (Standard & Poor's et Moody's), exprimées selon la grille de notations de Standard & Poor's. Lorsque deux notations distinctes sont disponibles, la plus défavorable est retenue (pondération-risque la plus élevée). En cas d'absence de notation spécifique des instruments, les notations fedafin AG à long terme de l'émetteur sont utilisées pour le segment de marché des corporations de droit public (collectivités territoriales en Suisse).

En milliers de CHF	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2023	Variations de change	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Adaptations de valeur en cas de mise en équivalence / reprises / amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2023	Valeur de marché
<b>6 Présentation des participations non consolidées</b>									
Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence	16'315	-	16'315	(1'558)	2'881	(2'539)	-	15'099	-
- avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sans valeur boursière	16'315	-	16'315	(1'558)	2'881	(2'539)	-	15'099	-
Autres participations	2'230	(1'543)	687	50	-	(81)	18	674	60'837
- avec valeur boursière	305	-	305	-	-	-	-	305	60'837
- sans valeur boursière	1'925	(1'543)	382	50	-	(81)	18	369	-
<b>Total des participations non consolidées</b>	<b>18'545</b>	<b>(1'543)</b>	<b>17'002</b>	<b>(1'508)</b>	<b>2'881</b>	<b>(2'620)</b>	<b>18</b>	<b>15'773</b>	<b>60'837</b>

## 7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détection (en %)	
		2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2023
<b>Suisse - par intégration globale</b>									
<b>Maison Mère</b>									
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève	CHF	58'694	58'694	100	100	100	100	-	-
<b>Sociétés de services</b>									
Privaco Family Office S.A., Genève	CHF	2'100	2'100	100	100	100	100	100	-
Rotomobil S.A., Genève	CHF	100	100	100	100	100	100	100	-
<b>Sociétés financières et de gestion de portefeuille</b>									
Edmond de Rothschild REIM (Suisse) S.A., Genève	CHF	2'000	2'000	60	60	100	60	100	-
Smart Estate Partners Sàrl, Genève	CHF	20	20	31	31	51	51	-	51
<b>Etranger - par intégration globale</b>									
<b>Banques</b>									
Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg	EUR	31'500	31'500	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (France), Paris	EUR	83'076	83'076	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Monaco), Monaco	EUR	13'900	13'900	100	100	100	100	100	-
<b>Sociétés de services et sociétés immobilières</b>									
Edmond de Rothschild Corporate finance, Paris	EUR	61	61	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Boulevard Buildings Ltd, Tel Aviv	ILS	74'534	74'534	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Real Estate (Eastern Europe) Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Family Advisory (Hong Kong) Limited, Hong Kong	HKD	12'675	12'675	100	100	100	100	-	100
<b>Sociétés de gestion de portefeuilles</b>									
Edmond de Rothschild Asset management (Luxembourg), Luxembourg	EUR	18'238	18'238	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset management (France), Paris	EUR	11'034	11'034	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset management (Hong Kong) Ltd, Hong Kong	HKD	15'000	15'000	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset management (UK) Limited, Londres	GBP	4'400	4'400	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (France) SAS, Paris	EUR	250	250	60	60	100	100	-	100
Ginkgo Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	50	51	51	-	51
<b>Sociétés financières et sociétés de courtage</b>									
Edmond de Rothschild (UK) Limited, Londres	GBP	15'700	15'700	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Representación Uruguay, Montevideo	USD	14	14	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Monaco), Monaco	EUR	150	150	100	100	100	100	-	100
Iberian Renewable Energies GP S. à r.l., Luxembourg, en liquidation	EUR	-	13	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe), Luxembourg	EUR	125	125	100	100	100	100	-	100

## 7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détention (en %)	
		(en milliers)		(en %)		(en %)		directe	indirecte
		2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2023
Edmond de Rothschild Gestion (Monaco), Monaco	EUR	250	150	100	100	100	100	-	100
SAS Edmond de Rothschild Immo Magnum, Paris	EUR	1	1	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France), Paris	EUR	7'035	7'035	100	100	100	100	-	100
Financière Boréale, Paris	EUR	6'040	6'040	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited, Londres	GBP	250	250	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Merchant Banking LLP, Londres	GBP	31'688	31'688	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild (Israël) Ltd, Tel-Aviv	ILS	5'501	5'501	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Private equity (France), Paris	EUR	5'281	2'700	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Investment Partners China Sarl, Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Financière Eurafrique, Paris, Luxembourg	EUR	-	2'339	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Real Estate (Eastern Europe) CIE S.à r.l., Luxembourg	EUR	175	175	63	63	63	63	-	63
CFSH Luxembourg S. à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	100	100	100	-	100
Bridge Management S.à.r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	72	72	72	72	-	72
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest II S.à r.l., Luxembourg	EUR	165	165	58	58	58	58	-	58
Edmond de Rothschild Private equity Luxembourg S.A., Luxembourg	EUR	886	886	100	99	100	100	-	100
Amethis Finance Luxembourg, Luxembourg, fusion Amethis Group	EUR	13	13	50	50	50	50	-	50
<b>Sociétés financières et sociétés de courtage</b>									
Moringa General Partner S.à r.l., Luxembourg	EUR	2'077	14	100	99	100	100	-	100
Moringa Partnership SAS, Paris	EUR	10	10	100	99	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private equity S.A., Luxembourg	EUR	14'660	1'659	100	99	100	99	100	-
Edmond de Rothschild Equity Strategies Management III S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	66	66	66	66	-	66
TIIC Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	50	51	51	-	51
Ginkgo Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	50	51	51	-	51
Amethis Group Sarl, Luxembourg	EUR	13	13	51	50	51	51	-	51
Amethis Fund II Management, S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	50	100	100	-	100
Amethis Maghreb Sarl, Luxembourg	EUR	12	12	51	50	100	100	-	100
Privilege Access Management, S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	50	51	51	-	51

## 7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détection (en %)	
		(en milliers)		(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	directe	indirecte
		2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2023
Edmond de Rothschild Private equity Partners S.A., SICAV-RAIF, Luxembourg	EUR	33'131	35'499	98	97	98	98	-	98
Pearl GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	50	51	51	-	51
Smart Estate Management 1, S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	60	50	100	51	-	100
Edmond de Rothschild Private equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2018, Luxembourg	EUR	74'301	62'993	99	98	99	99	-	99
Edmond de Rothschild Hospitality Partners Sàrl, Luxembourg	EUR	99	99	51	50	51	51	-	51
Boscalt Hospitality Fund GP S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	50	100	100	-	100
Smart Estate Management 2 Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	99	100	100	-	100
Edritech Ltd, Cayman Islands	USD	-	-	51	50	51	51	-	51
Kennet V Management (Luxembourg) S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	50	51	51	-	51
Direct Access GP S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	99	100	100	-	100
Ginkgo Management III S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	50	51	51	-	51
Ginkgo Management (UK) LLP, Luxembourg	GBP	-	-	51	50	51	51	-	51
<b>Sociétés financières et de gestion de portefeuille</b>									
Real Estate Robin Sàrl, Luxembourg	EUR	48'285	43'585	97	97	97	97	97	-
Edmond de Rothschild REIM (Europe) S.A., Luxembourg	EUR	1'300	1'300	60	60	100	100	-	100
Amethis Mena II GP, Luxembourg	EUR	13	13	48	47	94	94	-	94
Edmond de Rothschild Private equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2021, Luxembourg	EUR	29'970	18'693	100	99	100	100	-	100
PeakBridge Growth II GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	50	51	51	-	51
Pearl GP II Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	50	51	51	-	51
Boscalt Global Hospitality Fund GP S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	50	100	100	-	100
Amethis Fund III Management Sàrl, Luxembourg	EUR	12	-	51	-	100	-	-	100
EdRPE Infra TIIC GP III Sàrl, Luxembourg	EUR	13	-	50	-	51	-	-	51
ERES IV GP SAS, Paris	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
L.C.H. Investments N.V., Antilles néerlandaises	USD	2	2	93	93	93	93	90	3
Edmond de Rothschild Co-Invest Verwaltung UG, Frankfurt am Main	EUR	27	27	60	60	100	100	-	100
EDMOND DE ROTHSCHILD UK PRS Club 1 GP LLP, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (UK) Limited, London	GBP	102	102	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Real Estate Investment Capital (UK) LLP, London	GBP	100	100	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild HL Nominee Limited, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100

## 7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détenion (en %)	
		(en milliers)		(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	directe	indirecte
		2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2023
Edmond de Rothschild Real Estate Debt GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (Germany) GmbH, Stuttgart	EUR	480	480	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (Benelux) B.V., Amsterdam	EUR	18	18	60	60	100	100	-	100
Highgate GP Limited, Jersey	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
Highgate Founder Limited, Jersey	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Member Limited, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Nominee Limited, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
Merlin Wharf Apartments GP LLP, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
EDRRI John Street Warrington GP LLP, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
EDMOND DE ROTHSCHILD UK PRS Carry GP LLP, Edinburgh	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
EdRRI UK Residential Investment GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	-	100
EdRRI UK Residential Investment Limited Partners Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	60	60	100	100	-	100
<b>Sociétés financières et de gestion de portefeuille</b>									
EDRRI Short Hill Nottingham GP LLP, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
EDRRI Kent Street Birmingham GP LLP, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
EDRRI Master Nominee Limited, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
Duits Vastgoed Beherend Venoot B.V., Amsterdam	EUR	-	4	-	60	-	100	-	-
LQG JV Landmark Portfolio Verwaltungs GmbH, Frankfurt am Main	EUR	25	25	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild RED Carry GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	-	60	60	100	100	-	100
Perelis SAS, Paris	EUR	2'409	442	78	78	80	80	-	80
Edmond de Rothschild RED Carry SCSp, Luxembourg	EUR	-	54	40	44	67	74	-	67
Edmond de Rothschild Residential Investment Fund UK III GP Sàrl, Amsterdam	EUR	12	-	60	-	100	100	-	100
Orange Carry BV, Amsterdam	EUR	-	-	60	60	100	100	-	100
Saffron Court Apartments GP LLP, London	GBP	-	-	60	60	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Berlin Light Carry UG (haftungsbeschränkt) & Co.KG, London	EUR	2	2	48	48	67	67	-	67
Edmond de Rothschild Portfolio Management Ltd, Tel Aviv	ILS	1	1	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Mutual Funds Management Ltd, Tel Aviv	ILS	839	839	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private equity Partners (Israël) Ltd, Tel Aviv	ILS	1	1	100	100	100	100	-	100



## 7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détenion (en %)	
		(en milliers)		(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	directe	indirecte
		2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2023
Edmond de Rothschild Asset management (Israël) Ltd, Tel Aviv	ILS	100	100	100	100	100	100	-	100
Provident Financial Markets Ltd, Tel Aviv	ILS	92	92	100	100	100	100	-	100
Provident Risk Management Ltd, Tel Aviv	ILS	-	-	100	100	100	100	-	100

### Suisse - par mise en équivalence

#### Sociétés financières

Ginkgo Advisor Sàrl, Meyrin	CHF	20	20	49	48	49	49	-	49
-----------------------------	-----	----	----	----	----	----	----	---	----

#### Etranger - par mise en équivalence

#### Sociétés financières

Edmond de Rothschild Nikko Cordial Co. Ltd, Tokyo	JPY	100'000	100'000	50	50	50	50	-	50
Hottinger & Co. Limited, Londres	GBP	-	100	43	43	43	43	-	43
Edmond de Rothschild REIM Fundament GmbH, Berlin	EUR	25	25	36	36	50	50	-	50
Sociedade De Investimentos E Consultoria Em Infra - Estruturas de Transportes S.A., Lisboa	EUR	50	50	44	44	44	44	-	44
Amethis Advisory, Paris	EUR	4	4	49	48	49	49	-	49
TIIC Advisor SAS, Paris	EUR	10	10	49	48	49	49	-	49
Amethis Investment Fund Manager, S.A., Luxembourg	EUR	275	275	49	48	49	49	-	49
Amethis North Africa, S.à r.l., Casablanca	MAD	300	300	49	48	49	49	-	49
PEARL Advisory SAS, Paris	EUR	10	10	49	48	49	49	-	49
Ginkgo Advisor Limited, London	GBP	-	-	49	48	49	49	-	49
Amethis Advisory East Africa Limited, Kenya	KES	100	100	49	48	49	49	-	49
Zhonghai Fund Management Company, Shanghai	CNY	146'667	146'667	25	25	25	25	-	25
ERAAM SAS, Paris	EUR	769	769	34	34	34	34	-	34
ELYAN PARTNERS SAS, Paris	EUR	1	1	49	49	49	49	-	49
Edmond de Rothschild Dortmund Hiltropwall GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	26	26	44	44	-	44
Trajan Investment Advisor SAS, Paris	EUR	-	-	49	48	49	49	-	49
Amethis Advisory Europe SASU, Paris	EUR	1	1	49	48	49	49	-	49

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2023	Variations de change	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2023
--	----------------------	---	--------------------------------------	----------------------	---	---	----------------	--------------------------------------

En milliers de CHF

<b>8 Présentation des immobilisations corporelles</b>								
Immeubles à l'usage des sociétés du groupe	225'987	(97'643)	128'344	(8'466)	1'399	-	(2'962)	118'315
Autres immeubles	18'628	(5'594)	13'034	(1'233)	9'497	-	-	21'298
Software acquis séparément ou développés à l'interne	427'870	(319'035)	108'835	(3'029)	45'399	-	(51'743)	99'462
Autres immobilisations corporelles	353'766	(314'673)	39'093	(2'775)	26'978	(23)	(9'842)	53'431
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>1'026'251</b>	<b>(736'945)</b>	<b>289'306</b>	<b>(15'503)</b>	<b>83'273</b>	<b>(23)</b>	<b>(64'547)</b>	<b>292'506</b>

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 1er janvier 2023	Variations de change	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2023
--	----------------------	------------------------	--------------------------------------	----------------------	-----------------	--------------------	----------------	--------------------------------------

En milliers de CHF

<b>9 Présentation des valeurs immatérielles</b>								
Goodwill	325'441	(218'707)	106'734	(554)	-	(1'620)	(19'182)	85'378
Autres valeurs immatérielles	113'209	(93'260)	19'949	(1'124)	1'172	-	(1'249)	18'748
<b>Total des valeurs immatérielles</b>	<b>438'649</b>	<b>(311'967)</b>	<b>126'683</b>	<b>(1'678)</b>	<b>1'172</b>	<b>(1'620)</b>	<b>(20'431)</b>	<b>104'126</b>

En milliers de CHF	Autres actifs		Autres passifs	
	2023	2022	2023	2022
<b>10 Répartition des autres actifs et autres passifs</b>				
Compte de compensation	3'170	1'278	44'977	66'674
Impôts indirects	19'044	23'217	34'782	37'499
Impôts latents actifs	11'898	13'611	-	-
Garanties, cautions	11'360	10'491	-	-
Autres	6'194	5'034	18'230	8'970
<b>Total</b>	<b>51'666</b>	<b>53'631</b>	<b>97'989</b>	<b>113'143</b>

Les provisions pour impôts latents (passifs) sont présentées sous l'annexe 15.

En milliers de CHF	2023		2022	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
<b>11 Indications des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété</b>				
<b>Actifs nantis / cédés</b>				
Titres remis en nantissement auprès de la chambre de la bourse et en garantie du trafic des paiements	1'001	-	802	-
Dépôts en garantie de négoce sur produits dérivés	25'051	25'051	73'827	73'827
Autres *	12'349	-	7'711	-

\*Dont la moitié de l'obligation de paiement de la banque à l'égard d'Esisuisse pour un montant de 3,86 millions de francs.

En milliers de CHF	2023	2022
<b>12 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle</b>		
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	16'104	46'140
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés	3'365	871
<b>Total</b>	<b>19'469</b>	<b>47'011</b>

### 13 Situation économique des propres institutions de prévoyance

#### a) Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Au 31 décembre 2023, il n'y a pas de cotisations de l'employeur auprès des institutions de prévoyance (aucune au 31.12.2022)

##### Indications relatives aux plans de prévoyance

- a) Au niveau de la Maison Mère et de ses sociétés économiquement affiliées au sein du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève – hors groupe Edmond de Rothschild (France)

	2023	2023	2022			2023	2022
	Excédent / (insuf fiance de couverture)	Part économique de l'entité		Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2023	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
En milliers de CHF							
<b>Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance</b>							
Plans de prévoyance avec excédent (*)	18'205	-	-	-	(17'460)	(17'460)	(16'458)
Institutions de prévoyance sans actifs propres (*)	1'032	-	-	-	(5'403)	(5'403)	(5'490)
<b>Total</b>	<b>19'237</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(22'863)</b>	<b>(22'863)</b>	<b>(21'948)</b>

(\*) Les données 2023 sont basées sur les comptes non audités (derniers comptes audités : 31.12.22)

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 101,0% et un excédent de couverture de CHF 5,8 millions au 31 décembre 2022. Elle est réassurée pour les risques décès et invalidité auprès de la Mobilière assurance.

Pour la fin de l'exercice 2023, la Fondation estime atteindre un taux de couverture à 103% (sur la base des comptes annuels 2023 non audités). Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2023 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 2% et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'Administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes. Au 31 décembre 2022, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et au compte de résultat de la Banque (en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques, définies par la circulaire 20/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'à son ordonnance (OEPC)).

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations), à l'exception d'Edmond de Rothschild Europe (Portugal) et Edmond de Rothschild Europe (Belgique).

b) Au niveau du groupe Edmond de Rothschild (France), Paris

	2023	2023	2022		2023	2022
	Excédent / (insuf finance de couverture)	Part économique de l'entité	Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2023	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
En milliers de CHF						
<b>Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance</b>						
Institutions de prévoyance sans actifs propres	(7'148)	(7'148)	(4'913)	(2'235)	(9'244)	(8'891)
<b>Total</b>	<b>(7'148)</b>	<b>(7'148)</b>	<b>(4'913)</b>	<b>(2'235)</b>	<b>(9'244)</b>	<b>(8'891)</b>

Un régime de retraite "sur-complémentaire" est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2005. Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories. Ce dispositif entre dans le cadre des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limitée dans le temps) ou additive en régime de base.

Pour rappel, le régime de retraite « sur-complémentaire » a été fermé au 31 décembre 2012, le dispositif étant maintenu pour ses bénéficiaires nés avant le 31 décembre 1953.

Dans la catégorie des régimes à prestations définies, un régime d'indemnités de fin de carrière, constituant un avantage postérieur à l'emploi, est également en cours au sein de ce sous-groupe, les droits aux indemnités étant définis par des conventions collectives. Ce régime n'est pas financé par un contrat d'assurance.

La méthode actuarielle utilisée pour l'évaluation des engagements est la méthode des Unités de Crédits Projetés

Le taux d'actualisation retenu pour ce régime est basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé à la date de l'évaluation et est de 3,15% au 31 décembre 2023, contre 3,77% au 31 décembre 2022.

	2023	2022
<b>Tableau de comptabilisation des engagements pour les régimes de retraite "sur-complémentaires" et d'indemnités de fin de carrière</b>		
Actifs nets à la valeur du marché en début d'exercice	18'986	24'611
Ecart de conversion	(1'132)	(1'153)
Variation au cours de l'exercice	(34)	(4'472)
Actifs nets à la valeur du marché en fin d'exercice	17'820	18'986
Valeur actualisée de l'obligation future en début d'exercice	23'899	31'162
Ecart de conversion	(1'550)	(1'345)
Variation au cours de l'exercice	2'619	(5'918)
Valeur actualisée de l'obligation future en fin d'exercice	24'968	23'899
<b>(Insuffisances) / excédents de couverture</b>	<b>(7'148)</b>	<b>(4'913)</b>
<b>Réserves de contributions de l'employeur (activées sous "Autres actifs")</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Provision pour insuffisance de couverture incluse au passif dans la rubrique correctifs de valeurs et provisions</b>	<b>(7'148)</b>	<b>(4'913)</b>
<b>Pertes actuarielles non reconnues</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

	Taux d'intérêt moyen pondéré	Valeur comptable au 31 décembre 2023	Échéances					
			d'ici une année	>1 - < 2 ans	>2 - < 3 ans	>3 - < 4 ans	>4 - < 5 ans	>5 ans
En milliers de CHF								
<b>14</b>	<b>Présentation des emprunts obligataires et des emprunts à conversion obligatoire en cours</b>							
		30'706	30'706	-	-	-	-	-
		2'999	2'443	556	-	-	-	-
		724'764	466'633	155'581	41'561	28'157	20'870	11'962
	5,84%	19'446	-	-	-	-	-	19'446
	<b>Total</b>	<b>777'915</b>	<b>499'782</b>	<b>156'137</b>	<b>41'561</b>	<b>28'157</b>	<b>20'870</b>	<b>31'408</b>

(1) Parmi les *Euro Medium Term Notes (EMTN)*, seuls les *floaters* sont rémunérés à un taux d'intérêt fixé en début de période. Au 31 décembre 2023, tous les instruments ci-dessus ont été émis par Edmond de Rothschild (France). Seul le TSS est subordonné. Il ne contient pas de clause PONV.

	Etat au 1er janvier 2023	Utilisations conformes au but	Reclassifications	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31 décembre 2023
En milliers de CHF								
<b>15</b>	<b>Corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations</b>							
	15'587	-	-	(1'084)	-	-	(1'769)	12'734
	4'913	(22)	-	(421)	-	2'719	(41)	7'148
	6'546	(3'260)	94	(355)	-	3'015	(583)	5'457
	9'000	(4'738)	-	(302)	-	2'425	(2'310)	4'075
	12'542	(2'345)	(94)	(691)	-	6'021	(2'642)	12'791
	<b>48'588</b>	<b>(10'365)</b>	<b>-</b>	<b>(2'853)</b>	<b>-</b>	<b>14'180</b>	<b>(7'345)</b>	<b>42'205</b>
	<b>150'985</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>150'985</b>
	<b>7'289</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(280)</b>	<b>29</b>	<b>1'363</b>	<b>(544)</b>	<b>7'857</b>
	7'289	-	-	(280)	29	1'363	(544)	7'857
	-	-	-	-	-	-	-	-

Le Groupe fait face à des réclamations de la part de certains de ses clients dans plusieurs juridictions et est impliqué dans diverses procédures judiciaires entrant dans le cadre de l'exercice de ses activités. Le contexte d'affaire global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, le Groupe constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque le Groupe estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. Toutefois, pour certaines procédures, le Groupe n'est pas en mesure d'estimer de manière raisonnable le montant des éventuelles pertes, en raison notamment, du stade préliminaire de celle-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.

Dans le cadre d'une instruction judiciaire ouverte en 2016 suite à une fraude au sein du fonds 1MDB dans laquelle le nom de Edmond de Rothschild (Europe) S.A. est cité, les auditions dans le cadre de l'instruction ouverte à Luxembourg se sont poursuivies en 2023. La procédure d'instruction suit son cours et pourrait encore durer plusieurs années. À ce stade, il n'est pas possible de prévoir l'issue de cette procédure. La Banque continue à collaborer pleinement avec les autorités judiciaires des États concernés.

En milliers de CHF	2023	2022	Variation %
<b>16 Capital social</b>			
586'935 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	58'694	-
<b>Total</b>	<b>58'694</b>	<b>58'694</b>	-

**17 Droit de participation et options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs**

Les membres de la Direction, ainsi qu'une partie des collaborateurs, bénéficient d'un plan de participation. Les bénéficiaires des plans se voient attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération est fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels. La dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel »

En milliers de CHF	Créances		Engagements	
	2023	2022	2023	2022
<b>18 Indication des créances et engagements envers les parties liées</b>				
Participants qualifiés	8'879	11'980	45'885	77'161
Sociétés du groupe	6'160	6'496	1'639	2'642
Sociétés liées	252	399	9'827	9'635
Affaires d'organes	9'858	9'801	1'493	1'092
Autres parties liées	56'658	53'186	756	2'968
<b>Total</b>	<b>81'807</b>	<b>81'862</b>	<b>59'600</b>	<b>93'498</b>

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Les autres parties liées se composent de parties (physique ou morale) qui d'une manière directe ou indirecte, exercent une influence notable sur les décisions financières ou opérationnelles du groupe. Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles.

En milliers de CHF	À vue	Dénouçable	Echu:				Total
			< 3 mois	3 à 12 mois	12 mois à 5 ans	> 5 ans	
<b>19 Présentation de la structure des échéances des instruments financiers</b>							
<b>Actif / instruments financiers</b>							
Liquidités	503'216	-	-	-	-	-	503'216
Créances sur les banques	864'080	4'953'003	2'592	382	25'094	-	5'845'151
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	175'140	-	-	-	175'140
Créances sur la clientèle	-	2'519'132	855'316	570'621	305'945	224'486	4'475'500
Créances hypothécaires	24'734	253'699	74'038	83'488	431'302	1'128'604	1'995'865
Opérations de négoce	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	255'722	-	-	-	-	-	255'722
Immobilisations financières	848'913	-	286'771	387'069	784'449	109'545	2'416'747
<b>Total 2023</b>	<b>2'496'665</b>	<b>7'725'834</b>	<b>1'393'857</b>	<b>1'041'560</b>	<b>1'546'790</b>	<b>1'462'635</b>	<b>15'667'341</b>
<b>Total 2022</b>	<b>2'166'909</b>	<b>10'054'111</b>	<b>1'525'122</b>	<b>1'244'047</b>	<b>2'163'173</b>	<b>1'641'194</b>	<b>18'794'556</b>
<b>Fonds étrangers / instruments financiers</b>							
Engagements envers les banques	630'342	-	45'285	12'695	642	42'959	731'923
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	5'409'441	428'265	4'887'315	1'677'114	216'982	48'640	12'667'757
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	256'444	-	-	-	-	-	256'444
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	-	6'389	493'393	246'725	31'408	777'915
<b>Total 2023</b>	<b>6'296'227</b>	<b>428'265</b>	<b>4'938'989</b>	<b>2'183'202</b>	<b>464'349</b>	<b>123'007</b>	<b>14'434'039</b>
<b>Total 2022</b>	<b>10'685'723</b>	<b>200'816</b>	<b>4'975'781</b>	<b>1'089'040</b>	<b>310'340</b>	<b>265'924</b>	<b>17'527'624</b>



En milliers de CHF	2023			2022		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
<b>20 Répartition du bilan entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile</b>						
<b>Actifs</b>						
Liquidités	385'610	117'606	503'216	529'687	155'042	684'729
Créances sur les banques	498'564	5'346'587	5'845'151	314'028	7'451'182	7'765'210
Créances résultant d'opérations de financement de titres	175'140	-	175'140	36'929	-	36'929
Créances sur la clientèle	387'024	4'088'476	4'475'500	426'726	4'843'005	5'269'731
Créances hypothécaires	315'271	1'680'594	1'995'865	352'571	1'730'057	2'082'628
Opérations de négoce	-	-	-	-	211	211
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	63'956	191'766	255'722	107'018	160'222	267'240
Immobilisations financières	720'431	1'696'316	2'416'747	1'073'473	1'614'405	2'687'878
Comptes de régularisation	41'692	251'240	292'932	38'196	256'438	294'634
Participations non consolidées	816	14'957	15'773	672	16'330	17'002
Immobilisations corporelles	79'723	212'783	292'506	84'286	205'020	289'306
Valeurs immatérielles	60'113	44'013	104'126	74'165	52'518	126'683
Autres actifs	14'357	37'309	51'666	16'109	37'522	53'631
<b>Total des actifs</b>	<b>2'742'697</b>	<b>13'681'647</b>	<b>16'424'344</b>	<b>3'053'860</b>	<b>16'521'952</b>	<b>19'575'812</b>
<b>Passifs</b>						
Engagements envers les banques	522'618	209'305	731'923	348'448	216'947	565'395
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	734'928	11'932'829	12'667'757	1'119'323	14'919'914	16'039'237
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	34'019	222'425	256'444	57'188	229'980	287'168
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	777'915	777'915	-	635'824	635'824
Comptes de régularisation	76'835	357'001	433'836	104'894	327'586	432'480
Autres passifs	47'524	50'465	97'989	77'531	35'612	113'143
Provisions	1'684	40'521	42'205	2'830	45'758	48'588
Réserves pour risques bancaires généraux	123'155	27'830	150'985	123'155	27'830	150'985
Capital social	58'694	-	58'694	58'694	-	58'694
Réserve issue du capital	502'391	-	502'391	502'391	-	502'391
Réserve issue du bénéfice	747'251	142'158	889'409	684'745	228'036	912'781
Réserve de change	(27'491)	(265'457)	(292'948)	(24'536)	(210'269)	(234'805)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	3'661	2'661	6'322	2'968	5'846	8'814
Bénéfice / (Perte) consolidé de l'exercice	87'209	14'213	101'422	10'399	44'718	55'117
<b>Total des passifs</b>	<b>2'912'478</b>	<b>13'511'866</b>	<b>16'424'344</b>	<b>3'068'030</b>	<b>16'507'782</b>	<b>19'575'812</b>

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue en fonction du domicile du débiteur, du créancier et de l'émetteur de titres et emprunts. En ce qui concerne les créances hypothécaires et les immeubles, le lieu du gage est pris en considération.

En milliers de CHF	2023		2022	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
<b>21 Répartition du total des actifs par pays / groupes de pays (principe du domicile)</b>				
<b>Actifs</b>				
Suisse	2'742'697	16,7	3'053'860	15,6
Autres Europe	11'971'856	72,9	15'199'367	77,7
Amérique du Nord	507'738	3,1	496'428	2,5
Amérique du Sud	34'984	0,2	44'475	0,2
Asie, Australie, Océanie	643'254	3,9	196'958	1,0
Caraïbes	368'809	2,3	358'717	1,8
Afrique, Moyen-Orient	155'006	0,9	226'007	1,2
<b>Total des actifs</b>	<b>16'424'344</b>	<b>100,0</b>	<b>19'575'812</b>	<b>100,0</b>

En milliers de CHF	2023		2022	
	Expositions nettes à l'étranger			
	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %
<b>22 Actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)</b>				
<b>Actifs</b>				
1 & 2	12'177'171	97,2	14'391'870	98,0
3	47'263	0,4	31'722	0,2
4	98'996	0,8	64'141	0,4
5	8'699	0,1	674	-
6	22'092	0,2	37'443	0,3
7	52'241	0,4	28'001	0,2
sans notation	119'025	0,9	138'368	0,9
<b>Total</b>	<b>12'525'487</b>	<b>100,0</b>	<b>14'692'219</b>	<b>100,0</b>

Le Groupe utilise les notes de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV).

**23 Bilan selon les monnaies les plus importantes****Actifs**

Liquidités	384'240	118'782	148	46	503'216
Créances sur les banques	50'278	5'186'114	464'319	144'440	5'845'151
Créances résultant d'opérations de financement de titres	150'000	-	25'140	-	175'140
Créances sur la clientèle	532'886	3'397'314	421'844	123'456	4'475'500
Créances hypothécaires	313'882	1'479'301	-	202'682	1'995'865
Opérations de négoce	-	-	-	-	-
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	41'915	107'210	95'560	11'037	255'722
Immobilisations financières	327'706	706'736	885'336	496'969	2'416'747
Comptes de régularisation	39'554	225'080	10'535	17'763	292'932
Participations non consolidées	1'040	7'443	-	7'290	15'773
Immobilisations corporelles	79'723	176'851	-	35'932	292'506
Valeurs immatérielles	60'129	37'145	-	6'852	104'126
Autres actifs	10'444	38'819	262	2'141	51'666
<b>Total des actifs bilantaires</b>	<b>1'991'797</b>	<b>11'480'795</b>	<b>1'903'144</b>	<b>1'048'608</b>	<b>16'424'344</b>
Prétention à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	1'260'695	2'204'291	5'028'222	1'388'647	9'881'855
<b>Total des actifs 2023</b>	<b>3'252'492</b>	<b>13'685'086</b>	<b>6'931'366</b>	<b>2'437'255</b>	<b>26'306'199</b>
<b>Total des actifs 2022</b>	<b>4'017'655</b>	<b>17'828'319</b>	<b>8'791'437</b>	<b>2'835'340</b>	<b>33'472'751</b>

**Passifs**

Engagements envers les banques	272'692	369'672	60'240	29'319	731'923
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	699'880	7'067'373	3'456'877	1'443'627	12'667'757
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	62'395	87'093	99'758	7'198	256'444
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	720'533	57'382	-	777'915
Comptes de régularisation	85'282	302'199	28'068	18'287	433'836
Autres passifs	5'392	85'300	3'069	4'228	97'989
Provisions	1'684	37'002	-	3'519	42'205
Réserves pour risques bancaires généraux	123'155	27'830	-	-	150'985
Capital social	58'694	-	-	-	58'694
Réserve issue du capital	502'391	-	-	-	502'391
Réserve issue du bénéfice	(56'516)	858'631	726	86'567	889'409
Réserve de change	(27'491)	(258'492)	(382)	(6'583)	(292'948)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	3'661	3'990	(107)	(1'222)	6'322
Bénéfice / (Perte) consolidé de l'exercice	87'209	33'318	62	(19'167)	101'422
<b>Total des passifs bilantaires</b>	<b>1'818'429</b>	<b>9'334'449</b>	<b>3'705'693</b>	<b>1'565'773</b>	<b>16'424'344</b>
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	1'473'186	4'348'651	3'203'970	856'048	9'881'855
<b>Total des passifs 2023</b>	<b>3'291'615</b>	<b>13'683'100</b>	<b>6'909'663</b>	<b>2'421'821</b>	<b>26'306'199</b>
<b>Position nette par devise</b>	<b>(39'123)</b>	<b>1'986</b>	<b>21'703</b>	<b>15'434</b>	<b>-</b>
<b>Total des passifs 2022</b>	<b>4'019'795</b>	<b>17'801'673</b>	<b>8'814'076</b>	<b>2'837'207</b>	<b>33'472'751</b>

# Informations relatives au hors bilan

En milliers de CHF	2023	2022	Variation %
<b>24 Créances et engagements conditionnels</b>			
Engagements de couverture de crédit et similaires	246'239	293'670	(16,2)
Garanties de prestation de garantie et similaires	1'733	1'573	10,2
<b>Total des engagements conditionnels</b>	<b>247'972</b>	<b>295'243</b>	<b>(16,0)</b>
<b>Total des créances éventuelles</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions dans les passifs du bilan le cas échéant.

En milliers de CHF	2023	2022	Variation %
<b>25 Répartition des opérations fiduciaires</b>			
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	2'869'408	2'344'393	22,4
Placements fiduciaires auprès de sociétés du groupe et sociétés liées	2'071'035	1'921'240	7,8
Opérations fiduciaires relatives au prêt / emprunt de titres, lorsque la banque agit sous son nom pour le compte de clients	276	440	(37,3)
<b>Total</b>	<b>4'940'719</b>	<b>4'266'073</b>	<b>15,8</b>

<b>26 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution</b>			
<b>a) Répartition des avoirs administrés</b>			
Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	57'294'448	57'758'266	(0,8)
Avoirs sous mandat de gestion	30'187'293	28'391'009	6,3
Autres avoirs administrés	75'909'458	71'641'708	6,0
<b>Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles)</b>	<b>163'391'199</b>	<b>157'790'983</b>	<b>3,5</b>
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>10'490'698</i>	<i>10'827'398</i>	<i>(3,1)</i>
<b>b) Présentation de l'évolution des avoirs administrés</b>			
<b>Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles) initiaux</b>	<b>157'790'983</b>	<b>177'648'605</b>	<b>(11,2)</b>
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>9'875'573</i>	<i>3'096'901</i>	-
<i>+/- évolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change</i>	<i>(4'109'655)</i>	<i>(21'729'523)</i>	-
<i>+/- autres effets</i>	<i>(165'702)</i>	<i>(1'225'000)</i>	-
<b>Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux</b>	<b>163'391'199</b>	<b>157'790'983</b>	<b>3,5</b>

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs gérés par le Groupe, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers) par le Groupe ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par le Groupe. Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client (clients au bénéfice d'un mandat de conseil et les clients sans mandat). Lorsque plusieurs types de prestations sont fournis par les mêmes avoirs, ceux-ci font l'objet de prise en compte double. En pratique, il s'agit principalement d'avoir administrés ou sous mandat de gestion qui sont placés dans des fonds de placement collectifs sous gestion propre.

Ne sont pas pris en compte les « assets under custody » représentant les actifs d'un client dont l'unique objectif est le dépôt.

Les apports / retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de clients ainsi que des apports et retraits de clients existants. Ils sont calculés selon la méthode directe, basée sur les transactions individuelles des flux de cash et/ou des titres des clients. Les modifications des avoirs dues aux performances (par exemple l'impact de l'évolution des marchés et des devises, les paiements d'intérêts, les commissions de banque facturées et les dividendes crédités) de même que les intérêts, commissions et frais débités à la clientèle ainsi que les mouvements de périmètre, lors d'acquisition, de vente ou de fermeture d'activité ne représentent pas un apport / retrait. Une partie des apports / retraits résulte également du double comptage pour la part des actifs sous gestion investie en fonds de placement collectifs du Groupe.

Les apports / retraits se décomposent en CHF 11.6 milliards de collecte nette sur nos métiers cœurs et d'un transfert d'une ligne de titres très peu margée pour un client pour CHF 1.7 milliard.

Les autres effets en 2023 et 2022 comprennent des éléments non récurrents en lien avec des décisions de recentrage sur nos marchés et clientèles cibles.

# Informations relatives au compte de résultat

En milliers de CHF		2023	2022	Variation %
<b>27</b>	<b>Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur</b>			
<b>a)</b>	<b>Répartition selon les secteurs d'activités</b>			
	Opérations de négoce avec les clients privés	41'770	54'974	(24,0)
	Opérations de négoce pour compte propre	116'803	87'580	33,4
	<b>Total du résultat de négoce</b>	<b>158'573</b>	<b>142'554</b>	<b>11,2</b>
<b>b)</b>	<b>Répartition par type de sous-jacent et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur</b>			
	<b>Résultat de négoce provenant des :</b>			
	Instruments de taux (y c. les fonds)	1'993	180	1'007,2
	Titres de participation (y c. les fonds)	9'112	11'945	(23,7)
	Devises	99'754	128'716	(22,5)
	Matières premières / métaux précieux	(280)	(961)	(70,9)
	Autres opérations de négoce	47'994	2'674	-
	<b>Total du résultat de négoce</b>	<b>158'573</b>	<b>142'554</b>	<b>11,2</b>
	<i>dont provenant de l'option de la juste valeur</i>	-	-	-

En milliers de CHF		2023	2022	Variation %
<b>28</b>	<b>Produit du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs</b>	-	-	-
	<b>Produit de refinancement dans la rubrique "produit des intérêts et des escomptes"</b>			

Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce. Le résultat des emprunts et des prêts de titres est comptabilisé dans le résultat des opérations d'intérêts.

#### Intérêts négatifs

Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(33)	(13'728)	(99,8)
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	116	8'439	(98,6)

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

En milliers de CHF	2023	2022	Variation %
<b>29 Charges de personnel</b>			
Appointements	(408'917)	(403'712)	1,3
<i>dont charges en relation avec les rémunérations variables</i>	(108'755)	(111'464)	(2,4)
Prestations sociales :	(116'264)	(111'784)	4,0
<i>dont contributions sociales légales</i>	(84'157)	(80'945)	4,0
<i>dont contributions aux institutions de prévoyance du personnel</i>	(32'107)	(30'839)	4,1
Autres charges de personnel	(13'419)	(21'085)	(36,4)
<b>Total</b>	<b>(538'600)</b>	<b>(536'581)</b>	<b>0,4</b>

Le poste « Appointements » comprend les salaires du personnel fixe et temporaire, les gratifications, les indemnités des administrateurs et les allocations supplémentaires.

En milliers de CHF	2023	2022	Variation %
<b>30 Autres charges d'exploitation</b>			
Coût des locaux	(44'702)	(46'096)	(3,0)
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	(86'910)	(78'267)	11,0
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	(2'136)	(2'304)	(7,3)
Honoraires de la société d'audit	(4'891)	(4'121)	18,7
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	(3'827)	(3'531)	8,4
<i>dont pour d'autres prestations de service</i>	(1'064)	(590)	80,3
Honoraires	(94'470)	(90'692)	4,2
Autres charges d'exploitation	(48'164)	(40'979)	17,5
<b>Total</b>	<b>(281'273)</b>	<b>(262'459)</b>	<b>7,2</b>

En milliers de CHF	2023	2022	Variation %
<b>31 Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes</b>			
<b>Total</b>	<b>(7'672)</b>	<b>(5'147)</b>	<b>49,1</b>

Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes résultent de provisions pour des risques judiciaires, de pertes opérationnelles et de rabais commerciaux.

En milliers de CHF	2023	2022	Variation %
<b>32 Produits et charges extraordinaires, variations des réserves pour risques bancaires généraux</b>			
Produits extraordinaires	3'725	6'056	(38,5)
Charges extraordinaires	(352)	(713)	(50,6)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	-	5'427	(100,0)

En 2023, les produits extraordinaires résultent de produits « non récurrents » et étrangers à l'exploitation. Les charges extraordinaires comprennent des cessions d'immobilisations corporelles.

En 2022, les produits extraordinaires résultent principalement de plus-values de cession de participations pour CHF 5,2 millions et de produits « non récurrents » et étrangers à l'exploitation. Les charges extraordinaires comprennent des charges « non récurrentes » et étrangères à l'exploitation.

En milliers de CHF		2023	2022	Variation %
<b>33</b>	<b>Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles</b>			
	Participations non consolidées	-	-	-
	Immobilisations corporelles			
	- immeubles	(2'962)	(3'363)	(11,9)
	- software acquis séparément ou développés à l'interne	(51'743)	(45'274)	14,3
	- mobilier, matériel, équipement	(9'842)	(9'892)	(0,5)
	Valeurs immatérielles	(20'431)	(25'722)	(20,6)
	<b>Total</b>	<b>(84'978)</b>	<b>(84'251)</b>	<b>0,9</b>

Les participations non consolidées figurant au coût d'acquisition, seules les moins-values permanentes font l'objet d'amortissements reportés sous cette rubrique.



En milliers de CHF	2023			2022		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
<b>34 Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation</b>						
Produit des intérêts et des escomptes	118'489	363'911	482'400	39'271	89'783	129'054
Produit des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	7	606	613	4	168	172
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	41'258	(2'262)	38'996	16'827	20'591	37'418
Charges d'intérêts	(3'141)	(305'960)	(309'101)	2'523	(68'807)	(66'284)
<b>Résultat net des opérations d'intérêts</b>	<b>156'613</b>	<b>56'295</b>	<b>212'908</b>	<b>58'625</b>	<b>41'735</b>	<b>100'360</b>
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	(9)	146	137	(2'067)	-	(2'067)
<b>Résultat net des opérations d'intérêts</b>	<b>156'604</b>	<b>56'441</b>	<b>213'045</b>	<b>56'558</b>	<b>41'735</b>	<b>98'293</b>
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	201'131	591'515	792'646	213'754	623'787	837'541
Produit des commissions sur les opérations de crédit	2'363	2'159	4'522	2'562	1'657	4'219
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de service	5'045	72'108	77'153	5'990	67'469	73'459
Charges de commissions	(22'986)	(173'951)	(196'937)	(30'794)	(175'734)	(206'528)
<b>Résultat des opérations de commissions et des prestations de service</b>	<b>185'553</b>	<b>491'831</b>	<b>677'384</b>	<b>191'512</b>	<b>517'179</b>	<b>708'691</b>
<b>Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur</b>	<b>50'694</b>	<b>107'879</b>	<b>158'573</b>	<b>72'498</b>	<b>70'056</b>	<b>142'554</b>
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	941	(5'656)	(4'715)	700	11'708	12'408
Produit des participations	1'964	1'141	3'105	2'128	5'421	7'549
<i>dont des participations prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence</i>	775	1'140	1'915	1'020	5'391	6'411
<i>dont des autres participations non consolidées</i>	1'189	1	1'190	1'108	30	1'138
Résultat des immeubles	142	231	373	147	212	359
Autres produits ordinaires	7'504	20'261	27'765	5'400	14'689	20'089
Autres charges ordinaires	(431)	(12'152)	(12'583)	(5'583)	(13'533)	(19'116)
<b>Autres résultats ordinaires</b>	<b>10'120</b>	<b>3'825</b>	<b>13'945</b>	<b>2'792</b>	<b>18'497</b>	<b>21'289</b>
Charges de personnel	(193'912)	(344'688)	(538'600)	(195'095)	(341'486)	(536'581)
Autres charges d'exploitation	(88'140)	(193'133)	(281'273)	(91'760)	(170'699)	(262'459)
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>(282'052)</b>	<b>(537'821)</b>	<b>(819'873)</b>	<b>(286'855)</b>	<b>(512'185)</b>	<b>(799'040)</b>
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(26'382)	(58'596)	(84'978)	(25'396)	(58'855)	(84'251)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(1'107)	(6'565)	(7'672)	(2'734)	(2'413)	(5'147)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>93'430</b>	<b>56'994</b>	<b>150'424</b>	<b>8'375</b>	<b>74'014</b>	<b>82'389</b>
Produits extraordinaires	387	3'338	3'725	2'552	3'504	6'056
Charges extraordinaires	(299)	(53)	(352)	(713)	-	(713)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	-	-	-	5'427	-	5'427
Impôts	(6'309)	(46'066)	(52'375)	(5'242)	(32'800)	(38'042)
<b>Bénéfice / (Perte) consolidé de l'exercice</b>	<b>87'209</b>	<b>14'213</b>	<b>101'422</b>	<b>10'399</b>	<b>44'718</b>	<b>55'117</b>

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue selon le principe du domicile de l'exploitation.

En milliers de CHF	2023	2022	Variation %
<b>35 Présentation des impôts courants et latents</b>			
Impôts courants	(52'949)	(41'745)	26,8
Impôts différés	574	3'703	(84,5)
<b>Total</b>	<b>(52'375)</b>	<b>(38'042)</b>	<b>37,7</b>
Taux d'imposition moyen	34,8%	46,2%	(24,6)

Les impôts sur le revenu sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés. Concernant la dotation à la provision pour impôts différés, voir sous la **note 15**.

# Adresses

## Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

### Siège

GENÈVE  
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
Rue de Hesse 18 - 1204 Genève  
T. +41 58 818 91 11

### Succursales

FRIBOURG  
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
Succursale de Fribourg  
CP 13 - Place de la Gare 5 - 1700 Fribourg  
T. +41 26 347 24 24

LAUSANNE  
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
Succursale de Lausanne  
Avenue Agassiz 2 - 1002 Lausanne  
T. +41 21 318 88 88

LUGANO  
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
Succursale di Lugano  
Via Ginevra 2 - 6901 Lugano  
T. +41 91 913 45 00

### Agence

ZURICH  
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
Beethovenstrasse 11 - 8002 Zurich  
T. +41 44 818 81 11

### Filiales en Suisse

Edmond de Rothschild REIM  
(Suisse) S.A.  
Rue du Rhône 30 - 1204 Genève  
T. +41 22 436 32 40

### Filiales et bureaux à l'étranger

ALLEMAGNE  
Edmond de Rothschild REIM  
(Germany) GmbH  
Anna-Louisa-Karsch-Strasse 3  
10178 Berlin  
T. +49 30 374 36 38-20

Edmond de Rothschild REIM  
(Germany) GmbH  
Global Tower  
Neue Mainzer Strasse 32-36  
60311 Frankfurt-am-Main  
T. + 49 69 244 330

Edmond de Rothschild REIM  
(Germany) GmbH  
Müllerstrasse 27 - 80469 München  
T. +49 89 52 03 56 20

ÉMIRATS ARABES UNIS  
Edmond de Rothschild (Middle East)  
Ltd  
ICD Brookfield Place, Level 31, Unit L31.09  
Dubai International Financial Centre  
P.O. Box 506938  
Dubai, United Arab Emirates  
T. +971 4 329 21 42

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.,  
Banking Representative Office  
The Maze Tower-902  
Trade Centre Second  
Sheikh Zayed Road  
P.O. Box 214924  
Dubai, United Arab Emirates  
T. +971 4 346 53 88

FRANCE  
Edmond de Rothschild (France)  
(Détails en pages suivantes)

Edmond de Rothschild REIM  
(France) S.A.S.  
35, boulevard des Capucines  
75002 Paris  
T. +33 1 40 06 00 00

ISRAËL  
Edmond de Rothschild (Israël) Ltd  
20 Rothschild Boulevard  
6688123 Tel Aviv  
T. +972 3 713 03 00

LUXEMBOURG  
Edmond de Rothschild (Europe)  
(Détails en pages suivantes)

Edmond de Rothschild  
Private equity Luxembourg S.A.  
4, rue Robert Stumper  
L-2557 Luxembourg  
T. +352 26 74 22-1

MONACO  
Edmond de Rothschild (Monaco)  
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo  
98000 Monaco Cedex  
T. +377 93 10 47 47

Edmond de Rothschild  
Assurances et Conseils (Monaco)  
*Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)*  
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo  
98000 Monaco Cedex  
T. +377 97 98 28 00

Edmond de Rothschild  
Gestion (Monaco)  
*Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)*  
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo  
BP 317 - 98006 Monaco Cedex  
T. +377 97 98 22 14

PAYS-BAS  
Edmond de Rothschild REIM  
(Benelux) BV  
Gustav Mahlerplein 121-123  
1082 MS Amsterdam  
T. +31 20 575 50 80

ROYAUME-UNI  
Edmond de Rothschild (UK) Limited  
Edmond de Rothschild  
Asset management (UK) Limited  
Edmond de Rothschild  
Capital Holdings Limited  
Edmond de Rothschild Private  
Merchant Banking LLP  
4, Carlton Gardens  
St. Jame's  
London SW1Y 5AA  
T. +44 20 7845 5900

Edmond de Rothschild REIM  
(UK) Limited  
18, Savile Row  
London W1S 3PW  
T. +44 20 3206 7910

URUGUAY  
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
Representación Uruguay\*\*  
World Trade Center Montevideo  
Torre II - Piso 21  
Avenida Luis Alberto de Herrera 1248  
11300 Montevideo  
T. +598 2 623 24 00

\* En mars 2022, le Groupe a décidé de fermer cette entité. Dès lors, le processus de liquidation a été entamé.

# Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

## Siège

LUXEMBOURG  
Edmond de Rothschild (Europe)  
4, rue Robert Stumper  
L-2557 Luxembourg  
T. +352 24 88 1

## Filiales

LUXEMBOURG  
Edmond de Rothschild  
Assurances et Conseils (Europe)  
4, rue Robert Stumper  
L-2557 Luxembourg  
T. +352 24 88 28

Edmond de Rothschild  
Asset management (Luxembourg)  
4, rue Robert Stumper  
L-2557 Luxembourg  
T. +352 24 88 23 01

## Société en joint-venture

JAPON  
Edmond de Rothschild  
Nikko Co., Ltd  
3-3-1, Marunouchi, Shintokyo Bld. 3F,  
Chiyoda-ku, Tokyo #100-0005  
T. +81 3 3283-3535

## Succursales à l'étranger

BELGIQUE  
*Agence principale de Bruxelles*  
Edmond de Rothschild (Europe)  
Succursale en Belgique  
Avenue Louise 235 - Lobby A  
1050 Bruxelles  
T. +32 2 645 57 57

*Agence d'Anvers*  
Edmond de Rothschild (Europe)  
Succursale en Belgique  
Frankrijklei 103  
2000 Antwerpen  
T. +32 3 212 21 11

ESPAGNE  
Edmond de Rothschild (Europe)  
Sucursal en España  
Paseo de la Castellana 55  
28046 Madrid  
T. +34 91 364 66 00

*Agence de Barcelone*  
Edmond de Rothschild (Europe)  
Sucursal en España  
Avda. Diagonal 618, 9a  
08021 Barcelona  
T. +34 93 823 34 09

PORTUGAL  
Edmond de Rothschild (Europe)  
Sucursal em Portugal  
Rua Dom Pedro V 130  
1250-095 Lisbonne  
T. +351 21 045 46 60

# Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

## Siège

### FRANCE

Edmond de Rothschild (France)  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris Cedex 08  
T. +33 1 40 17 25 25

### Agences en France

#### BORDEAUX

Edmond de Rothschild (France)  
Hôtel de Saige  
23, cours du Chapeau Rouge  
33000 Bordeaux  
T. +33 5 56 44 20 66

#### LILLE

Edmond de Rothschild (France)  
116, rue de Jemmapes  
59800 Lille  
T. +33 3 62 53 75 00

#### LYON

Edmond de Rothschild (France)  
27, rue Auguste Comte  
69002 Lyon  
T. +33 4 72 82 35 25

#### MARSEILLE

Edmond de Rothschild (France)  
165, avenue du Prado  
13272 Marseille  
T. +33 4 91 29 90 80

#### NANTES

Edmond de Rothschild (France)  
20, rue de la Contrescarpe  
44000 Nantes  
T. +33 2 53 59 10 00

#### STRASBOURG

Edmond de Rothschild (France)  
6, avenue de la Marseillaise  
67000 Strasbourg  
T. +33 3 68 33 90 00

#### TOULOUSE

Edmond de Rothschild (France)  
22, rue Croix Baragnon  
31000 Toulouse  
T. +33 5 67 20 49 00

## Filiales en France

### PARIS

Edmond de Rothschild  
Asset management (France)  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris Cedex 08  
T. +33 1 40 17 25 25

### Edmond de Rothschild

Corporate finance  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris Cedex 08  
T. +33 1 40 17 21 11

### Edmond de Rothschild

Private equity (France)  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris Cedex 08  
T. +33 1 40 17 25 25

### Edmond de Rothschild

Assurances et Conseils (France)  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris Cedex 08  
T. +33 1 40 17 22 32

### COGIFRANCE

63, rue La Boétie  
75008 Paris  
T. +33 1 45 61 65 00

## Filiales à l'étranger

### ALLEMAGNE

Edmond de Rothschild  
Asset management (France),  
Niederlassung Deutschland  
Main Building  
Taunusanlage 16  
60325 Frankfurt am Main  
T. +49 69 244 330 200

### CHINE

Zhanghai Fund Management Co Ltd  
29F Shidaijirong Center 68  
Yincheng Middle Road Pudong  
200120 Shanghai

### ESPAGNE

Edmond de Rothschild  
Asset management (France),  
Sucursal en España  
Paseo de la Castellana 55  
28046 Madrid  
T. +34 91 789 32 20

### ITALIE

Edmond de Rothschild (France)  
Succursale italiana  
Corso Venezia 36  
20121 Milano  
T. +39 02 76 061 200

### ROYAUME-UNI

Edmond de Rothschild  
Asset management (France)  
4, Carlton Gardens  
London SW1 5AA  
T. +44 20 7845 5900